



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST  
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 15 DÉCEMBRE 2020  
GEMEENTERAAD VAN 15 DECEMBER 2020

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

<b>Présents</b>	Fatima Abbach, <i>Présidente suppléante/Plaatsvervangende voorzitter</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Séverine De Laveleye, <i>Présidente/Voorzitter</i> ; Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Anne Rakovsky, Catherine Beauthier, Nabil Boukili, Caroline Dupont, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer, Christiane Defays, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
<b>Excusés</b>	Stéphane Roberti, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;
<b>Verontschuldigd</b>	Stéphanie Koplowitz, Xavier Jans, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30  
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**La séance se tient via Teams**  
**De zitting vindt plaats via Teams.**

**Monsieur Mugabo Mukunzi est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.**  
**De heer Mugabo Mukunzi wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.**

**Mme la Présidente donne la parole à M. Loewenstein, qui souhaite intervenir sur la publicité des séances et l'ordre des travaux.**

**M. Loewenstein déplore que le Conseil communal ne respecte toujours pas la publicité requise par la loi et l'impossibilité pour les citoyens de le suivre en direct. Il estime qu'il est certainement possible techniquement de diffuser en direct la séance, par exemple via la page Facebook de la commune et dit regretter l'absence de volonté en ce sens de la majorité. Ne sachant pas combien de temps la crise sanitaire va perdurer, il dit espérer qu'une solution pourra être trouvée pour la prochaine séance de janvier.**

**M. Loewenstein constate que le Collège soumet au Conseil plusieurs points non-inscrits à l'ordre du jour, alors que l'article 97 NLC présuppose une « urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger ». Il dit n'avoir aucun souci avec le fond du règlement prévoyant une prime de 800 € pour les commerçants, mais ajoute qu'il n'y a aucun obstacle à ce que ce règlement puisse**

être adopté en même temps que le budget 2021 fin janvier. Il fait remarquer par ailleurs que le délai d'introduction des demandes est fixé au 5 janvier et que la circulaire budgétaire ne permet pas de déposer des modifications budgétaires après le 1<sup>er</sup> novembre de l'exercice.

Concernant la publicité des séances, Madame El Hamidine assure que le Collège y travaille activement.

Concernant la prime aux commerçants, Monsieur Spapens estime que l'on peut considérer le fait que la crise sanitaire perdure représente un danger. Il dit assumer le dépôt hors-délai du point concernant l'octroi d'une prime aux commerçants et assure qu'il n'était pas possible de l'introduire dans les délais normaux. Il assure que le Cabinet du ministre des Pouvoirs locaux a été consulté sur le sujet et a admis que l'on puisse déroger aux délais normaux concernant l'octroi d'aides liées au Covid.

M. Loewenstein réitère qu'il n'est nullement question de refuser le principe de la prime et dit ne pas avoir d'objection à ce que point (ainsi que la modification budgétaire y afférente) puisse être approuvé ce soir. Il dit s'opposer toutefois à l'examen des quatre autres points.

Il demande de décaler le délai prévu pour l'introduction des demandes par les commerçants, afin de le faire coïncider avec le délai de tutelle (30 jours) et de laisser davantage de temps aux commerçants pour introduire une demande.

Monsieur Hacken ne met pas en doute l'intérêt de ces différents points soumis en urgence ce soir. Il déplore par contre le fait que rien n'a été communiqué aux conseillers ne serait-ce que la veille (alors que se tenait une commission).

Monsieur Pierre-De Permentier rejoint l'avis de ses collègues et estime le caractère urgent de certains points douteux. Prévenir les conseillers deux heures et demi avant la séance ne permet pas d'examiner le fond. En conséquence, s'il marque son accord pour examiner les deux points relatifs aux primes liées au Covid, il demande le report des autres points.

Monsieur Ghysse désapprouve cette pluie de critiques, alors que l'on vit une situation inédite et que l'on connaît les grandes difficultés subies par les commerçants.

Monsieur Hacken réitère que les conseillers demandent simplement le respect de la légalité pour l'inscription des points à l'ordre du jour.

Madame Abbach propose de n'examiner que les deux points relatifs aux primes liées au Covid.

Madame Moens dit pouvoir rejoindre ce point de vue, sans oublier d'approuver les modifications budgétaire y afférentes.

Monsieur Van Enst intervient pour apporter quelques précisions techniques sur les points incriminés.

Madame Père dit comprendre le mécontentement des conseillers de l'opposition. Elle assure que les services communaux sont sous pression depuis le début de la crise et font le maximum pour assurer la continuité de la gestion des dossiers.

Madame Plovie dit comprendre les positions exprimées, mais demande à chacun de pouvoir faire avancer les choses en validant ces points, sachant que tout le monde est sur les rotules.

Monsieur de Beer estime les questions de forme secondaires et dit que son groupe est favorable à l'examen des points.

Monsieur Hacken dit attendre un engagement du Collège pour qu'un réel effort soit fait pour améliorer tangiblement la transmission des points.

Madame El Hamidine s'engage au nom du Collège à respecter plus scrupuleusement les règles relatives à l'inscription à temps des points à l'ordre du jour.

Au vu des positions exprimées par les différents groupes politiques, l'examen des points supplémentaires en urgence est admis par une majorité des deux-tiers au moins.

**Madame El Hamidine intervient pour faire un rapide point sur la situation sanitaire à Forest : Les chiffres sont moins mauvais à Bruxelles avec une baisse des cas remarquables. En Région bruxelloise, on a un taux d'incidence actuellement à 185 cas pour 100.000 habitants sur 14 jours (à Forest ; 177).**

**On sait malheureusement qu'on ne peut pas se réjouir trop vite et que la période que nous abordons est cruciale pour éviter, ralentir ou postposer une troisième vague. A cette fin, la Région a identifié des quartiers à risque (sur des indicateurs de densité de population, âge, prévalence de comorbidité, indicateurs sociaux économiques) pour déployer des dispositifs de prévention affinés avec les communes. Ce travail est en cours et nous y prenons part.**

**Le défi logistique que représente la vaccination est en train d'être relevé, cependant les retards annoncés des firmes pharmaceutiques jettent des incertitudes sur le planning.**

**Une troisième vague aurait un impact sur le planning de la vaccination puisqu'elle mobiliserait potentiellement toutes les ressources en personnel et en logistique médicale pour les soins et le testing.**

**A Forest, le centre de test Albert tourne bien et la décision de le convertir éventuellement en centre de vaccination est à l'étude au niveau d'Iriscare.**

**Nous avons dû déplorer le décès d'un de nos collègues au service Voirie après des semaines de combat contre ce virus. Toute son équipe se porte bien malgré les circonstances particulières de ce deuil.**

**Nos écoles et crèches ont relativement bien tenu le coup mais des contaminations dans plusieurs équipes nous font dire que l'interruption des congés à venir est bienvenue.**

**Les services au citoyen sont maintenus dans les meilleures conditions possibles.**

**Nous espérons pouvoir vous convaincre ce soir d'une mesure pour soutenir nos commerces.**

**Les services de police sont mobilisés pour rappeler le public à ses obligations notamment du port du masque et de l'interdiction de rassemblement. La vigilance à l'égard de violences intrafamiliales a également été rappelée comme étant une priorité.**

**Monsieur Pierre-De Permentier adresse au nom du groupe MR ses condoléances à la famille du membre du personnel de la Voirie décédé des suites du Covid. Il souhaite savoir dans quelle mesure d'éventuelles lockdown parties auraient été constatées à Forest et sur la situation au Val des Roses.**

**Madame El Hamidine répond qu'elle ne dispose d'aucune information quant à d'éventuelles lockdown parties à Forest et ajoute que tout est sous contrôle au Val des Roses, ce que Monsieur Lonfils confirme.**

**Au sujet de l'absence de Stéphane Roberti, Madame El Hamidine indique rester en contact avec lui, sans avoir à ce jour une indication précise sur la date de son retour. Elle déclare assurer l'intérim dans la continuité scrupuleuse et pour la plus grande agilité du retour du Bourgmestre. Elle assure que toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour qu'il n'y ait aucun impact sur les finances communales.**

**Mevrouw de Voorzitster geeft het woord aan de heer Loewenstein, die het wenst te hebben over de openbaarheid van de vergaderingen en de volgorde van de werkzaamheden.**

**De heer Loewenstein betreurt het dat de Gemeenteraad zich nog steeds niet houdt aan de wettelijk voorgeschreven openbaarheid en dat het voor de burgers onmogelijk is deze live te volgen. Hij**

meent dat het technisch zeker mogelijk is om de vergadering rechtstreeks uit te zenden, bv. via de facebookpagina van de gemeente en hij betreurt dat de meerderheid niet bereid is in die richting te denken. Aangezien we niet weten hoe lang de coronacrisis nog zal duren, hoopt hij dat er voor de volgende vergadering in januari een oplossing kan worden gevonden.

De heer Loewenstein stelt vast dat het College verschillende punten aan de Raad voorlegt die niet op de agenda stonden, terwijl artikel 97 van de Nieuwe Gemeentewet "spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren" vermeldt. Hij zegt geen probleem te hebben met de inhoud van het reglement, dat voorziet in een premie van 800 euro voor handelaars, maar voegt eraan toe dat er geen beletsel is om dat reglement tegelijk met de begroting voor 2021, eind januari, aan te nemen. Hij wijst er voorts op dat de termijn voor de indiening van aanvragen 5 januari is en dat de begrotingscirculaire niet toestaat dat na 1 november nog begrotingswijzigingen worden ingediend.

Wat de openbaarheid van de zittingen betreft, verzekert mevrouw El Hamidine de vergadering dat het College er actief aan werkt.

Wat de premie voor de handelaars betreft, is de heer Spapens van mening dat het feit dat de gezondheids crisis nog steeds voortduurt, als een gevaar kan worden beschouwd. Hij geeft toe dat het punt betreffende de toekenning van een premie aan de handelaars te laat werd ingediend, maar dat het onmogelijk was dat binnen de normale termijnen te doen. Hij verzekert dat het kabinet van de minister van Plaatselijke Besturen over dit onderwerp werd geraadpleegd en bevestigde dat er kan worden afgeweken van de normale termijnen voor de toekenning van steun in verband met coronamaatregelen.

De heer Loewenstein stelt dat het niet gaat om de afwijzing van het principe van de subsidie en dat hij er geen bezwaar tegen heeft dat dit punt (en de bijhorende begrotingswijziging) vanavond wordt goedgekeurd. Hij verklaart echter gekant te zijn tegen de behandeling van de andere vier punten. Hij vraagt de termijn voor de indiening van aanvragen door handelaars te verschuiven zodat die samenvalt met de termijn voor het toezicht (30 dagen) en de handelaars meer tijd krijgen om een aanvraag in te dienen.

De heer Hacken twijfelt niet aan het belang van de punten die vanavond als spoedgeval worden ingediend. Maar hij betreurt het dat er ook al was het de dag voordien (toen er een commissie werd gehouden) niets aan de raadsleden werd meegedeeld.

De heer Pierre-De Permentier sluit zich aan bij zijn collega's en vindt de urgentie van bepaalde punten twijfelachtig. Door de raadsleden 2,5 uur voor de vergadering op de hoogte te brengen, was het onmogelijk de inhoud te bestuderen. Daarom stemt hij wel in met de behandeling van de twee punten aangaande de Covid-premie, maar verzoekt hij om uitstel van de andere punten.

De heer Ghysels keurt dit spervuur van kritiek af, terwijl we een nooit eerder gekende situatie beleven en we weten dat de handelaars met grote moeilijkheden kampen.

De heer Hacken herhaalt dat de raadsleden enkel de naleving van de wet vragen voor de inschrijving van de agendapunten.

Mevrouw Abbach stelt voor om enkel de twee punten te bespreken in verband met de Covid-premies.

Mevrouw Moens stemt in met die visie, zonder te vergeten de bijhorende begrotingswijzigingen goed te keuren.

De heer Van Enst levert enkele technische preciseringen over de aangeklaagde punten.

Mevrouw Père zegt begrip te hebben voor de ontevredenheid van de oppositie. Zij verzekert dat de gemeentediensten sinds het begin van de crisis onder druk staan en alles in het werk stellen om de continuïteit van de behandeling van de dossiers te waarborgen.

Mevrouw Plovie zegt dat ze begrip heeft voor de naar voren gebrachte standpunten, maar vraagt iedereen om de zaken vooruit te helpen door deze punten te valideren, aangezien iedereen het moeilijk heeft.

De heer de Beer vindt de vormkwesties secundair en zegt dat zijn fractie voorstander is van de behandeling van de punten.

De heer Hacken verwacht een engagement van het College om een echte inspanning te leveren om het doorgeven van de punten tastbaar te verbeteren.

Mevrouw El Hamidine verbindt zich er namens het College toe de regels inzake het tijdig inschrijven van agendapunten strikter na te leven.

Gelet op de standpunten van de verschillende fracties wordt de behandeling van de aanvullende punten als dringende kwestie met een meerderheid van minstens twee derde van de stemmen aanvaard.

Mevrouw El Hamidine geeft een korte uiteenzetting over de gezondheidssituatie in Vorst: De cijfers zijn minder slecht in Brussel, met een opmerkelijke daling. In het Brussels Gewest bedraagt de incidentie momenteel 185 gevallen per 100.000 inwoners de voorbije 14 dagen (in Vorst 177).

Helaas weten we dat we niet te snel tevreden mogen zijn en dat de komende weken van cruciaal belang zijn om een derde golf te voorkomen, af te remmen of uit te stellen. Daartoe heeft het Gewest risicowijken geïdentificeerd (op basis van indicatoren zoals bevolkingsdichtheid, leeftijd, prevalentie van co-morbiditeit, sociaal-economische indicatoren) om met de gemeenten uitgewerkte preventiemaatregelen toe te passen. Die werkzaamheden zijn aan de gang en wij nemen eraan deel. De logistieke uitdaging van de vaccinatie wordt aangepakt, maar de aangekondigde vertragingen bij de farmaceutische industrie zetten de planning op de helling.

Een derde golf zou een impact hebben voor de vaccinatieplanning, aangezien dat alle middelen op het vlak van personeel en medische logistiek voor verzorging en tests zou mobiliseren.

In Vorst draait het testcentrum Albert goed en het besluit om het om te vormen tot vaccinatiecentrum wordt door Iriscare bestudeerd.

Wij hebben het overlijden te betreuren van een van onze collega's van de dienst Wegen, na een wekenlange strijd tegen het virus. Het hele team stelt het goed, ondanks deze bijzondere rouw. Onze scholen en kinderdagverblijven hebben vrij goed stand gehouden, maar de besmettingen in verschillende teams tonen dat de komende vakantie een welgekomen pauze vormt.

De dienstverlening aan de burgers wordt zo goed mogelijk gehandhaafd.

Wij hopen u vanavond te kunnen overtuigen van een maatregel ter ondersteuning van onze handelaars.

De politiediensten worden gemobiliseerd om de burgers op hun plichten te wijzen, nl. het dragen van een mondmasker en het verbod op samenscholingen. Waakzaamheid ten aanzien van geweld binnen het gezin wordt ook als prioriteit beschouwd.

De heer Pierre-De Permentier betuigt namens de MR-fractie zijn medeleven aan de familie van het personeelslid van de dienst Wegen dat overleed aan Covid. Hij wenst te weten in hoeverre er in Vorst eventuele lockdownfeestjes werden waargenomen en hoe de situatie in Val des Roses is.

Mevrouw El Hamidine antwoordt dat zij geen informatie heeft over eventuele lockdownfeesten in Vorst en voegt eraan toe dat alles onder controle is in Val des Roses, wat de heer Lonfils bevestigt.

Wat de afwezigheid van Stéphane Roberti betreft, meldt mevrouw El Hamidine dat zij contact met

hem houdt, maar dat zij geen precieze info heeft over het tijdstip van zijn terugkeer. Zij verklaart dat zij in de tussentijd zorgt voor nauwgezette continuïteit, met het oog op een vlotte terugkeer van de burgemeester. Zij verzekert ons dat alle nodige maatregelen genomen zijn zodat er geen gevolgen zijn voor de gemeentefinanciën.

## PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

### Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

#### 1 Personnel – Receveur communal – Remplacement – Désignation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'art. 53 §4 qui prévoit que le Conseil communal est tenu de désigner un receveur communal faisant fonction quand l'absence du receveur communal excède un terme de quatre mois ;

Considérant le souhait exprimé par Mme Annie DE PRYCK, receveur communal, d'être admise à la retraite en date du 1<sup>er</sup> mai 2022 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 octobre 2019 d'accorder à Mme Annie DE PRYCK le bénéfice d'une interruption de la carrière pour convenance personnelle du 1<sup>er</sup> mai 2021 au 30 avril 2022 ;

Considérant également que Mme Annie DE PRYCK a le droit de prendre ses congés annuels en 2021 en qu'elle pourra soit bénéficier de congés dus à des services exceptionnels, soit voir le solde de ses heures de congés dus à des services exceptionnels payés à l'admission à la retraite ;

Vu l'art. 53 §1/1 de la Nouvelle Loi communale, qui stipule que « *le conseil communal peut nommer un receveur communal hors cadre six mois avant la date prévisible de la vacance de l'emploi* », ainsi l'art. 69 §2 de ladite loi, qui stipule que « *Pour être conféré par mandat, l'emploi de secrétaire ou de receveur doit avoir été déclaré vacant préalablement* » ;

Considérant, dès lors, que le remplaçant définitif de Mme Annie DE PRYCK dans ses fonctions de receveur communal ne pourra être nommé au 1<sup>er</sup> novembre 2021 au plus tôt (dans le cas d'une nomination définitive), voire au 1<sup>er</sup> mai 2022 (si le Conseil communal opte pour une désignation par mandat) ;

Considérant qu'il convient donc de désigner un receveur communal faisant fonction pour la durée des absences de Mme Annie De PRYCK jusqu'à la nomination de son remplaçant définitif;

Vu la Charte sociale du 28 avril 1994 ainsi que le statut administratif de l'administration communale, adopté en séance du 3 juillet 2018, qui stipulent que les contrats d'emploi ne peuvent être conclus pour le remplacement des agents statutaires quand il s'agit des fonctions de direction ou d'encadrement ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de désigner le receveur communal faisant fonction parmi les agents de l'administration communale ;

Vu l'art. 53 §4, 4° de la Nouvelle Loi communale, qui stipule que « *Le receveur communal faisant*

*fonction doit réunir les conditions requises pour l'exercice de la fonction de receveur communal. Les dispositions du § 2 lui sont applicables » ;*

Considérant les agents de l'administration communale réunissant les conditions requises pour l'exercice de la fonction de receveur communal, notamment les conditions imposées par l'art. 21 §§4-5-7 de l'Arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Considérant que Monsieur Michel VAN ENST, responsable du département des Finances, est disposé à exercer l'emploi de receveur communal faisant fonction, que son expérience dans la matière est pertinente, qu'il dispose des brevets délivrés du SELOR attestant sa connaissance écrite et orale suffisante de l'autre langue officielle, qu'il exerce déjà un emploi supérieur ou égal à celui de chef de division et, dès lors, que le fait qu'il remplace le receveur communal n'aura aucun impact sur l'équilibre linguistique imposée par l'article 21 §7 de l'Arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu l'art. 53 §2 de la Nouvelle Loi communale, qui stipule qu'avant d'entrer en fonction, le receveur communal prête le serment visé à l'art. 80 de ladite loi, au cours d'une séance publique du conseil communal, entre les mains du président ;

DECIDE,

De désigner à partir du 16 décembre 2020, Monsieur Michel VAN ENST, responsable du département des Finances, en qualité de receveur communal faisant fonction pendant la période d'absences de Mme Annie DE PRYCK, receveur communal, jusqu'à la nomination du remplaçant définitif de cette dernière ;

D'inviter Monsieur Michel Van ENST a prêter le serment visé à l'art. 80 de la Nouvelle Loi communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Personeel – Gemeenteontvanger – Vervanging – Aanstelling.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 53 §4 dat voorziet dat de Gemeenteraad ertoe verplicht is een waarnemende gemeenteontvanger aan te stellen wanneer de afwezigheid van de gemeenteontvanger een termijn van vier maanden overschrijdt;

Overwegende de door mevr. Annie DE PRYCK, gemeenteontvanger, geuite wens om op 1 mei 2022 met pensioen te gaan;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2019 om mevr. Annie DE PRYCK het voordeel van een loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen van 1 mei 2021 t.e.m. 30 april 2020 toe te kennen;

Overwegende tevens dat mevr. Annie DE PRYCK het recht heeft om in 2021 jaarlijks verlof op te nemen en daarnaast ofwel verlof voor gepresteerde uitzonderlijke diensten op kan nemen, ofwel het saldo voor deze uitzonderlijke diensten uitbetaald zal zien worden wanneer zij met pensioen zal gaan;

Gelet op art. 53 §1/1 van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt dat “*de gemeenteraad [...] een gemeenteontvanger buiten kader [kan] benoemen zes maanden vóór de verwachte datum van de vacature*”,

alsook art. 69 §2 van diezelfde wet, dat bepaalt dat “om bij mandaat begeven te worden, [...] het ambt van secretaris of ontvanger vooraf vacant [moet] worden verklaard”;

Overwegende dat de definitieve vervanger van mevr. Annie DE PRYCK in haar functies als gemeenteontvanger bijgevolg pas ten vroegste op 1 november 2021 benoemd zal kunnen worden (in het geval van een vaste benoeming), of zelfs pas op 1 mei 2022 (indien de Gemeenteraad kiest voor aanstelling bij mandaat);

Overwegende dat er bijgevolg een waarnemende gemeenteontvanger moet worden aangesteld voor de duur van de afwezigheden van mevr. Annie DE PRYCK tot de benoeming van haar definitieve vervanger;

Gelet op het Sociaal Handvest van 28 april 1994 alsook het administratief statuut van het gemeentebestuur, aangenomen in zitting van 3 juli 2018, die bepalen dat arbeidsovereenkomsten niet mogen worden gesloten voor de vervanging van statutaire personeelsleden wanneer het om directiefuncties of leidinggevende functies gaat;

Overwegende bijgevolg dat de waarnemende gemeenteontvanger tussen de personeelsleden van het gemeentebestuur moet worden aangesteld;

Gelet op art. 53 §4, 4° van de Nieuwe Gemeentewet, dat dat het volgende bepaalt: “De waarnemende gemeenteontvanger moet voldoen aan de voorwaarden vereist voor het uitoefenen van het ambt van gemeenteontvanger. De bepalingen van § 2 zijn mede op hem van toepassing”;

Overwegende de personeelsleden van het gemeentebestuur die aan alle voorwaarden voor het uitoefenen van het ambt van gemeenteontvanger voldoen, inzonderheid de voorwaarden opgelegd door art. 21 §§4-5-7 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken;

Overwegende dat dhr. Michel VAN ENST, verantwoordelijke van het Departement Financiën, beschikbaar is om het ambt van waarnemende gemeenteontvanger uit te oefenen, dat zijn ervaring met de materie relevant is, dat hij beschikt over de door SELOR uitgereikte attesten die zijn voldoende mondelingen en schriftelijke kennis van de andere officiële taal aantonen, dat hij reeds een betrekking die gelijk is aan of hoger is dan die van afdelingschef uitoefent en dat zijn vervanging van de gemeenteontvanger bijgevolg geen invloed zal hebben op het taalevenwicht dat door art. 21 §7 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken;

Gelet op art. 53 §2 van de Nieuwe Gemeentewet, dat bepaalt dat de waarnemende gemeenteontvanger, vooraleer in functie te treden, de eed bedoeld in art. 80 van diezelfde wet aflegt tijdens een openbare vergadering van de gemeenteraad, in handen van de voorzitter;

BESLIST,

Dhr. Michel VAN ENST, verantwoordelijke van het Departement Financiën, vanaf 16 décembre 2020 aan te stellen als waarnemende gemeenteontvanger voor de periode van afwezigheid van mevr. Annie DE PRYCK, gemeenteontvanger, tot de benoeming van de definitieve vervanger van die laatste;

Dhr. Michel VAN ENST uit te nodigen de eed bedoeld in art. 80 van de Nieuwe Gemeentewet af te leggen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.



## **AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

### **Secrétariat - Secretariaat**

#### **2 Affaires générales - Mandats (Famille Forestoise) - Remplacement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Famille Forestoise, notamment l'article 12 ;

Vu sa décision du 26 février 2019 désignant, entre autres, en qualité de membres de l'AG de l'asbl La Famille Forestoise, Mme Anne RAKOVSKY ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à son remplacement ;

DECIDE,

De désigner en qualité de membres de l'AG de l'asbl La Famille Forestoise Mme Samira BOUAID, domiciliée rue Berthelot 21 /2G à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

#### **Algemene zaken - Mandaten (Famille Forestoise) - Vervanging.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Famille Forestoise, in het bijzonder artikel 12;

Gelet op de beslissing van 26 februari 2019 waarbij o.a. mevr. Anne RAKOVSKY aangeduid werd in de hoedanigheid van lid van de AV van de vzw La Famille Forestoise;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot haar vervanging;

BESLIST,

Aan te stellen in de hoedanigheid van lid van de AV van de vzw La Famille Forestoise mevr. Samira BOUAID, gedomicilieerd Berthelotstraat 21/2G te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## Sanctions administratives - Administratieve sancties

### 3 SAC - Police administrative - Convention de collaboration entre les communes de Forest, d'Anderlecht et de Saint-Gilles dans le cadre de la politique de sécurité et de l'approche de la délinquance juvénile.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Considérant que la loi sur les sanctions administratives communales prévoit la mise en œuvre d'un important dispositif de médiation, dont la médiation obligatoire pour les mineurs de 16 à 18 ans, conformément à l'article 119ter de la nouvelle loi communale ;

Considérant que le Gouvernement fédéral, via la Politique des Grandes Villes, a décidé de créer 33 postes de médiateurs afin d'accompagner la procédure de conciliation telle que prévue par la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la possibilité qui est offerte aux Communes bruxelloises de recruter un médiateur par zone de police ;

Considérant que les Communes de Forest, d'Anderlecht et de Saint-Gilles, ont marqué leur accord sur la localisation du médiateur à Saint-Gilles ;

Considérant qu'il s'agit d'approuver la convention de collaboration entre les Communes de Forest, Anderlecht et de Saint-Gilles, convention précisant les modalités pratiques de cette mise à disposition ;

Vu le projet de la convention ci-joint;

DECIDE,

D'adopter la convention ci-jointe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Simon De Beer, Nabil Boukili.*

---

### **GAS - Administratieve politie - Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeenten Vorst, Anderlecht en Sint-Gillis in het kader van het veiligheidsbeleid en de aanpak van jeugdcriminaliteit.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Overwegende dat de wet op de gemeentelijke administratieve sancties de invoering van een belangrijk bemiddelingssysteem voorziet, bemiddeling die overigens verplicht is voor minderjarigen van 16 tot 18 jaar, conform artikel 119ter van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de federale Regering, via het Grootstedenbeleid, beslist heeft om 33 posten van bemiddelaars op te richten om de bemiddelingsprocedure te begeleiden zoals voorzien door de wet van 13 mei 1999 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de mogelijkheid die aan de Brusselse Gemeenten geboden wordt om per politiezone een bemiddelaar aan te werven;

Overwegende dat de Gemeenten Vorst, Anderlecht en Sint-Gillis hun akkoord gegeven hebben over de situering van deze bemiddelaar in Sint-Gillis;

Overwegende dat de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeenten Vorst, Anderlecht en Sint-Gillis goedgekeurd moet worden, overeenkomst die de praktische modaliteiten van deze terbeschikkingstelling verduidelijkt;

Gelet op het ontwerp van de hierbijgevoegde overeenkomst;

BESLIST,

De hierbijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Onthoudingen : Simon De Beer, Nabil Boukili.*

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

4 **Sanctions administratives - Désignation d'un agent constatateur communal pour dresser des constats d'infractions aux dispositions du Règlement Général de Police conformément à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 119, 119bis, 133 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales, et plus particulièrement l'article 21, § 1 ;

Vu l'AR du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales ;

Considérant que la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales dispose que : *"Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes : (...) les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence, et désignés à cette fin par le conseil communal ... "* ;

Considérant que Monsieur Issam HARRAS, assistant, répond aux conditions minimales fixées par le Roi et a suivi la formation adéquate visée à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 ;

DECIDE :

De désigner Monsieur Issam HARRAS, assistant, pour dresser constat en cas d'infraction aux articles du Règlement Général de Police qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

*Non : Simon De Beer, Nabil Boukili.*

---

**Administratieve sancties - Aanstelling van een gemeentelijk agent-vaststeller om inbreuken vast te stellen op de bepalingen van het Algemeen Politiereglement in overeenstemming met artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 21, § 1;

Gelet op het KB van 21 december 2013 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijk administratieve sanctie;

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het volgende bepaalt: "*De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen: (...) de gemeenteambtenaren die voldoen aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad werden aangesteld ...*";

Overwegende dat de heer Issam HARRAS, assistent, beantwoordt aan de door de Koning vastgestelde minimumvoorwaarden en de gepaste opleiding bedoeld in artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 heeft gevolgd;

BESLIST :

De heer Issam HARRAS, assistent, aan te stellen om vaststellingen te doen in geval van inbreuken op de artikelen van het Algemeen Politiereglement die enkel het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

*Nee : Simon De Beer, Nabil Boukili.*

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

### Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

#### 5 Personnel – Statut du personnel du cabinet du Bourgmestre – Abrogation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 relatif aux compétences du Conseil, l'article 119 concernant les règlements communaux d'administration intérieure et l'article 145 relatif au cadre du personnel communal ;

Vu le Statut du personnel du cabinet du Bourgmestre, arrêté en séance du 16 décembre 2014, notamment son article 3, prévoyant une allocation de cabinet allant de 400 à 1200 euros brut par mois, selon la fonction ;

Considérant que la législature 2012 – 2018 est terminée ; que l'article 5 dudit Statut prévoit la fin des mandats des membres du personnel du cabinet lors du remplacement du Bourgmestre ;

Considérant l'évolution du cadre du cabinet du bourgmestre ;

Considérant qu'actuellement plus aucune prime de cabinet n'est octroyée ;

Considérant que, dès lors, le Statut du personnel du cabinet du Bourgmestre n'est plus d'actualité ;

Vu le protocole d'accord n° 440 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales en date du 28 janvier 2020 ;

DECIDE :

D'abroger le Statut du personnel du cabinet du Bourgmestre, arrêté en séance du 16 décembre 2014, et ceci à partir du premier jour du mois suivant la présente séance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

#### **Personeel - Statuut van het personeel tewerkgesteld in het kabinet van de Burgemeester – Intrekking.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 betreffende de bevoegdheden van de Raad, artikel 119 betreffende de gemeentelijke reglementen van inwendig bestuur en artikel 145 betreffende de personeelsformatie;

Gelet op het Statuut van het personeel tewerkgesteld in het kabinet van de Burgemeester, aangenomen in zitting van 16 december 2014, inzonderheid artikel 3, dat voorziet in een maandelijkse kabinetstoelage van

400 tot 1200 euro bruto, al naargelang de functie;

Overwegende dat de legislatuur 2012-2018 afgelopen is; dat artikel 5 van voornoemd Statuut voorziet dat de mandaten van de leden van het kabinetspersoneel eindigen wanneer de Burgemeester vervangen wordt;

Overwegende de evolutie van de personeelsformatie van het kabinet van de Burgemeester;

Overwegende dat er op dit ogenblik geen enkele kabinetstoelage wordt toegekend;

Overwegende dat het Statuut van het personeel tewerkgesteld in het kabinet van de Burgemeester bijgevolg achterhaald is;

Gelet op protocolakkoord nr. 440 gesloten tussen de overheden en de vakbondsorganisaties op 28 januari 2020;

**BESLIST:**

Het Statuut van het personeel tewerkgesteld in het kabinet van de Burgemeester, aangenomen in zitting van 16 december 2014, in te trekken en dit met ingang van de eerste dag van de maand volgend op deze zitting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Van Vlasselaer demande des précisions quant à l'évolution du cadre.**

**Monsieur Loewenstein demande à obtenir des précisions quant à l'évolution des effectifs.**

**Monsieur Spapens estime que ces informations ont déjà été fournies lors d'une précédente séance.**

**De heer Van Vlasselaer vraagt om precisering over de evolutie van het kader.**

**De heer Loewenstein vroeg precisering over de evolutie van het personeelsbestand.**

**De heer Spapens vindt dat die informatie reeds op een vorige zitting is verstrekt.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## 6 **Personnel – Prime unique 2020 – Règlement.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 100, 117 et 145 ;

Considérant les demandes formulées depuis de nombreux mois par les organisations syndicales représentatives visant une revalorisation salariale dans les pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant le caractère légitime de cette demande ;

Considérant la volonté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, pour les années 2020 à 2024 incluse, de prévoir des moyens supplémentaires croissants, à consacrer aux communes pour ladite revalorisation salariale de leur personnel ;

Considérant que les moyens pour l'année 2020 s'élèvent à 15 millions d'euros et que ces moyens doivent être liquidés aux communes, encore en 2020 ;

Vu l'accord sectoriel 2020/1 relatif à l'octroi en 2020 d'un montant de 500€ brut par membre du personnel exerçant ses activités à temps complet durant une période de référence déterminée ;

Vu la circulaire 2020/14 du Ministre des Pouvoir Locaux relative à l'octroi à leur personnel d'une prime unique pour l'année 2020 ;

Vu le statut pécuniaire applicable au personnel de l'administration communale adopté en séance du 20 décembre 2002, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les modalités relatives au paiement de ladite prime aux agents de l'administration ;

Vu le protocole d'accord n° 448 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 07 décembre 2020 ;

DECIDE,

De fixer les modalités de paiement relatives à la liquidation d'une prime forfaitaire de max 500 euro brut aux membres du personnel communal en vertu de la circulaire 2020/14 du Ministre des Pouvoir Locaux, comme suit :

### **Règlement relatif à l'octroi d'une prime unique de max 500 euros brut aux membre du personnel communal**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

A chaque agent de l'administration communale travaillant à temps complet pendant la « période de référence », il est octroyé une prime unique d'un montant brut de 500 € (montant déjà indexé mais hors charges patronales).

Par « période de référence », il y a lieu d'entendre la période s'écoulant du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 septembre 2020 inclus.

#### **Article 2**

Par « agent de l'administration communale », il y a lieu d'entendre :

- Le personnel nommé à titre définitif ainsi que le personnel en stage préalablement à une nomination à titre définitif ;
- Le personnel engagé par contrat de travail, en ce compris les agents contractuels subventionnés (« ACS »).

#### **Article 3**

N'entrent toutefois pas en ligne de compte pour l'octroi de la prime unique les agents de l'administration

communale :

- Enseignants dont le traitement est pris en charge, directement ou indirectement, par les Communautés française ou flamande ;
- Dont la relation de travail a pris fin à la date du 30 octobre 2020 (date de signature du protocole au sein du comité de négociation C), hormis les agents de l'administration communale pensionnés ;
- Engagés à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2020.

#### **Article 4**

Pour les agents de l'administration communale ne travaillant pas à temps plein durant toute la période de référence, le montant brut de la prime est calculé en référence aux modalités de proratisation applicables à l'allocation de fin d'année.

#### **Article 5**

La prime visée par le présent règlement sera payée aux agents et comptabilisée sur l'année fiscale 2020 (versement au plus tard le 31 janvier 2021).

#### **Article 6**

L'entrée en vigueur du présent règlement est conditionnée à l'adoption de l'ajustement du budget régional des dépenses pour l'année 2020 inscrivant les quinze millions d'euros prévus pour cette mesure.

#### **Article 7**

Copie de la présente délibération est adressée en urgence à M. le Ministre des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

#### **Personeel - Eenmalige premie 2020 - Reglement.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 100, 117 en 145;

Overwegende de eisen die sinds verschillende maanden door de representatieve vakbonden worden gesteld met het oog op een salarisherwaardering bij de lokale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende het legitieme karakter van deze eis;

Overwegende de wil van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om, voor de jaren 2020 t.e.m. 2024, toenemende bijkomende middelen te voorzien om aan de gemeenten te geven voor de genoemde salarisherwaardering van hun personeel;

Overwegende dat de middelen voor het jaar 2020 15 miljoen euro bedragen en deze nog in 2020 aan de gemeenten moeten worden gestort;

Gelet op sectorakkoord 2020/1 betreffende de toekenning in 2020 van een bedrag van € 500 bruto per personeelslid dat zijn activiteiten voltijds uitoefent gedurende een bepaalde referteperiode;

Gelet op omzendbrief 2020/14 van de Minister van Plaatselijke Besturen betreffende de toekenning aan het



personeel van een eenmalige premie voor het jaar 2020;

Gelet op het geldelijk statuut van toepassing op de personeelsleden van het gemeentebestuur, aangenomen in zitting van 20 december 2002, en zijn latere wijzigingen;

Overwegende dat de modaliteiten betreffende betaling van deze premie aan de personeelsleden van het bestuur dienen te worden vastgelegd;

Gelet op protocolakkoord nr 448, gesloten tussen de overheid en de representatieve vakbonden op 07 december 2020 ;

BESLIST,

De betalingsmodaliteiten aangaande de uitbetaling van een forfaitaire premie van maximaal 500 euro bruto aan de leden van het gemeentepersoneel krachtens omzendbrief 2020/14 van de Minister van Plaatselijke Besturen als volgt vast te leggen:

### **Reglement betreffende de toekenning van een eenmalige premie van maximaal 500 euro bruto aan de leden van het gemeentepersoneel**

#### **Artikel 1**

Aan ieder personeelslid van het gemeentebestuur dat voltijds werkte tijdens de ‘referteperiode’ wordt een eenmalige premie toegekend ten bedrage van € 500 bruto (bedrag reeds geïndexeerd, maar buiten patronale lasten).

Onder ‘referteperiode’ wordt de periode verstaan lopende van 1 januari 2020 t.e.m. 30 september 2020.

#### **Artikel 2**

Onder ‘personeelslid van het gemeentebestuur’ wordt begrepen:

- Het vastbenoemde personeel alsook het personeel in stage met het oog op een vaste benoeming;
- Het personeel dat krachtens een arbeidsovereenkomst aangeworven is, met inbegrip van de gesubsidieerde contractuele personeelsleden (“gesco’s”).

#### **Artikel 3**

De volgende personeelsleden van het gemeentebestuur komen evenwel niet in aanmerking voor de toekenning van de eenmalige premie:

- De onderwijzers waarvan de wedde rechtstreeks of onrechtstreeks ten laste wordt genomen door de Vlaamse of Franse Gemeenschap;
- De personeelsleden waarvan de arbeidsrelatie op 30 oktober 2020 ten einde was gekomen (datum van de ondertekening van het protocol binnen onderhandelingscomité C), met uitzondering van de gepensioneerde personeelsleden van het gemeentebestuur;
- De personeelsleden die vanaf 1 oktober 2020 werden aangeworven.

#### **Artikel 4**

Voor de personeelsleden van het gemeentebestuur die gedurende de referteperiode niet voltijds werkten, wordt het brutobedrag van de premie berekend op basis van de prorateringsmodaliteiten die van toepassing zijn op de eindejaarspremie.

## **Artikel 5**

De door dit reglement bedoelde premie zal aan de personeelsleden worden uitbetaald en geboekt op belastingjaar 2020 (storting ten laatste op 31 januari 2021).

## **Artikel 6**

De inwerkingtreding van dit reglement is afhankelijk van de goedkeuring van de aanpassing van de gewestelijke uitgavenbegroting voor het jaar 2020, waarin de vijftien miljoen euro die voor deze maatregel worden voorzien, is ingeschreven.

## **Artikel 7**

Afschrift van deze beraadslaging zal met spoed worden overgemaakt aan de heer Minister van Plaatselijke Besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur de Beer se réjouit de cette avancée et émet les remarques suivantes : le montant de la prime n'est pas suffisant pour compenser l'écart salarial avec les autres Régions et demande que celle-ci soit pérennisée dans les barèmes. Il demande comment sera financée la part communale (qu'il estime à +- 90.000 €) et regrette que la prime soit calculée au prorata des jours prestés. Madame Moens expose que les conditions d'octroi ont été fixées par la Région et confirme que les cotisations patronales sont à charge de la commune sur fonds propres.**

**De heer de Beer juichte deze vooruitgang toe en maakte de volgende opmerkingen: het bedrag van de premie volstaat niet om de loonkloof met de andere Gewesten te compenseren en vraagt om deze premie permanent in de barema's op te nemen. Hij vraagt hoe het gemeentelijk aandeel (dat hij op +- 90.000 euro schat) wordt gefinancierd en betreurt dat de premie wordt berekend naar rato van het aantal gewerkte dagen.**

**Mevrouw Moens legt uit dat de voorwaarden voor de toekenning van de premie door het Gewest werden vastgesteld en bevestigt dat de werkgeversbijdragen door de gemeente uit eigen middelen moeten worden betaald.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**RECEVEUR - ONTVANGER**

**Tutelle CPAS - Toezicht OCMW**

**7 Tutelle CPAS - Budget CPAS de l'exercice 2021 - Approbation.**

**LE CONSEIL,**

Vu l'article 112 § 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS en séance du 26 novembre 2020, arrêtant le budget de l'exercice 2021 du CPAS ;

Vu l'article 112 § 2. de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu l'article 112 bis § 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS arrêtant le budget de l'exercice 2021 est parvenue à l'administration communale de Forest le 30 novembre 2020 ;

Vu l'avis favorable du comité de concertation réuni conformément à l'article 26bis de la loi organique des Centres Publics d'Action Sociale en séance du 16 novembre 2020 ;

DECIDE,

D'émettre un avis favorable à la délibération du Conseil du CPAS du 26 novembre 2020 arrêtant le budget de l'exercice 2021 du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 21 votes positifs, 5 votes négatifs, 8 abstentions.

*Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer.*

*Abstentions : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Christiane Defays.*

---

### **Toezicht op het OCMW - Begroting OCMW dienstjaar 2021 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 § 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 26 november 2020 tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2021 van het OCMW;

Gelet op artikel 112 § 2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op artikel 112 bis § 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2021 het gemeentebestuur van Vorst bereikt heeft op 30 november 2020;

Gelet op het gunstige advies van het verenigd overlegcomité conform artikel 26bis van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 16 november 2020;

BESLIST,

Een gunstig advies uit te brengen voor de beraadslaging van de Raad van het OCMW van 26 november 2020 tot vaststelling van de begroting van het dienstjaar 2021 van het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 21 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen, 8 onthoudingen.

*Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Samir Ahrouch, Michael Van Vlasselaer.*

*Onthoudingen : Cédric Pierre, Simon De Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Christiane Defays.*

**Monsieur Lonfils présente les grandes lignes du budget 2021 du CPAS.**

**Monsieur Van Vlasselaer intervient pour le groupe DÉFI et pose une série de questions techniques précises:**

**A/ Documents et annexes obligatoires (circulaire 22/7/2020)**

- 1. Remarque préliminaire : pour le 1<sup>ère</sup> fois depuis le début de la présente mandature , soit depuis 25 mois, les documents et annexes requises sont fournies, en particulier certains tableaux relatifs à la gestion du personnel ; je remercie donc la direction et les services concernés de l'administration du cpas pour cette intéressante communication**

**Toutefois, encore quelques petits problèmes :**

- 1. / le rapport sur les économies d'échelles commune-cpas (art.26bis§5) apparaît très modeste ... ailleurs, la réflexion a été poussée très au-delà , notamment en matière de fusion de la gestion des personnels ! Quel sont les objectifs dans ce domaine pour la suite de la mandature ?**
- 1. / le rapport sur les établissements à gestion distincte est absent : pourtant ,sauf erreur , une crèche sous forme d'asbl, La Famille forestoise, est gérée conjointement avec la commune ; pourquoi ce rapport n'est-il pas présenté ?**
- 1. L'annexe du cadre du personnel porte la date d'octobre 2020, ce cadre a-t-il été soumis à la concertation syndicale ? et , conformément à l'art. 42 de la loi organique, a-t-il été voté par le conseil d'action sociale ? Est-ce un cadre au sens légal ou un état des effectifs ?**
- 1. qu'en est-il, d'ailleurs, de l'évolution des effectifs depuis le début de la mandature ?**
- 1. La gestion des RH est-elle basée sur un travail rationnel et professionnel d'évaluation des besoins réels sur le terrain ?**

**Quand seront communiqués l'organigramme et la répartition des effectifs dans les services ?**

**Quid de la méthode d'évaluation de la charge de travail ? qu'en est-il de l'avancement du dossier d'informatisation du service financier ...et des répercussions sur la gestion RH de ce service ?**

**Quelles sont les normes objectives par catégorie de personnel retenues pour justifier les affectations des personnel dans les différents services ?**

**Sans ces informations essentielles, l'évaluation de la gestion des services est gravement et**

**volontairement compromise...en violation de l'art.36 de la loi organique des CPAS**

**B/ Comparaison entre la présentation 2020 et 2021 de la « Note explicative du budget :**

**Où il apparaît regrettable que ce qui est donné d'une main est repris de l'autre !**

**La note explicative du budget 2021 a été modifiée :**

Elle se limite à une comparaison des postes budgétaires entre les 2 budgets initiaux de 2020 et 2021, sauf quelques tableaux de tête de rubrique

Certes , les explications de l'évolution des crédits sont bien détaillées et expliquées , mais ... **15 tableaux de synthèse et comparatifs sur 3 ou 5 exercices ont disparu !**

**Cette présentation ne contient plus :**

- Le tableau de synthèse par nature économique , tant pour le service d'exploitation que d'investissement , avec comparatif sur 5 exercices
- Le tableau de l'évolution des dépenses d'exploitation sur 5 exercices
- Le tableau de l'évolution des différentes fonctions de la redistribution sur 5 exercices
- Le tableau de l'évolution des 3 types d'aide sur 5 exercices
- Les tableaux de l'évolution de l'octroi des RI et ERI , ainsi que du nombre de bénéficiaires
- Le tableau des 3 types d'aide de soins de santé sur 5 exercices
- Le tableau de l'évolution des dépenses de personnel, hors art.60 §7
- Le tableau de l'évolution du personnel par sous-fonctions, types, niveau, fonction article , etp et salaires
- Le tableau détaillé des frais de personnel par sous-fonction (salaires et frais connexes indentifiés) sur 3 exercices
- Le tableau de l'évolution des frais de fonctionnement en valeur sur 5 exercices
- Le tableau de synthèse par nature économique , tant pour le service d'exploitation que d'investissement , avec comparatif sur 5 exercices
- Le tableau chiffré récapitulatif des recettes d'exploitation sur 5 exercices
  
- Pour le Val des Roses :
  - Le tableau de l'évolution par trimestre des recettes INAMI du Val des Roses avec comparatif sur 5 exercices
  - Le tableau de l'évolution du forfait journalier INAMI avec comparatif sur 5 exercices
  - Le tableau de l'évolution des recettes d'hébergement avec comparatif sur 5 exercices

**Soit, la disparition de tous les éléments qui permettraient, selon les recommandations en matière d'analyse budgétaire et financière, d'établir un diagnostic financier et de calculer et suivre l'évolution des ratios et des indicateurs visés à l'art.46,§2, 1°, k de la loi organique des cpas !!**

**C/ le budget 2019**

**C1/ remarques générales :**

**1. Le résultat reporté montre un résultat positif de 805.808,16 €**

**selon la circulaire du 22/7/2020, p.11 ce boni doit être déduit à due concurrence de la dotation communale !**

**2. où est le budget 2021 complet de la MRS ? (y compris la répartition réelle des frais qui**

doivent être répartis ) ; la scission nette entre l'exploitation du secteur « aide sociale » et celle de la MRS est absolument indispensable pour la transparence du poids réel de chacun des secteurs d'activité du cpas (en particulier, le poids financier des personnels)

3. quid de la fixation obligatoire des quotas de personnel contractuel, maribel, ... (art.43, al.2 loi org. des cpas)
4. Cadre du personnel : absence d'un travail rationnel d'évaluation des besoins réels sur le terrain
5. Il n'y a pas de comparaison avec le plan triennal. Pourquoi ?

**C2/ Le résultat d'exploitation des différents centres de frais :**

L'application de l'art.60, §1<sup>er</sup> de la loi organique met à charge de la commune l'insuffisance de recettes de CPAS ; la situation normale est donc celle de l'équilibre budgétaire et comptable !

Le prescrit de l'art.106 §3, déjà rappelé ci-dessus amène également à la conclusion que le boni ou le mali n'est pas la situation normale visée par la loi ! Il en résulte que, pour la commune, l'identification des sources de déficits est vitale pour apprécier l'impact des politiques mis en œuvre, l'efficacité de la gestion de différents secteurs concernés et leur soutenabilité financière

Les résultats des centres de frais suivants (service ordinaire) ressortent du budget 2021 (en €) :

	<u>Budget 2021</u>	<u>frais répartis(*)</u>	<u>total déficits</u>	<u>compte 2019</u>
Aide sociale	- 8.926.844 €	- 2.817.617	- 11.744.461	- 11.094.419
Val des Roses	- 2.182.374 €	- 688.832	- 2.871.207	- 2.136.263
Réinsertion profes.	- 2.518.972 €	- 795.073	- 3.314.045	- 2.760.329
Aide familiale et seniors	- 549.893 €	- 173.565	- 723.458	- 423.923
Repas à domicile	- 167.530 €	- 52.878	- 220.408	- 188.190

(\*) frais répartis à 100%, conformément aux normes comptables

L'on s'aperçoit ainsi que les déficits des centres de frais sont en hausse par rapport aux résultats du compte 2019

Certes, ces chiffres sont résorbés par les recettes générales, mais ils appellent, à tout le moins, une analyse sérieuse de leur origine.

Et il ne s'agit ici que du service ordinaire !

L'indispensable analyse de gestion réclamée par de tels chiffres restera incomplète sans la nécessaire transparence des politiques menées en matière de ressources humaines

L'opacité, le secret et l'autoritarisme qui entourent ces dernières sont, jusqu'ici, non seulement un obstacle sciemment entretenu à une gestion objective mais également une violation répétée et constante du droit légal des membres du conseil communal à une information complète garanti par l'art.84 de la loi communale

**C2/ aide sociale**

Le résultat au compte 2019 de ce service affichait un déficit de l'ordre de 11 millions ; le budget initial de 2021 de cette sous-fonction avoue un déficit de l'ordre de 11,7millions (y compris la répartition des frais répartis à 100%) , soit une progression de 6,36' % ! Cette prévision de résultat justifie un examen de ses modes de fonctionnement , d'autant que le budget 2021 porte inscription en ses pages 44 in fine et 45 de 5 articles de prévision de récupération de subsides (principalement par l'Etat fédéral ) pour un montant total de plus de 900.000 € !!

Quels sont les motifs détaillés qui ont donné lieu à ces prévisions de récupérations ?

Il ne s'agit pas ici d'une mise en cause des politiques mises en œuvre , que le groupe DÉFI estime nécessaires compte tenu d'une redistribution déficiente dans notre organisation sociale, mais de la recherche des modes de gestion plus efficace dont tant les usagers que les agents du cpas seraient les bénéficiaires ... au même titre que les finances communales !

**Pourquoi le nombre de dossiers traités par chaque service et temps moyen de traitement de chaque type de dossiers sont-ils pas communiqués ? rendant ainsi plus aisée une évaluation objective des activités ?**

**Ainsi, quelle est la prévision du nombre de dossiers à traiter pour chaque service existants:**

service social général ???  
secrétariat social  
RH  
seniors  
( accueil van Pé )  
(habitat)  
(ISP )  
médiation de dettes  
( coordination sociale)  
participation sociale, culturelle et sportive

**C3/ MRS**

- **absence d'un budget propre pour la MRS** en violation des dispositions réglementaires
- **il convient de remarquer que le résultat déficitaire de la MRS qui était en amélioration au compte 2019, ne semble pas confirmer cette évolution dans le budget 2021 :**

- service ordinaire - 2.182.374,80 €
- service extraordinaire - 1.182.942,38 €
- Au total déficit - 3.365.137,18 €
- frais répartis à 100% compris, soit - 688.832,00 €

**au total , un déficit estimé à - 4.054.149,18 €**

Pourquoi un budget propre à la MRS n'a-t-il pas été établi , conformément aux dispositions réglementaires ?

Pourquoi le cadre spécifique du personnel de la MRS n'a-t-il pas été communiqué , compte tenu des personnels nécessités par les nouveaux cantous? quand a-t-il été révisé ?

Quels efforts de rationalisation sont programmés pour les années suivantes ?

**C4/ question finale, déjà posée antérieurement par un précédent échevin des finances: la commune a-t-elle encore les moyens de mettre en oeuvre une politique d'une telle ampleur au CPAS ?**

**C5 / En conclusion :**

**Compte tenu des remarques qui précèdent , le groupe DÉFI votera contre le budget 2021 du cpas**

**Monsieur Lonfils fournit certains éléments de réponse et invite pour le surplus M. Van Vlasselaer à transmettre ses questions à Madame Moens. En termes de rapprochements avec la commune, il évoque la gestion de l'informatique.**

**Monsieur Hacken regrette que les dépenses de fonctionnement et de personnel (notamment liées au déménagement des services) augmentent davantage que les dépenses de redistribution sociale. Or il estime que les conséquences de la crise sanitaire qui touchent de nombreuses familles revêtent un caractère bien plus urgent que le déménagement des services du CPAS. Il s'interroge sur les éventuelles économies qui pourraient découler de la réorganisation des services.**

**Monsieur Lonfils assure qu'une lecture détaillée démontre à suffisance la volonté de consacrer un maximum de moyens à l'aide sociale. Il ajoute que les réflexions sont toujours en cours quant au sort de certains bâtiments dans l'optique de la future réorganisation des services.**

**Monsieur Hacken se réjouit de voir le budget du CPAS 2021 voté dans les temps.**

**Madame Plovie souligne que l'approbation du budget du CPAS est aussi un acte politique, qui vient réaffirmer, dans la continuité des dernières années, un message clair de soutien aux plus vulnérables et aux victimes des crises économique et sanitaire.**

**Madame Goldberg abonde dans le sens de Madame Plovie.**

**Monsieur Pierre-De Permentier énonce trois questions : dans quelle mesure le télétravail est-il pris en compte dans l'optique du futur déménagement ? Concernant le montant de la dotation communale, y a-t-il véritablement négociation avec la commune au sein du comité de concertation ? Dans quelle mesure une harmonisation de la politique sociale est-elle envisagée (à tout le moins avec les communes voisines), afin de garantir la pérennité financière de l'aide sociale ?**

**Monsieur Lonfils assure que la dimension « télétravail » a été intégrée dans la réflexion. Concernant le montant de la dotation communale, la démarche a été de se limiter à une hausse de 2 % de la dotation, en neutralisant le montant relatif à l'octroi des chèques repas. Sur l'harmonisation des politiques sociales, s'il y a une volonté partagée en la matière, cela se complique lorsque l'on entre dans le détail des mesures ; cela reste donc un combat de longue haleine.**

**De heer Lonfils presenteert de hoofdlijnen van de begroting 2021 van het OCMW.**

**De heer Van Vlasselaer stelt namens de DÉFI-fractie enkele specifieke technische vragen:**

**A/ Verplichte documenten en bijlagen (omzendbrief 22/7/2020)**

- 1. Voorafgaande opmerking: voor het eerst sinds het begin van de huidige bestuursperiode, d.w.z. 25 maanden, zijn de vereiste documenten en bijlagen verstrekt, met name enkele tabellen betreffende het personeelsbeheer; ik dank dus de directie en de betrokken diensten van de OCMW-administratie voor deze interessante informatie**

**Er zijn echter nog enkele kleine problemen:**

- 1. / het verslag over de schaalvoordelen gemeente-OCMW (art. 26bis §5) blijkt erg beperkt ... elders is de reflectie wel erg ver doorgedreven, met name wat de fusie van het personeelsbeheer betreft! Wat zijn de doelstellingen op dit gebied voor de rest van de bestuursperiode?**
- 1. / het verslag over de instellingen met een afzonderlijk beheer ontbreekt: als ik mij niet vergis, wordt een kinderdagverblijf in de vorm van een vzw, 'La Famille Forestoise', toch gezamenlijk met de gemeente beheerd; waarom wordt dit verslag niet voorgelegd?**
- 1. De bijlage van het personeelskader vermeldt oktober 2020 als datum. Is dit kader voorgelegd aan de vakbonden? En is het, overeenkomstig art. 42 van de organieke wet, goedgekeurd door de raad voor maatschappelijk welzijn? Is dit een kader in de wettelijke zin of een personeelsstaat?**
- 1. Hoe zit het trouwens met de evolutie van het personeelsbestand sinds het begin van de bestuursperiode?**
- 1. Is het HR-beheer gebaseerd op een rationele en professionele evaluatie van de werkelijke behoeften op het terrein?  
Wanneer worden het organigram en de verdeling van het personeelsbestand in de diensten meegedeeld?**



**Hoe zit het met de evaluatie van de werklust? Hoe zit het met de voortgang van de informatisering van de dienst financiën ... en de impact op het HR-beheer van de dienst?**

**Wat zijn de objectieve normen per categorie die worden gehanteerd om de verdeling van het personeel over de verschillende diensten te verantwoorden?**

**Zonder deze essentiële informatie wordt de evaluatie van het beheer van de diensten ernstig en moedwillig gecompromitteerd, wat in strijd is met art. 36 van de organieke OCMW-wet**

**B/ Vergelijking tussen de presentatie van de “Verklarende nota bij de begroting” 2020 en 2021: Waarbij het betreurenswaardig lijkt dat wat met de ene hand wordt gegeven, met de andere weer wordt afgenomen!**

**De verklarende nota van de begroting 2021 werd gewijzigd:**

Ze beperkt zich tot een vergelijking van de begrotingsposten tussen de 2 initiële begrotingen van 2020 en 2021, met uitzondering van een paar koptabellen met rubriek

De toelichting over de evolutie van de kredieten is weliswaar zeer gedetailleerd en duidelijk, maar ... **15 samenvattende en vergelijkende tabellen over 3 of 5 dienstjaren zijn verdwenen!**

**Deze presentatie bevat niet langer:**

- De samenvattende tabel volgens economische aard, zowel voor de exploitatiedienst als de investeringsdienst, met vergelijking over 5 dienstjaren
- De tabel met de evolutie van de exploitatie-uitgaven over 5 dienstjaren
- De tabel met de evolutie van de verschillende functies van de herverdeling over 5 dienstjaren
- De tabel met de evolutie van de 3 soorten steun over 5 dienstjaren
- De tabellen met de evolutie van de toekenning van de integratie-inkomens, evenals van het aantal begunstigden
- De tabel met de 3 soorten steun voor gezondheidszorg over 5 dienstjaren
- De tabel met de evolutie van de personeelsuitgaven, uitgezonderd art. 60 §7
- De tabel met de evolutie van het personeel per subfunctie, type, niveau, functie artikel, VTE en lonen
- De gedetailleerde tabel met de personeelskosten per subfunctie (vastgestelde lonen en verwante kosten) over 3 dienstjaren
- De tabel met de evolutie van de nominale werkingskosten over 5 dienstjaren
- De samenvattende tabel volgens economische aard, zowel voor de exploitatiedienst als de investeringsdienst, met vergelijking over 5 dienstjaren
- De samenvattende cijfertabel met de exploitatieontvangsten over 5 dienstjaren
- Voor ‘Le Val des Roses’:
  - De tabel met de evolutie per trimester van de RIZIV-inkomsten van ‘Le Val des Roses’ met vergelijking over 5 dienstjaren
  - De tabel met de evolutie van het RIZIV-dagforfait met vergelijking over 5 dienstjaren
  - De tabel met de evolutie van de huisvestingsinkomsten met vergelijking over 5 dienstjaren

**M.a.w. het verdwijnen van alle elementen die zouden toelaten om, volgens de aanbevelingen inzake begrotings- en financiële analyse, een financiële diagnose te stellen en de evolutie van de ratio's en de indicatoren, bedoeld in art. 46, §2, 1° van de organieke OCMW-wet, te berekenen en op te volgen!**  
**C/ de begroting 2019**

## C1/ algemene opmerkingen:

1. Het overgedragen resultaat toont een positief resultaat van 805.808,16 €.

Volgens de omzendbrief van 22/7/2020, p. 11, moet dit batig saldo dienovereenkomstig afgetrokken worden van de gemeentelijke dotatie!

2. Waar is de volledige begroting 2021 van het RVT? (met inbegrip van de werkelijke verdeling van de kosten die verdeeld moeten worden); de duidelijke splitsing tussen de uitbating van de sector “sociale bijstand” en die van het RVT is absoluut noodzakelijk voor de transparantie van het werkelijke gewicht van elkeen van de activiteitensectoren van het OCMW (in het bijzonder het financiële gewicht van het personeel)
3. Hoe zit het met de verplichte vaststelling van de quota’s van contractueel personeel, maribel, ... (art. 43, 2e lid van de organieke OCMW-wet)
4. **Personeelskader: ontbreken van een rationele evaluatie van de werkelijke behoeften op het terrein**
5. Er is geen vergelijking met het driejarenplan. Waarom?

## C/2 Exploitatieresultaat van de verschillende kostenplaatsen:

De toepassing van art. 60 §1 van de organieke wet legt de tekorten in de OCMW-ontvangsten ten laste van de gemeente; de normale situatie is er dus een van budgettair en boekhoudkundig evenwicht!

Ook de reeds hierboven vermelde bepalingen van art. 106 §3 leiden tot de conclusie dat het batig of nadelig saldo niet de normale situatie is die bedoeld wordt in de wet! Voor de gemeente is het dan ook essentieel dat de oorzaken van de tekorten worden geïdentificeerd, om de impact van het gevoerde beleid, de doeltreffendheid van het beheer van de verschillende sectoren en de financiële duurzaamheid te kunnen beoordelen.

De resultaten van de volgende kostenplaatsen (gewone dienst) blijken uit de begroting 2021 (in €):

	<u>Begroting 2021</u>	<u>verdeelde kosten(*)</u>	<u>totaal tekorten</u>	<u>rekening 2019</u>
Sociale bijstand	- 8.926.844 €	- 2.817.617	- 11.744.461	- 11.094.419
Val des Roses	- 2.182.374 €	- 688.832	- 2.871.207	- 2.136.263
Beroepsinschakeling	- 2.518.972 €	- 795.073	- 3.314.045	- 2.760.329
Familiehulp en senioren	- 549.893 €	- 173.565	- 723.458	- 423.923
Maaltijden aan huis	- 167.530 €	- 52.878	- 220.408	- 188.190

(\*) kosten verdeeld aan 100%, overeenkomstig de boekhoudkundige normen

Hieruit blijkt dat de tekorten van de kostenplaatsen stijgen in vergelijking met de resultaten van de rekening 2019

Hoewel deze cijfers opgaan in de algemene inkomsten, vergen ze op zijn minst om een ernstige analyse van hun oorsprong.

En dit is slechts de gewone dienst!

De noodzakelijke analyse van het beheer die dergelijke cijfers vergen, zal onvolledig blijven zonder de noodzakelijke transparantie van het personeelsbeleid.

De ondoorzichtigheid, de geheimhouding en het autoritarisme van die laatste vormen tot nog toe niet alleen een bewuste belemmering van objectief beheer, maar ook een herhaalde en voortdurende schending van het wettelijke recht van de gemeenteraadsleden op volledige informatie, gewaarborgd door art. 84 van de Gemeentewet.

## C2/ sociale bijstand

Het resultaat van de rekening 2019 van deze dienst vertoonde een tekort van ongeveer 11 miljoen; de

oorspronkelijke begroting van 2021 van deze subfunctie toont een tekort van ongeveer 11,7 miljoen (met inbegrip van de verdeling van de kosten aan 100%), zijnde een stijging van 6,36%! Dit geraamde resultaat rechtvaardigt een onderzoek van zijn werkwijzen, temeer omdat op pagina 44, in fine, en 45 van de begroting 2021 vijf artikelen vermeld staan waarin de terugvordering van subsidies (voornamelijk door de federale overheid) wordt geraamd voor een totaalbedrag van meer dan 900.000 €!

**Wat zijn de gedetailleerde redenen voor deze geraamde terugvorderingen?**

Dit is geen kwestie van in vraag stellen van het gevoerde beleid, dat de DÉFI-fractie noodzakelijk acht rekening houdend met een gebrekkige herverdeling in onze sociale organisatie, maar veeleer een zoektocht naar efficiëntere werkmethode die zowel de gebruikers als het personeel van het OCMW ten goede zou komen ... en ook de gemeentefinanciën!

**Waarom worden het aantal dossiers dat door elke dienst wordt behandeld en de gemiddelde verwerkingstijd voor elk type dossier niet bekendgemaakt, waardoor het gemakkelijker wordt om de activiteiten objectief te beoordelen?**

**Wat is dan het geraamde aantal te verwerken dossiers voor elke bestaande dienst:**

algemene sociale dienst?  
sociaal secretariaat  
HR  
senioren  
(onthaal Vanpé)  
(wonen)  
SPI  
schuldbemiddeling  
(sociale coördinatie)  
sociale, culturele en sportieve participatie

### **C3/ RVT**

- **ontbreken van een eigen begroting voor het RVT** in overtreding met de reglementaire bepalingen
- **Er moet worden opgemerkt dat het negatief resultaat van het RVT dat in de rekening 2019 verbeterd was, deze evolutie in de begroting 2021 niet lijkt te bevestigen:**

- gewone dienst - 2.182.374,80 €
- buitengewone dienst - 1.182.942,38 €
- Totaal tekort - 3.365.137,18 €
- kosten verdeeld aan 100% inbegrepen, hetzij - 688.832,00 €

**in totaal een tekort geraamd op - 4.054.149,18 €**

Waarom is er geen eigen begroting voor het RVT, overeenkomstig de wettelijke bepalingen?

Waarom is het specifieke personeelskader van het RVT niet gecommuniceerd, rekening houdend met het personeel dat nodig is voor de nieuwe cantous? Wanneer werd het herzien?

Welke rationaliseringsinspanningen zijn er gepland de komende jaren?

**C4/ laatste vraag, reeds eerder gesteld door een vorige schep van Financiën: heeft de gemeente nog de middelen om bij het OCMW een beleid van een dergelijke omvang te voeren?**

**C5 / Tot slot:**

**In het licht van bovenstaande opmerkingen stemt de DÉFI-fractie tegen de begroting 2021 van het OCMW**

De heer Lonfils geeft enkele antwoorden en verzoekt de heer Van Vlasselaer voor het overige zijn vragen door te geven aan mevrouw Moens. Wat de toenadering tot de gemeente betreft, vermeldt hij het beheer van de informatica.

De heer Hacken betreurt het dat de werkings- en personeelskosten (met name in verband met de verhuizing van de diensten) sterker stijgen dan de uitgaven voor sociale herverdeling. Hij is echter van mening dat de gevolgen van de gezondheids crisis voor vele gezinnen veel dringender zijn dan de verhuizing van de OCMW-diensten. Hij vraagt zich af welke besparingen uit de reorganisatie van de diensten zouden kunnen voortvloeien.

De heer Lonfils bevestigt dat uit een gedetailleerde lezing van het verslag blijkt dat er zoveel mogelijk middelen gaan naar sociale bijstand. Hij voegt eraan toe dat er nog steeds besprekingen gaande zijn over de toekomst van bepaalde gebouwen met het oog op de reorganisatie van de diensten.

De heer Hacken is verheugd dat de OCMW-begroting 2021 op tijd wordt goedgekeurd.

Mevrouw Plovie onderstreept dat de goedkeuring van de OCMW-begroting ook een politieke handeling is, die in de continuïteit van de afgelopen jaren een duidelijke boodschap van steun aan de meest kwetsbaren en aan de slachtoffers van de economische en gezondheids crisis bevestigt.

Mevrouw Goldberg sluit zich aan bij mevrouw Plovie.

De heer Pierre-De Permentier stelt drie vragen: in hoeverre is in het kader van de toekomstige verhuizing rekening gehouden met telewerk? Is er, wat het bedrag van de gemeentelijke dotatie betreft, in het kader van het overlegcomité werkelijk met de gemeente onderhandeld? In hoeverre wordt een harmonisatie van het sociaal beleid overwogen (althans met de buurgemeenten) om de financiële duurzaamheid van de sociale bijstand te garanderen?

De heer Lonfils verzekert dat de dimensie 'telewerk' in de denkoefening werd opgenomen. Wat het bedrag van de gemeentelijke dotatie betreft, bestond de aanpak erin het te beperken tot een verhoging van de dotatie met 2%, waarbij het bedrag in verband met de maaltijdcheques werd geneutraliseerd. Wat de harmonisatie van het sociaal beleid betreft, is er een gedeelde wil op dit gebied, maar het wordt complexer als men in detail gaat van de maatregelen; het blijft dus een strijd van lange adem.

*17 annexes / 17 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten**

- 8 **Revitalisation des quartiers – Coordination générale – Appel à candidatures relatif à la 12ième série des Contrats de quartier Durable – Candidature Contrat de quartier durable Deux Cités – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu le courrier du Ministre-président de la Région Bruxelles-Capitale invitant les communes éligibles à remettre une candidature pour la 12<sup>ième</sup> série des contrats de quartier durable (2021-2026/2029) ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux contrats de quartier durable ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 14 novembre 2019 portant élaboration et adoption de la Zone de Revitalisation Urbaine, dite « ZRU 2020 » ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2020 :

*De répondre à l'appel à candidatures relatif à la 12<sup>ième</sup> série des Contrats de quartier Durable (2021-2026/2029) et de déposer une candidature pour le quartier éligible « Deux Cités » ;  
D'informer le Conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance.*

Considérant le quartier « Bempt – Madelon – Famille » divisé en deux territoires et comprenant d'un côté les trois îlots entre l'avenue des Huileries et la rue du Katenga et de l'autre une partie de l'avenue de la Verrerie, une partie de la chaussée de Neerstalle (de la rue des Lumières jusqu'à l'avenue du Bempt), le quartier Madelon (dit aussi « quartier des blocs jaunes »), l'îlot des familles et les îlots entre la rue de la Teinturerie et l'avenue de Fléron ;

Considérant que l'ensemble du quartier est repris dans la ZRU 2020 ;

Considérant qu'il est proposé de dénommer le périmètre susmentionné « Deux Cités » au regard de la présence en son sein de deux cités de logements sociaux constitutives de son identité urbaine : la Nouvelle Cité (blocs jaunes) et Forest Cité Vert ;

Considérant que le courrier de l'appel à candidatures relatif à la 12<sup>ème</sup> série spécifie que l'appel « sera prioritairement orienté vers les territoires comprenant une majorité de logements sociaux » et précise une série d'orientations reprises sous le thème de « ville de proximité » ;

Considérant que le périmètre proposé et la candidature proposée sont en totale adéquation avec les thématiques et les orientations de cet appel à candidatures ;

Considérant qu'il est suggéré dans le dossier de candidature de faire le lien entre les deux territoires du quartier défini en intégrant la totalité de la rue de la Verrerie et la chaussée de Neerstalle (de la rue de la Verrerie jusqu'à l'avenue du Bempt) ;

Considérant l'opportunité pour la Commune d'obtenir un financement permettant d'investir dans cette zone et par là d'améliorer le cadre de vie des habitants de ce périmètre ;

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2020 de répondre à l'appel à candidatures régional relatif à la 12<sup>ième</sup> série des Contrats de quartier durable (2021-2026/2029) et de déposer une candidature pour un nouveau contrat de quartier durable pour le quartier éligible « Deux Cités ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de Wijken – Algemene coördinatie – Oproep tot kandidaturen voor de 12e reeks Duurzame Wijkcontracten – Kandidatuur Duurzaam Wijkcontract ‘2 cités’ – Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op de brief van de Minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot uitnodiging van de in aanmerking komende gemeenten voor het indienen van een kandidatuur voor de 12<sup>e</sup> reeks duurzame wijkcontracten (2021-2026/2029);

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 november 2019 tot uitvoering en tot goedkeuring van de Zone voor Stedelijke Herwaardering, genaamd ‘ZSH 2020’;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2020 om:

*In te gaan op de oproep voor de 12<sup>e</sup> reeks Duurzame Wijkcontracten (2021-2026/2029) en een kandidatuur in te dienen voor de in aanmerking komende wijk ‘2 cités’;*

*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.*

Overwegende de wijk ‘Bempt-Madelon-Familie’ verdeeld in twee gebieden en met enerzijds de drie huizenblokken tussen de Olieslagerijlaan en de Katangastraat en anderzijds een deel van de Glasblazerijlaan, een deel van de Neerstalsesteenweg (van de Lumièrestraat tot aan de Bemptlaan), de Madelonwijk (ook ‘wijk van de gele blokken’ genoemd), het huizenblok Familie en de huizenblokken tussen de Ververijstraat en de Fléronlaan;

Overwegende dat de hele wijk is opgenomen in het ZSH 2020;

Overwegende dat wordt voorgesteld de bovenvermelde perimeter ‘2 cités’ te noemen gezien de aanwezigheid van twee sociale woonwijken die zijn stedelijke identiteit vormen: de Nieuwe Wijk (gele blokken) en de tuinwijk ‘Forest Vert’;

Overwegende dat de kandidaatstelling voor de 12<sup>e</sup> reeks vermeldt dat de oproep “in de eerste plaats gericht is op gebieden met overwegend sociale woningen” en een reeks richtlijnen preciseert onder het thema ‘buurtstad’;

Overwegende dat de voorgestelde perimeter en kandidatuur geheel overeenstemmen met de thema’s en de richtlijnen van deze oproep;

Overwegende dat in het kandidaatsdossier wordt gesuggereerd om de twee gebieden van deze wijk te verbinden door er de volledige Glasblazerijlaan en de Neerstalsesteenweg (van de Glasblazerijlaan tot aan de Bemptlaan) in op te nemen;

Overwegende de mogelijkheid voor de gemeente om een financiering te verkrijgen om in deze zone te investeren en zo de leefomgeving van de omwonenden te verbeteren;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2020 om in te gaan op de gewestelijke oproep tot kandidaatstelling voor de 12<sup>e</sup> reeks van Wijkcontracten (2021-2026/2029) en een kandidatuur in te dienen voor een nieuw wijkcontract voor de in aanmerking komende wijk '2 cités'.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – CENTR'AL – Marché de fournitures – Acquisition de mobilier et matériel d'exploitation – Approbation des conditions, mode de passation et désignation du prestataire – Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale – Prise pour information**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 19 novembre 2020 :

D'approuver l'acquisition de mobilier et matériel d'exploitation, à savoir des poubelles pour sanitaires, des distributeurs de savon liquide et de serviettes en papier, des portemanteaux, des tableaux blancs, des vitrines d'intérieur, des poufs pour intérieur/extérieur, des tables mange debout et de brasserie et des bancs pour une et deux personnes pour l'espace d'accueil ;

D'approuver l'appel d'offres pour le marché de fournitures « CENTR'AL - Acquisition de mobilier et matériel d'exploitation » ;

De passer un marché public de faible montant sur simple facture acceptée ;

D'approuver la consultation des quatre prestataires suivants pour ce marché :

- ALVAN Diffusion SPRL, Rue du Berlaimont 2 à 6220 FLEURUS ;
- BEDIMO SA, rue Sainte Henriette, 1 à 7140 MORLANWELZ ;
- BELSECO SA, rue des Nouvelles Technologies, 21 à 4460 GRÂCE-HOLLOGNE ;
- MANUTAN NV, Chaussée de Mons 1424 à 1070 BRUXELLES ;

D'approuver le rapport d'analyse des offres rédigé par la cellule Revitalisation des quartiers et le Service des Sports ;

D'attribuer les lots 1, 4, 5, 6 et 10 au fournisseur proposant les produits aux conditions tarifaires les plus avantageuses, soit ALVAN Diffusion SPRL, pour le montant d'offre contrôlé de 4.284,00 EUR hors TVA ou 5.183,64 EUR TVA comprise ;

D'attribuer les lots 2, 7 et 8 au fournisseur proposant les produits aux conditions tarifaires les plus avantageuses, soit BELSECO SA, pour le montant d'offre contrôlé de 2.418,90 EUR hors TVA ou 2.926,87 EUR TVA comprise ;

D'attribuer le lot 9 au fournisseur proposant le produit aux conditions tarifaires les plus avantageuses, soit MANUTAN SA, pour le montant d'offre contrôlé de 189,75 EUR hors TVA ou 229,60 EUR TVA comprise ;

D'inscrire ces dépenses à l'article 9304/744-51/ - /74 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation » du service extraordinaire du budget 2020 ;

De financer les dépenses précitées par emprunt ;

D'informer le Conseil communal de sa décision lors sa prochaine séance.

DECIDE :

En application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 novembre 2020 décidant d'approuver les conditions, le mode de passation et la désignation des prestataires pour le marché de fournitures « CENTR'AL - Acquisition de mobilier et matériel d'exploitation »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de Wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - CENTR'AL - Opdracht voor leveringen - Aankoop van meubilair en exploitatiemateriaal - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de aanstelling van de dienstverlener - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 19 november 2020 om:

Goedkeuring te verlenen aan de aankoop van meubilair en exploitatiemateriaal, nl. vuilnisbakken voor de sanitaire voorzieningen, verdelers van handzeep en papieren doekjes, kapstokken, witte borden, binnenvitrines, binnen- en buitenpoefs, receptie- en brasserietafels en banken voor één of twee personen voor de onthaalruimte;

Goedkeuring te verlenen aan de offerteaanvraag voor de opdracht voor leveringen "CENTR'AL - Aankoop van meubilair en exploitatiemateriaal";

Een overheidsopdracht van beperkte waarde via aanvaarde factuur te gunnen;

Goedkeuring te verlenen voor de raadpleging van de vier volgende dienstverleners voor deze opdracht:

- ALVAN Diffusion SPRL, Rue du Berlaimont 2 - 6220 FLEURUS;



- BEDIMO SA, Rue Sainte Henriette 1 - 7140 MORLANWELZ;
- BELSECO SA, rue des Nouvelles Technologies 21 - 4460 GRÂCE-HOLLOGNE;
- MANUTAN NV, Bergensesteenweg 1424 - 1070 BRUSSEL;

Goedkeuring te verlenen aan het analyseverslag van de offerten dat werd opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken en de Sportdienst;

De percelen 1, 4, 5, 6 en 10 toe te wijzen aan de leverancier die de producten aanbiedt tegen de voordeligste prijs, namelijk ALVAN Diffusion SPRL, voor het gecontroleerde offertebedrag van 4.284,00 € excl. btw of 5.183,64 € btw inbegrepen;

De percelen 2, 7 en 8 toe te wijzen aan de leverancier die de producten aanbiedt tegen de voordeligste prijs, namelijk BELSECO SA, voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.418,90 € excl. btw of 2.926,87 € btw inbegrepen;

Perceel 9 toe te wijzen aan de leverancier die het product aanbiedt tegen de voordeligste prijs, namelijk MANUTAN SA, voor het gecontroleerde offertebedrag van 189,75 € excl. btw of 229,60 € btw inbegrepen;

Deze uitgaven in te schrijven op artikel 9304/744-51/ - /74 “Aankoop van machines en divers uitrustings- en exploitatiemateriaal” van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

De voornoemde uitgaven door middel van een lening te financieren;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens diens eerstvolgende vergadering.

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 november 2020 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de aanstelling van de dienstverleners voor de opdracht voor leveringen “CENTR’AL - Aankoop van meubilair en exploitatiemateriaal”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## 10 **Revitalisation des quartiers – Politique De la Ville par le développement des quartiers – Programmation 2021-2025 – Diagnostic, enjeux, fiches projets – Information.**

LE CONSEIL,

Vu l’Ordonnance de Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l’Arrêté relatif à la Politique de la Ville du 19 janvier 2017 ;

Vu la ZRU 2020 ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en sa séance du 05 mars 2020, de lancer en partenariat avec notre commune un programme pluriannuel (2021-2025) de la « Politique de la Ville par le développement des quartiers (PDV) » et d'y affecter le principe d'une subvention de 2.447.179,84 euros ;

Vu le courrier du Ministre-président de la RGBC du 13 mars 2020 informant l'administration communale de cette décision et des informations générales liées à ce dispositif ;

Considérant que le montant susmentionné devra être confirmé par un arrêté de subventionnement définitif suite à l'approbation du projet de programme à introduire auprès de la Région Bruxelles-Capitale pour le 15 décembre 2020 ;

Vu la décision du collège du 26 novembre 2020 :

*D'approuver le projet de programme de la Politique de la Ville par le développement des quartiers (2021-2025) comprenant un diagnostic, les conclusions de ce diagnostic, les fiches projets et les tableaux de synthèse budgétaire, joint au dossier ;*

*D'introduire ledit projet de programme auprès de la Région Bruxelles-Capitale pour le 15 décembre 2020 au plus tard ;*

*D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance.*

DECIDE :

De prendre pour information la décision du collège du 26 novembre 2020

*D'approuver le projet de programme de la Politique de la Ville par le développement des quartiers (2021-2025) comprenant un diagnostic, les conclusions de ce diagnostic, les fiches projets et les tableaux de synthèse budgétaire, joint au dossier ;*

*D'introduire ledit projet de programme auprès de la Région Bruxelles-Capitale pour le 15 décembre 2020 au plus tard ;*

*D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa prochaine séance.*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

## **Heropleving van de wijken – Stadsbeleid door de ontwikkeling van de wijken – Programma 2021-2025 – Diagnose, uitdagingen, projectfiches – Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie Stedelijke Herwaardering van 6 oktober 2016;

Gelet op het besluit van het Stadsbeleid van 19 januari 2017;

Gelet op de ZSH 2020;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in haar zitting van 5 maart 2020, om samen met onze gemeente een meerjarenprogramma (2021-2025) op te starten van het "Stadsbeleid door de ontwikkeling van de wijken (SB)" en hieraan het principe van een subsidie van 2.447.179,84 euro toe te wijzen;

Gelet op het schrijven van de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 maart 2020 dat het gemeentebestuur op de hoogte stelt van deze beslissing en van algemene informatie in

verband met deze regeling;

Overwegende dat bovenvermeld bedrag bevestigd moet worden via een definitief subsidiebesluit ingevolge de goedkeuring van het programmaontwerp dat uiterlijk op 15 december 2020 moet worden ingediend bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de beslissing van het College van 26 november 2020:

*Om het programmaontwerp van het Stadsbeleid door de ontwikkeling van de wijken (2021-2025) goed te keuren, dat een diagnose, de conclusies van deze diagnose, de projectfiches en de samenvattende begrotingstabellen, bij het dossier gevoegd, bevat;*

*Dit programmaontwerp ten laatste op 15 december 2020 in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;*

*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.*

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de beslissing van het College van 26 november 2020

*Om het programmaontwerp van het Stadsbeleid door de ontwikkeling van de wijken (2021-2025) goed te keuren, dat een diagnose, de conclusies van deze diagnose, de projectfiches en de samenvattende begrotingstabel, bij het dossier gevoegd, bevat;*

*Om dit programmaontwerp ten laatste op 15 december 2020 in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;*

*Om de Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

**11 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert - Réaménagement de la dalle Albert (phase 1) – Avenue Besme 129-131 / Chaussée d’Alseberg - Marché de travaux - 2019-CQDA-01 – Revu de l’estimation, du mode de financement et budget supplémentaire - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 144.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du 12 novembre 2019 du Conseil communal approuvant la convention de subvention de la STIB ;

Vu le cahier des charges N° 2019-CQDA-01 relatif au marché “ Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)” établi par la cellule revitalisation des quartiers et le bureau d'étude « Omgeving» ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 novembre 2019 approuvant les conditions, le montant estimé, la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) et les firmes à consulter dans le cadre de ce marché ;

Vu la décision du Conseil Communal du 7 juillet 2020 :

*« D'approuver le rapport d'examen des offres rédigé par la cellule revitalisation des quartiers, l'auteur de projet« Omgeving » et le bureau d'étude PS2 pour la coordination sécurité santé;  
De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente délibération;*

*De sélectionner les soumissionnaires DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. qui répondent aux critères de sélection qualitative ;*

*De considérer les offres de DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. comme complètes et régulières;*

*D'attribuer le marché “ Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)” au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel, pour le montant d'offre contrôlé de 130.556,55 € HTVA ou 157.973,43 €, 21% TVAC, soit 143.612,21€ HTVA ou 173.770,77 €, 21% TVA et 10 % imprévus compris;*

*D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;*

*De financier cette dépense précitée à 100 % par un subside de la STIB et Beliris ;*

*D'informer le conseil de la modification du mode de financement. »*

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 août 2020 :

*« De revoir à la hausse le montant de l'estimation du marché “ Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)” pour un montant de 130.556,55 € HTVA ou 157.973,43 €, 21% TVAC, soit 143.612,21€ HTVA ou 173.770,77 €, 21% TVA et 10 % imprévus compris*

*D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020.*

*De financier cette dépense précitée à 100 % par un subside de la STIB (à hauteur de 140.000€) et de Beliris (solde). »*

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26 novembre 2020 :

*« D'approuver l'estimation du montant des travaux supplémentaires à 36.229,00 € TVAC ;*

*D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;*

*De financer cette dépense à 100 % par emprunt ;*

*D'informer le Conseil Communal de la présente décision lors de sa prochaine séance. »*

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 août

2020 :

*« De revoir à la hausse le montant de l'estimation du marché “ Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)” pour un montant de 130.556,55 € HTVA ou 157.973,43 €, 21% TVAC, soit 143.612,21€ HTVA ou 173.770,77 €, 21% TVA et 10 % imprévus compris*

*D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020.*

*De financier cette dépense précitée à 100 % par un subside de la STIB (à hauteur de 140.000€) et de Beliris (solde). »*

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26 novembre 2020 :

*« D'approuver l'estimation du montant des travaux supplémentaires à 36.229,00 € TVAC ;*

*D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;*

*De financer cette dépense à 100 % par emprunt ;*

*D'informer le Conseil Communal de la présente décision lors de sa prochaine séance. »*

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert - Heraanleg van de Albert-dalle (fase 1) – Besmelaan 129-131 / Alsebergsesteenweg - Opdracht voor aanneming van werken - 2019-DWCA-01 – Herziening van de raming, van de financieringswijze en bijkomend budget - Kennisneming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van € 144.000,00);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 12 november 2019 tot goedkeuring van de subsidieovereenkomst van de MIVB;

Gelet op het bestek met nr. 2019-DWCA-01 betreffende de opdracht “Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)” opgesteld door de cel heropleving van de wijken en het studie bureau “Omgeving”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2019 tot

goedkeuring van de lastvoorwaarden, van het geraamde bedrag, van de gunningsprocedure (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking) en van de te raadplegen firma's in het kader van deze opdracht;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 7 juli 2020:

*“Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes opgesteld door de cel heropleving van de wijken, de projectontwerper “Omgeving” en het studiebureau PS2 voor de coördinatie veiligheid en gezondheid;*  
*Het verslag van nazicht van de offertes, opgenomen in bijlage, te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging;*  
*De inschrijvers DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. te selecteren die voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria;*  
*De offertes van DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV en LES ENTREPRISES MELIN s.a. te beschouwen als volledig en regelmatig;*  
*De opdracht “Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)” te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs) heeft ingediend, namelijk DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 130.556,55 excl. btw of € 157.973,43, incl. 21% btw, hetzij € 143.612,21 excl. btw of € 173.770,77, 21% btw en 10 % onvoorziene kosten inbegrepen;*  
*De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;*  
*Deze voornoemde uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van de MIVB en Beliris;*  
*De raad op de hoogte te brengen van de wijziging van de financieringswijze.”*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 augustus 2020 om:

*“Het bedrag van de raming van de opdracht “Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)” op te trekken voor een bedrag van € 130.556,55 excl. btw of € 157.973,43, 21% btw inbegrepen of € 143.612,21 excl. btw of € 173.770,77, 21% btw en 10 % onvoorziene kosten inbegrepen*  
*De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020.*  
*Deze voornoemde uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van de MIVB (ten bedrage van € 140.000) en van Beliris (saldo).”*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 november 2020 om:

*“Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van de bijkomende werken van € 36.229,00 incl. btw;*  
*De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;*  
*Deze uitgave voor 100 % te financieren door een lening ten laste van de gemeente;*  
*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.”*

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 augustus 2020:

*“Het bedrag van de raming van de opdracht “Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)” op te trekken voor een bedrag van € 130.556,55 excl. btw of € 157.973,43, 21% btw inbegrepen of € 143.612,21 excl. btw of € 173.770,77, 21% btw en 10 % onvoorziene kosten inbegrepen.*  
*De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting*

van het dienstjaar 2020.

*Deze voornoemde uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van de MIVB (ten bedrage van € 140.000) en van Beliris (saldo)."*

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 november 2020 :

*"Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van de bijkomende werken van € 36.229,00 incl. btw;*

*De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;*

*Deze uitgave voor 100 % te financieren door een lening ten laste van de gemeente;*

*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting."*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## VIE URBAINE - STADSLEVEN

### Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

- 12 **Evénements - Marché public - Achat de casseroles et ustensiles de cuisine divers pour événements - Approbation des conditions, du mode de passation et de l'attribution - Application de l'article 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 3 décembre 2020 :

*D'approuver l'achat de grandes casseroles et divers ustensiles de cuisine pour l'organisation d'événements ;*

*D'approuver la liste des articles souhaités et la description des exigences techniques établie par la cellule Evénements. Le montant estimé de ce marché s'élève à 619,83 € hors TVA, soit à 750,00 € TVA comprise ;*

*De choisir les marchés publics de faible montant constatés sur simple facture acceptée comme mode de passation ;*

*D'informer le Conseil communal de la présente décision conformément à l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale ;*

*De consulter les opérateurs économiques suivants :*

*- Chomette Benelux SA, Avenue du Château 124 Bte 2 à 1081 Bruxelles ;*

*- Verrax NV, Oudstrijdersstraat 56 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw ;*

*- Verre & Couvert SPRL, Chaussée de Louvain, 696 à 1030 Bruxelles ;*

*D'approuver le rapport d'examen des offres du 17 novembre 2020, rédigé par la cellule Evénements ;*

*De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente*

*délibération ;*

*D'attribuer le marché pour la fourniture de casseroles et de divers ustensiles de cuisine à l'entreprise ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir Verre & Couvert SPRL, Chaussée de Louvain, 696 à 1030 Bruxelles, pour un montant d'offre contrôlé s'élevant à 348,30 € hors TVA, soit 421,44 €, 21% TVA comprise ;*

*D'inscrire la dépense précitée à l'article 763/744-98/67 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation divers » du service extraordinaire du budget 2020 ;*

*De financer cette dépense par un emprunt ;*

DECIDE:

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale, de prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 3 décembre 2020 décidant d'approuver les conditions, le mode de passation et l'attribution du marché lancé par la cellule Evénements pour l'acquisition de casseroles et divers ustensiles de cuisine pour l'organisation d'événements.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Evenementen - Overheidsopdracht - Aankoop van kookpotten en allerlei keukengerei voor evenementen - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de gunning - Toepassing van art. 234, §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 3 december 2020 om:

*Goedkeuring te verlenen aan de aankoop van grote kookpotten en allerlei keukengerei voor de organisatie van evenementen;*

*Goedkeuring te verlenen aan de lijst van de gewenste artikelen en de beschrijving van de technische vereisten opgesteld door de cel Evenementen. Deze opdracht wordt geraamd op 619,83 € excl. btw of 750,00 € btw inbegrepen;*

*Te kiezen voor de overheidsopdracht van beperkte waarde met aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht;*

*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing, overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet;*

*De volgende economische operatoren te raadplegen:*

*- Chomette Benelux sa, Kasteellaan 124 bus 2 - 1081 Brussel;*

*- Verrax nv, Oudstrijdersstraat 56 - 1600 Sint-Pieters-Leeuw;*

*- Verre & couvert sprl, Leuvensesteenweg 696 - 1030 Brussel.*

*Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 17 november 2020, opgesteld door de cel Evenementen;*

*Het verslag van nazicht van de offertes, als bijlage, te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging;*

*De opdracht voor de levering van kookpotten en allerlei keukengerei te gunnen aan de onderneming die de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend, nl. Verre & couvert sprl, Leuvensesteenweg 696 - 1030 Brussel, voor een gecontroleerd offertebedrag van 348,30 € excl. btw of 421,44 € 21% btw inbegrepen;*

*De voornoemde uitgave in te schrijven op artikel 763/744-98/67 "Aankoop van machines en divers*



*uitrustings- en exploitatiemateriaal” van de buitengewone dienst van de begroting 2020;  
Deze uitgave te financieren door een lening;*

BESLIST:

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 3 december 2020 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de gunning van de opdracht gelanceerd door de cel Evenementen voor de aankoop van kookpotten en allerlei keukengerei voor de organisatie van evenementen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

13 **Événements - Marché public - Achat de chaises pliantes avec chariots de transport pour événements - Approbation des conditions, du mode de passation et de l'attribution - Application de l'article 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 3 décembre 2020 :

*D'approuver l'achat de 100 chaises pliantes légères et peu encombrantes convenant à une utilisant tant intérieur qu'extérieur avec chariots de transport pour l'organisation d'événements ;*

*D'approuver la description des exigences techniques établie par la cellule Événements. Le montant estimé de ce marché s'élève à 1818,18 € hors TVA, soit 2200,00 € TVA comprise ;*

*De choisir les marchés publics de faible montant constatés sur simple facture acceptée comme mode de passation ;*

*D'informer le Conseil communal de la présente décision conformément à l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale ;*

*De consulter les opérateurs économiques suivants :*

*- Party Space SPRL, Potteriestraat 67 à 8980 Beselare (Zonnebeke) ;*

*- TecTronic SPRL, Grietestraat 2 à 8810 Lichtervelde ;*

*- Planet Events (Abdy Bille SPRL), Chemin Croix Vasseau 12 à 7800 Ath ;*

*- Promatome Vlanderen BVBA, Dumolinlaan, 1 box 13 à 8500 Kortrijk ;*

*- Bedimo SA, Rue Sainte Henriette, 1 à 7140 Morlanwelz ;*

*- Lepage Mobiliers SPRL, Rue du Berlaimont, 4 à 6220 Fleurus ;*

*D'approuver le rapport d'examen des offres du 10 novembre 2020, rédigé par la cellule Événements ;*

*De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente délibération ;*

*D'attribuer le marché pour la fourniture de 100 chaises pliantes avec chariots de transport à l'entreprise ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir Promatome Vlanderen BVBA, Dumolinlaan, 1 box 13 à 8500 Kortrijk, pour un montant d'offre contrôlé s'élevant à 1538,00 € hors TVA, soit 1860,98 €, 21% TVA comprise ;*

*D'inscrire la dépense précitée d'un montant de 1860,98 €, 21% TVA comprise à l'article 763/744-*

98/67 « Achats de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation divers » du service extraordinaire du budget 2020 ;

De financer cette dépense par un emprunt ;

DECIDE:

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale, de prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 3 décembre 2020 décidant d'approuver les conditions, le mode de passation et l'attribution du marché lancé par la cellule Evénements pour l'acquisition de chaises pliantes avec chariots de transport.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Evenementen - Overheidsopdracht - Aankoop van vouwstoelen met transportwagentjes voor evenementen - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de gunning - Toepassing van art. 234, §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisname.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 3 december 2020 om:

*Goedkeuring te verlenen aan de aankoop van 100 lichte en ruimtebesparende vouwstoelen zowel voor binnen- als buitengebruik met transportwagentjes voor de organisatie van evenementen;*

*Goedkeuring te verlenen aan de beschrijving van de technische vereisten opgesteld door de cel Evenementen. Deze opdracht wordt geraamd op 1.818,18 € excl. btw of 2.200,00 € btw inbegrepen;*

*Te kiezen voor de overheidsopdracht van beperkte waarde met aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht;*

*De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing, overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet;*

*De volgende economische operatoren te raadplegen:*

*- Party Space SPRL, Potteriestraat 67 - 8980 Beselare (Zonnebeke);*

*- TecTronic SPRL, Grietestraat 2 - 8810 Lichtervelde;*

*- Planet Events (Abdy Bille SPRL), Chemin Croix Vasseau 12 - 7800 Ath;*

*- Promatome Vlaanderen BVBA, Dumolinlaan 1 box 13 - 8500 Kortrijk;*

*- Bedimo SA, Rue Sainte Henriette 1 - 7140 Morlanwelz;*

*- Lepage Mobiliers SPRL, Rue du Berlaimont 4 - 6220 Fleurus;*

*Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 10 november 2020, opgesteld door de cel Evenementen;*

*Het verslag van nazicht van de offertes, als bijlage, te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging;*

*De opdracht voor de levering van 100 vouwstoelen met transportwagentjes te gunnen aan de onderneming die de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend, nl. Promatome Vlaanderen BVBA, Dumolinlaan 1 box 13 in 8500 Kortrijk, voor een gecontroleerd offertebedrag van 1.538,00 € excl. btw of 1.860,98 € incl. 21% btw inbegrepen;*

*De voornoemde uitgave van een bedrag van 1.860,98 € incl. 21% btw in te schrijven op artikel 763/744-98/67 "Aankoop van machines en divers uitrustings- en exploitatiemateriaal" van de buitengewone dienst van de begroting 2020;*

**BESLIST:**

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 3 december 2020 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de gunning van de opdracht gelanceerd door de cel Evenementen voor de aankoop van vouwstoelen met transportwagentjes.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## **AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN**

### **IT - IT**

#### **14 Informatique – Marché public « Achat de 30 PC's portables dans la cadre de l'obligation du télétravail » - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05/11/2020 décidant de l'achat de 30 PC's portables afin de répondre à l'obligation de télétravail imposée par les mesures ministérielles du 28 octobre 2020 de lutte contre la pandémie de la COVID-19 ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la pandémie de la COVID-19 ;

Considérant les mesures ministérielles du 28 octobre 2020 qui imposent que le télétravail est la règle dans

toutes les entreprises, associations et services pour tous les membres du personnel, sauf si c'est impossible en raison de la nature de la fonction, de la continuité de la gestion de l'entreprise, de ses activités ou de ses services ;

Considérant l'obligation de tout employeur de mettre à disposition des travailleurs les outils de travail nécessaires à l'exécution de leur travail ;

Considérant que dans le cadre du télétravail obligatoire, il y a lieu de pourvoir les travailleurs dont les fonctions sont « télétravaillables », d'un équipement informatique minimum si ceux-ci en étaient dépourvus ;

Considérant que le service Informatique ne peut recourir à la centrale de marché du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise dès lors que leur marché est achevé et que le CIRB relance actuellement un nouveau marché mais qui n'a pas, à ce jour, abouti ;

Considérant que le service Informatique de l'Administration a par conséquent établi une description technique pour le marché "Achat de 30 PC's portables dans le cadre de l'obligation de télétravail" ;

Considérant que ce marché est estimé à € 29.000 hors TVA ou € 35.090, 21% TVA comprise, pour l'achat de 30 PC's portables professionnels;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Considérant que cette fourniture consiste en un nouvel investissement;

Vu l'invitation à remettre offre envoyée le 23 octobre 2020 aux opérateurs économiques suivants :

- Econocom, chaussée de Tervuren 145 à 1410 Waterloo
- SPIE Belgium, rue des Deux Gares 150-152 à 1070 Bruxelles
- Centralpoint, Nieuwlandlaan 111 à 3200 Aarschot

Considérant que les offres suivantes ont été reçues :

- Econocom, chaussée de Tervuren 145 à 1410 Waterloo, pour un montant de 32.275,5 € HTVA
- SPIE Belgium, rue des Deux Gares 150-152 à 1070 Bruxelles, pour un montant de 37.728.90 € HTVA
- Centralpoint, Nieuwlandlaan 111 à 3200 Aarschot, pour un montant de 29.013,60 € HTVA

Considérant la proposition du service Informatique de retenir l'offre la plus économiquement avantageuse, soit l'offre de la société Centralpoint ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de l'information suivante fournie par le Collège des Bourgmestre et Echevins

- d'approuver la description technique et le montant estimé du marché "Achat de 30 PC's portables dans le cadre de l'obligation de télétravail", établis par le service Informatique. Le montant estimé s'élève à € 29.000 € hors TVA ou € 35.090 €, 21% TVA comprise ;
- de conclure le marché par un marché de faible montant ;
- de sélectionner le soumissionnaire Centralpoint, Niewlandlaan 111 à 3200 Aarschot (Numéro d'entreprise 0841.648.610) , qui répond aux critères de sélection qualitative et qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- d'inscrire et de financer la dépense de 29.013,60 € HTVA (35.106,46 € TVAC) par emprunt à l'article 139/742-53/-15 du service extraordinaire du budget 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Informatica – Overheidsopdracht "Aankoop van 30 laptops in het kader van verplicht telewerk" - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 05/11/2020 waarbij besloten werd 30 laptops aan te kopen om te voldoen aan de verplichting van telewerk opgelegd door de ministeriële maatregelen van 28 oktober 2020 in de strijd tegen de COVID-19-pandemie;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de COVID-19-pandemie;

Overwegende de ministeriële maatregelen van 28 oktober 2020 die vereisen dat telewerk de regel is in alle ondernemingen, verenigingen en diensten voor alle personeelsleden, behalve als dit onmogelijk is vanwege de aard van de functie, de continuïteit van het beheer van de onderneming, haar activiteiten of haar diensten;

Overwegende de verplichting van elke werkgever om de werknemers de werkinstrumenten ter beschikking te stellen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun werk;

Overwegende dat in het kader van verplicht telewerk de werknemers wiens functie zich daartoe leent moeten worden voorzien van een minimale informatica-uitrusting als ze er geen hebben;

Overwegende dat de Informaticadienst geen gebruik kan maken van de opdrachtcentrale van het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest omdat hun opdracht geëindigd is en dat het CIBG momenteel een nieuwe opdracht uitschrijft, die tot op heden echter nog niet afgerond is;

Overwegende dat de Informaticadienst van het Gemeentebestuur bijgevolg een technische beschrijving heeft opgesteld voor de opdracht “Aankoop van 30 laptops in het kader van verplicht telewerk”;

Overwegende dat deze opdracht wordt geraamd op € 29.000 excl. btw of € 35.090, 21% btw inbegrepen, voor de aankoop van 30 professionele laptops;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat deze levering bestaat uit een nieuwe investering;

Gelet op de uitnodiging om een offerte in te dienen die werd verstuurd op 23 oktober 2020 naar de volgende ondernemers:

- Econocom, Tervurenlaan 145 te 1410 Waterloo
- SPIE Belgium, Tweestationsstraat 150-152 te 1070 Brussel
- Centralpoint, Nieuwlandlaan 111 te 3200 Aarschot

Overwegende dat de volgende offertes ontvangen werden:

- Econocom, Tervurenlaan 145 te 1410 Waterloo, voor een bedrag van 32.275,5 € excl. btw
- SPIE Belgium, Tweestationsstraat 150-152 te 1070 Brussel, voor een bedrag van 37.728.90 € excl.

btw

- 

Centralpoint, Nieuwlandlaan 111 te 3200 Aarschot, voor een bedrag van 29.013,60 € excl. btw

Overwegende het voorstel van de Informaticedienst om de economisch meest voordelige offerte goed te keuren, zijnde de offerte van de onderneming Centralpoint;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende informatie gegeven door het College van Burgemeester en Schepenen

- 

de technische beschrijving en het geraamde bedrag van de opdracht “Aankoop van 30 laptops in het kader van verplicht telewerk”, opgesteld door de Informaticedienst, goed te keuren. De raming bedraagt 29.000 € excl. btw of 35.090 €, 21% btw inbegrepen;

- 

de opdracht te sluiten via een opdracht van beperkte waarde;

- 

de inschrijver Centralpoint, Nieuwlandlaan 111 te 3200 Aarschot (ondernemingsnummer 0841.648.610) te selecteren, die beantwoordt aan de kwalitatieve selectiecriteria en die de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend;

- 

de uitgave van 29.013,60 € excl. btw (35.106,46 € incl. btw) in te schrijven en te financieren door een lening op artikel 139/742-53/-15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

15 **Informatique - Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2020 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service PREVENTION 300/742-54/10

20	Gsm - NOKIA	1.988,00 €
	TOTAL	1.988,00 €
	TOTAL +TVA	2.406,00 €

DECIDE,

De désigner IRISNET pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme IRISNET ;

D'inscrire la dépense de 2.406,00 € (TVAC) à l'article 300/742-54/10 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel chez DEFILANGUE ;

De financer les dépenses à l'article 300/742-54/10 par un subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Informatica - Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark.**

DE RAAD ,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst met nr. CM1008 tussen het



Centrum voor informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

“Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.”

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2020;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt geraamd wordt:

Voor de dienst PREVENTIE 300/742-54/10

20	Gsm - NOKIA	1.988,00 €
TOTAAL		1.988,00 €
TOTAAL +BTW		2.406,00 €

BESLIST,

IRISNET aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma IRISNET;

De uitgave van 2.406,00 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 300/742-54/10 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij IRISNET;

De uitgaven op artikel 300/742-54/10 te financieren door een subsidie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

16 **Informatique - Ecoles - Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2020 ;

Vu sa décision du 6 décembre 2011 relative à la convention CNV-CA-2010004 entre Gial et l'Administration communale de Forest, GIAL, dont le siège est situé à 1000 Bruxelles, boulevard Emile Jacqmain, 95 comme centrale d'achat et centrale de marchés telles que définies, notamment par l'article 2 §4 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le GIAL pour l'année 2020 ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service ENSEIGNEMENT FR 7201/724-60/15

1	Matériel réseaux		9.917,35 €
5	Support mobile	€	4.250,00
14	Support mural mobile	€	9.450,00
19	Tableau Blanc interactif	€	59.850,00
TOTAL			83.467,35 €
TOTAL +TVA			100.995,50 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour la numérisation des écoles forestoises à l'article 7201/724-60/15 du service extraordinaire du budget 2020, soit 150.000,00 € ;

Pour le service ENSEIGNEMENT FR 7201/742-53/16

1	HP-Elitebook E223	132,20 €
1	Activpanel V7 Titanium 70'' 4K + support	3.150,00 €
1	Supports mobiles pour TBI	850,00 €
8	Laptop	5.148,00 €
TOTAL		9.280,20 €
TOTAL +TVA		11.230,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/16 du service extraordinaire du budget 2020, soit 77.100,00 € ;

Pour le service ENSEIGNEMENT FR 7201/742-53/15

6	Apple Smart Cover	245,46 €
20	House PC +souris	413,23 €
16	HP-Elitebook E223	2.115,20 €
12	IPAD Cover Elève	600,00 €
44	Laptop	28.314,19 €
1	Matériel réseau	6.487,61 €
4	Support Mobile	3.400,00 €
18	ZULLUDESK	101,16 €
30	Web Cams	793,39 €
4	Tableau Blanc interactif	12.600,00 €
18	Ipad	6.912,00 €
TOTAL		61.982,24 €
TOTAL +TVA		74.999,00 €

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020, soit 75.000,00 € ;

DECIDE,

De désigner le CIRB pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes ECONOCOM, GIAL, Irisnet ;

De désigner GIAL pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes, DEFILANGUES;

D'inscrire la dépense de 100.995,50 € (TVAC) à l'article 7201/724-60/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel chez CIRB et DEFILANGUES ;

D'inscrire la dépense de 11.230,00 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/16 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel chez CIRB et DEFILANGUES;

D'inscrire la dépense de 74.999,00 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel au CIRB et DEFILANGUES ;

De financer les dépenses aux articles 7201/724-60/15 - 7201/742-53/15 par un emprunt, et à l'article 7201/742-53/16 par subsides.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Informatica - Scholen - Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijk informaticapark.**

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

"Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan."

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2020;

Gelet op zijn beslissing van 6 december 2011 betreffende de overeenkomst CNV-CA-2010004 tussen GIAL en het Gemeentebestuur van Vorst, waarbij GIAL, met zetel gelegen Emile Jacquainlaan 95, optreedt als aankoop- en opdrachtcentrale zoals omschreven in artikel 2 §4 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door GIAL voor het jaar 2020;

Overwegende dat de uitgave als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst FR ONDERWIJS 7201/724-60/15

1	Netwerkmateriaal	9.917,35 €
5	Mobiele drager	4.250,00 €
14	Mobiele muurbevestiging	9.450,00 €
19	Interactief whiteboard (IWB)	59.850,00 €
TOTAAL		83.467,35 €
TOTAAL incl. BTW		100.995,50 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor de digitalisering van de gemeentescholen van Vorst op artikel 7201/724-60/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 150.000,00 €;

Voor de dienst FR ONDERWIJS 7201/742-53/16

1	HP-Elitebook E223	132,20 €
1	ActivPanel V7 Titanium 70'' 4K + drager	3.150,00 €
1	Mobiele dragers voor IWB	850,00 €
8	Laptop	5.148,00 €
TOTAAL		9.280,20 €
TOTAAL incl. BTW		11.230,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7201/742-53/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 77.100,00 €;

Voor de dienst FR ONDERWIJS 7201/742-53/15

6	Apple Smart Cover	245,46 €
20	Cover pc + muis	413,23 €
16	HP-Elitebook E223	2.115,20 €
12	Ipad cover leerling	600,00 €
44	Laptop	28.314,19 €
1	Netwerkmateriaal	6.487,61 €
4	Mobiele drager	3.400,00 €
18	Zuludesk	101,16 €
30	Webcams	793,39 €
4	Interactief whiteboard	12.600,00 €
18	Ipad	6.912,00 €
TOTAAL		61.982,24 €
TOTAAL incl. BTW		74.999,00 €

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020, namelijk 75.000,00 €;

BESLIST

Het CIBG aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's Econocom, GIAL, Irisnet;

GIAL aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma Défilanges;

De uitgave van 100.995,50 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/724-60/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG en Défilanges;

De uitgave van 11.230,00 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/742-53/16 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG en Défilanges;

De uitgave van 74.999,00 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij het CIBG en Défilanges;

De uitgaven op artikelen 7201/724-60/15 en 7201/742-53/15 te financieren door een lening en op artikel 7201/742-53/16 door subsidies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

17 **Informatique - Extension fibre du système de connexion à haut-débit pour les écoles communales - Acquisition, installation et paramétrage des nouvelles fibres.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit :

« L'Administration communale de Forest désigne le CIRB comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que le CIRB soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires.

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents ;

Vu la décision du Collège du 16 juillet 2020 ;

Vu la liste des prix du matériel offert par le CIRB pour l'année 2020 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition et installation de fibre informatique pour le bon fonctionnement des écoles et leur intégration dans le parc informatique communal ;

Considérant qu'il a été décidé quand c'est possible, d'équiper nos écoles de la fibre Irisnet ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service ENSEIGNEMENT FR 7201/724-60/15

1	Connexion Ch.de Neerstalle Ecole Bempt	3.017,60 €
1	Connexion Monténégro Ecole 9 et 11	2.262,54 €
1	Connexion Av timmermans Ecole 3	2.262,54 €
TOTAL hors TVA		7.542,68 €
TOTAL +TVA		9.127,00 €

DECIDE,

De désigner IRISNET pour l'acquisition et installation de fibre informatique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme Irisnet;

D'inscrire la dépense de 9.127,00 € (TVAC) à l'article 7201/724-60/15 du service extraordinaire du budget 2020 pour acquisition de matériel chez IRISNET ;

De financer les dépenses à l'article 7201/724-60/15 par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Informatica - Uitbreiding van het breedbandconnectiesysteem voor de gemeentescholen - Aankoop, installatie en parametring van de nieuwe vezels.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt:

"Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het CIBG aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde

overheidsopdrachten, en wel zo dat het CIBG de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.”

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en van daarmee verband houdende softwareprogramma's;

Gelet op de beslissing van het College van 16 juli 2020;

Gelet op de prijslijst van het materiaal aangeboden door het CIBG voor het jaar 2020;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop en installatie van informaticavezel voor de goede werking van de scholen en hun opname in het gemeentelijke informaticapark;

Overwegende dat er beslist werd onze scholen, als dat mogelijk is, uit te rusten met de Irisnet-vezel;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst FR ONDERWIJS 7201/724-60/15

1	Aansluiting Neerstalsesteenweg School Bempt	3.017,60 €
1	Aansluiting Montenegrostraat School 9 en 11	2.262,54 €
1	Aansluiting Timmermansstraat School 3	2.262,54 €
TOTAAL excl. BTW		7.542,68 €
TOTAAL incl. BTW		9.127,00 €

BESLIST

Irisnet aan te stellen voor de aankoop en installatie van informaticavezel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de factuur van de firma Irisnet;

De uitgave van 9.127,00 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/724-60/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 voor aankoop van materiaal bij Irisnet;

De uitgave op artikel 7201/724-60/15 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## FINANCES - FINANCIËN

### Taxes - Belastingen

#### 18 Finances - Comptabilité communale - Exercice 2021 - Douzièmes provisoires.

LE CONSEIL,



Vu les articles 241 et 247 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021, le budget communal pour l'exercice 2021 ne sera pas voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

D'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2021 ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2021 - Voorlopige twaalfden.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2021 tegen 1 januari 2021 niet zal worden goedgekeurd door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen;

BESLIST :

Drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2021 toe te staan;

Dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

### **19 Finances – Budget 2020 - Modification numéro 10 du service ordinaire - Octroi d'une prime unique au personnel pour 2020.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets

communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu la circulaire n° CIRC 2020/14 du 03 novembre 2020 émanant de BPL relative à l'octroi d'une prime unique au personnel pour 2020;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire 2020 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire 2020 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs à la modification budgétaire numéro 10.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 30 votes positifs, 2 votes négatifs, 2 abstentions.

*Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.*

*Abstentions : Simon De Beer, Nabil Boukili.*

---

**Financiën – Begroting 2020 - Wijziging nummer 10 van de gewone dienst - Toekenning van een eenmalige premie aan het personeel voor 2020.**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op de omzendbrief nr CIRC 2020/14 van 03 november 2020 afkomstig van BPB betreffende de toekenning van een eenmalige premie aan het personeel voor 2020;

Overwegende dat de gewone begroting 2020 gewijzigd dient te worden;

BESLIST,

De gewone begroting 2020 te wijzigen zoals opgenomen in de bijgevoegde tabellen betreffende de begrotingswijziging nummer 10.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.*

*Onthoudingen : Simon De Beer, Nabil Boukili.*

*6 annexes / 6 bijlagen*

20 **Finances – Règlement redevance relatif aux plaines de vacances et aux stages communaux – Remplacement.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux plaines de vacances, voté par le conseil communal le *20 juin 2017* ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

D'annuler le règlement redevance adopté en séance du *20 juin 2017* et de le remplacer par ce qui suit :

Art 1

Le présent règlement redevances entre en vigueur à partir du *1 janvier 2021*.

Art 2

Le montant de la redevance est payable pour des semaines complètes lors de l'inscription auprès du service extrascolaire *ou en ligne, si ce service est proposé*, aux périodes prévues par le Règlement d'Ordre Intérieur.

*Aucun remboursement ne sera effectué en cas d'absence de l'enfant, quel qu'en soit le motif.*

Art 3

*Les inscriptions en plaine de vacances commencent les 5<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> semaines avant chaque période de congé, le montant de la redevance est fixé à 5 € par jour d'ouverture pour les Forestois, les enfants du personnel communal ainsi que pour les enfants des écoles communales de Forest.*

*La seconde période d'inscription commence la 3<sup>ème</sup> semaine avant le début de la plaine et se termine une fois les groupes complets ou, au plus tard, 1 semaine avant le début des activités. Cette période d'inscriptions est ouverte à tous les enfants n'entrant dans aucune des catégories citées plus haut. Pour ces enfants, le montant de la redevance est fixé à 10 € par jour d'ouverture .*

Art 3 bis

*Les inscriptions au stage de vacances commencent les 5<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> semaines avant la période concernée. Le montant de la redevance est fixé à 70 € par semaine pour les stages communaux sans intervenant extérieur et à 120 € si un intervenant extérieur encadre le stage. La redevance est la même pour tous les enfants.*

Art. 4

Les redevances sont payables lors de l'inscription par bancontact *ou en ligne si le système le prévoit*.

Art 5

Les activités sont gratuites, sauf rares exceptions *en plaine de vacances*, où maximum la moitié du prix d'entrée (piscine, cinéma, autocars ...) sera réclamée aux parents qui désirent que leur enfant y participe. Seul le coordinateur de la plaine et *le responsable* du service extrascolaire peuvent en décider.

Art 6

Le surcoût d'une activité est payable au secrétariat de la plaine le matin du jour où l'activité est programmée.

Art. 7

Le montant du bracelet *d'identité*, s'il doit être renouvelé lors d'une même plaine *ou d'un stage*, s'élève à 1 €.

Art. 8

Sauf en cas de force majeure, le montant des pénalités pour reprise tardive d'un enfant s'élève à 5 € par enfant et par quart d'heure entamé.

Art 9

Les pénalités sont payables au coordinateur de la plaine *ou du stage* le jour-même.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Simon De Beer, Nabil Boukili.*

---

## **Financiën – Retributiereglement met betrekking tot de vakantiespeelpleinen en de gemeentelijke stages – Vervanging.**

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement met betrekking tot de vakantiespeelpleinen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 20 juni 2017;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Het retributiereglement aangenomen in zitting van 20 juni 2017 te annuleren en het te vervangen door wat volgt:

Art. 1

Het huidige retributiereglement treedt in werking vanaf 1 januari 2021.

Art. 2

Het bedrag van de retributie is betaalbaar voor volledige weken bij de inschrijving op de dienst buitenschoolse opvang *of online, indien deze dienstverlening wordt aangeboden*, tijdens de periodes voorzien door het Intern Reglement.

*Er wordt geen enkele terugbetaling gedaan in geval van afwezigheid van het kind, om eender welke reden.*

Art. 3

*De inschrijvingen voor de speelpleinen beginnen in de 5<sup>de</sup> en 4<sup>de</sup> week vóór elke verlofperiode, het bedrag van de retributie is vastgelegd op 5 € per dag van opening voor de Vorstenaren, de kinderen van het gemeentepersoneel en de kinderen van de gemeentescholen van Vorst.*

*De tweede inschrijvingsperiode begint in de 3<sup>e</sup> week vóór aanvang van het speelplein en eindigt zodra de groepen volledig zijn of uiterlijk 1 week vóór aanvang van de activiteiten. Deze inschrijvingsperiode is open voor alle kinderen die tot geen enkele van bovenstaande categorieën behoren. Voor deze kinderen wordt het bedrag van de retributie vastgesteld op 10 € per dag van opening.*

Art. 3 bis

*De inschrijvingen voor de vakantiestage beginnen in de 5<sup>de</sup> en 4<sup>de</sup> week vóór de betrokken periode. Het*

*bedrag van de retributie is vastgelegd op 70 € per week voor de gemeentelijke stages zonder externe partij en op 120 € als een externe partij de stage begeleidt. De retributie is voor alle kinderen hetzelfde.*

Art. 4

De retributies moeten worden betaald op het ogenblik van inschrijving via bancontact *of online indien het systeem dit voorziet.*

Art. 5

De activiteiten zijn gratis behoudens enkele uitzonderingen *voor de speelpleinen*, waar maximaal de helft van de toegangsprijs (zwembad, bioscoop, *autobussen* ...) gevraagd zal worden aan de ouders die wensen dat hun kind eraan deelneemt. Alleen de coördinator van het speelplein en *de verantwoordelijke* van de buitenschoolse opvang kunnen hierover beslissen.

Art. 6

De meerkost van een activiteit is betaalbaar op het secretariaat van het speelplein op de ochtend van de dag waarop de activiteit gepland is.

Art. 7

Het *identiteitsarmbandje* kost 1 € indien het vervangen dient te worden tijdens eenzelfde speelplein of tijdens *een stage*.

Art. 8

Behalve in geval van overmacht, bedraagt het bedrag van de boeten voor laattijdige ophaling van een kind bedraagt 5 € per kind en per begonnen kwartier.

Art. 9

De boeten zijn de dag zelf betaalbaar aan de coördinator van het speelplein *of de stage*.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Onthoudingen : Simon De Beer, Nabil Boukili.*

**Monsieur de Beer s'interroge sur le non-remboursement en cas d'absence de l'enfant et sur les pénalités de retard.**

**Madame De Ridder assure que dans les faits, les demandes de remboursement sont exceptionnelles et rappelle que le service AES a toujours à cœur de trouver une solution.**

**De heer de Beer vraagt naar het niet-terugbetalen bij afwezigheid van een kind en verwijlboetes. Mevrouw De Ridder verzekert dat vragen om terugbetaling in de praktijk uitzonderlijk zijn en onderstreept dat de diensten altijd een oplossing zoeken.**

*3 annexes / 3 bijlagen*

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII, et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/2;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, au profit de la commune de Forest, pour l'exercice **2021**, **4384** centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique;

Article 2 : L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité;

Article 2 bis : Le Conseil communal soutient le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de ne pas percevoir cette taxe au minimum pour la période allant du 1er janvier 2021 au 30 juin 2021 par la prolongation de la durée de validité de l'ordonnance du 29 octobre 2020 "portant des mesures relatives à la taxe sur les établissements d'hébergement touristique prises en raison de la crise sanitaire du COVID-19" ;

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Financiën - Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies -  
Reglement - Dienstjaar 2021.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII et VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/2;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1: Er worden voor het aanslagjaar **2021** ten voordele van de gemeente Vorst, **4384** opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies;

Artikel 2: De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit;

Artikel 2 bis: De Gemeenteraad steunt de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om minstens gedurende de periode van 1 januari 2021 tot en met 30 juni 2021 deze belasting niet te innen, door de verlenging van de geldigheidsduur van de ordonnantie van 29 oktober 2020 “houdende diverse maatregelen met betrekking tot de belasting op de inrichtingen van toeristisch logies op grond van de gezondheids crisis van de COVID-19”;

Artikel 3: Dit reglement wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Hacken observe que le secteur est à l'arrêt depuis le premier confinement et propose un amendement visant à surseoir à la perception de la taxe durant le premier semestre 2021.**

**Monsieur Loewenstein dit le soutien de son groupe à cet amendement, d'autant plus que cette**

exonération est projetée par le Gouvernement.

Monsieur Quartassi rappelle l'origine régionale de cette taxe et confirme que la Région ne la percevra pas durant le premier semestre 2021. Il ajoute pour mémoire que le montant des droits constatés s'est monté en 2019 à 160.816 €. Il ajoute que le montant pour l'exercice 2020 sera évidemment bien inférieur.

Madame Plovie ne perçoit pas la nécessité de prévoir un tel amendement si le GRBC a validé ce principe.

Monsieur Hacken rappelle qu'il n'y a à ce stade rien d'officiel, ne s'agissant que d'une intention du Gouvernement, d'où l'intérêt d'approuver l'amendement.

Monsieur Loewenstein abonde dans le même sens et estime qu'il y a là un important signal politique. Monsieur Spapens propose de reformuler l'amendement dans le sens d'un soutien au Gouvernement en ce sens, ce qui rencontre l'unanimité.

De heer Hacken merkt op dat de sector sinds de eerste lockdown tot stilstand is gekomen en stelt een amendement voor om de inning van de heffing in de eerste helft van 2021 op te schorten.

De heer Loewenstein zegt dat zijn fractie dit amendement steunt, vooral omdat de vrijstelling door de Regering wordt vooropgesteld.

De heer Quartassi wijst op de gewestelijke oorsprong van de heffing en bevestigt dat het Gewest ze in de eerste helft van 2021 niet zal innen. Hij voegt er voor de goede orde aan toe dat het bedrag van de vastgestelde rechten 160.816 euro bedroeg in 2019. Hij voegt eraan toe dat het bedrag voor 2020 uiteraard veel lager zal zijn.

Mevrouw Plovie ziet de noodzaak van een dergelijk amendement niet in als de Brusselse regering het beginsel bekrachtigd heeft.

De heer Hacken herinnert de vergadering eraan dat er in dit stadium nog niets officieel is, aangezien het slechts om een voornemen van de regering gaat, vandaar het belang om het amendement goed te keuren.

De heer Loewenstein is het daarmee eens en vindt het een belangrijk politiek signaal.

De heer Spapens stelt voor het amendement te herformuleren in de zin van steun aan de regering, wat unanimiteit teweegbrengt.

---

## Comptabilité - Boekhouding

### 22 Finances - Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur - Budget 2021.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18



juillet 2002 ;

Vu le budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	7.269,12 €	8.430,88 €	15.700,00 €
DEPENSES	15.700,00 €	-	15.700,00 €

#### BALANCE

Ce résultat budgétaire est obtenu sans intervention communale pour les frais ordinaires du culte.

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2021 de la Fabrique de l'Eglise Jésus-Travailleur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

#### **Financiën - Kerkfabriek van Jezus-Arbeider - Begroting 2021.**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2021 van de Kerkfabriek van Jezus-Arbeider, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	7.269,12 €	8.430,88 €	15.700,00 €
UITGAVEN	15.700,00 €	-	15.700,00 €

#### EVENWICHT

Dit begrotingsresultaat wordt verkregen zonder gemeentelijke tussenkomst voor de gewone kosten van de eredienst;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2021 van de Kerkfabriek van Jezus-Arbeider.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### Sports - Sport

#### 23 Sports - Achat de matériels d'infrastructures sportives - Budget extra 2020 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12/11/2020 autorisant l'achat d'un abri mobile pour le Complexe sportif du Bempt et de 4 chariots de transport à destination des différentes infrastructures sportives ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est nécessaire de pouvoir disposer de chariots à roulettes pour faciliter le transport de matériels lourds ou semi-lourds au sein des infrastructures sportives communales ;

Considérant qu'il est nécessaire de pouvoir disposer d'un abri mobile pour les encadrants du complexe sportif du Bempt lors des surveillances prolongées à l'entrée du site, tenant compte notamment des conditions météorologiques et du confort de travail ;

Vu l'invitation à remettre offre envoyée par le service des Sports aux opérateurs économiques suivants :

	<b>Nom</b>	<b>Adresse</b>	<b>CP</b>	<b>Localité/Ville</b>
<b>1</b>	SPORTIMAGE	Tildonksesteenweg 180A	3020	HERENT
<b>2</b>	Supaturf Sports Belgium	BUDA STEENWEG 94	1830	MACHELEN
<b>3</b>	D&D Sport	INDUSTRIEZONE GALILEI	1120	NEDER-OVER-HEMB

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 9 novembre 2020 ;

Considérant que le délai de validité des offres est de 120 jours de calendrier et se termine le 26 janvier 2021 ;

Considérant que les trois sociétés consultées ont remis offre avant la date butoir ;

Considérant que la société SPORTIMAGE, Tildonksesteenweg180A à 3020 Herent, a remis offre selon un montant de 4.019,50 € HTVA et 4.863,60 € TVA 21% comprise ;

Considérant que la société SUPATURF SPORTS BELGIUM, Buda Steenweg 94 à Machelen, a remis offre selon un montant de 2.875,00 € HTVA et 3.478,75 € TVA 21% comprise ;

Considérant que la société D&D SPORT, Industriezone Galilei à 1120 Neder-Over-Heembeek, a remis offre selon un montant de 3.735,00 € HTVA et 4.519,35 € TVA 21% comprise ;

Considérant que, de prime abord, les trois sociétés ont remis offre de prix supérieure au budget prévu pour ces achats;

Considérant la relance pour demande de prix ré-adaptée, effectué par le Service des Sports auprès des trois sociétés ;

Considérant que seule la société SUPATURF SPORTS BELGIUM a répondu à la relance du Service des Sports pour une demande de prix ré-adaptée ;

Considérant que la nouvelle offre de prix soumise par SUPATURF SPORTS BELGIUM n'excède pas le budget imparti pour ces articles et est donc régulière ;

Vu le rapport d'examen des offres rédigé par le Service des Sports et ci-annexée ;

Considérant que le Service des Sports propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis offre régulière la plus avantageuse financièrement n'excédant pas le budget imparti, soit SUPATURF SPORTS BELGIUM, au prix de 2.473,20 € HTVA, soit 2.992,57 € TVA 21% comprise ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense seront inscrits à l'article 764/744-51/ - /26 du service extraordinaire du budget 2020 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de l'information suivante fournie par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa séance du 12/11/2020 :

Art 1 : D'approuver la description technique établie par le service des Sports et et le montant du marché estimé à 3.000,00 € TVA 21% comprise ;

Art 2 : De passer le marché par facture acceptée ;

Art 3 : De consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la facture acceptée :

	Nom	Adresse	CP	Localité/Ville
1	SPORTIMAGE	Tildonksesteenweg 180A	3020	HERENT
2	Supaturf Sports Belgium	BUDA STEENWEG 94	1830	MACHELEN

3	D&D Sport	INDUSTRIEZONE GALILEI	1120	NEDER-OVER-HEEM
---	-----------	--------------------------	------	-----------------

Art 4 : De considérer l'offre de SUPATURF SPORTS BELGIUM comme complète et régulière ;

Art 5 : D'approuver le rapport d'examen des offres déposé en annexe et rédigé par le service des Sports ;

Art 6 : D'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis offre de prix la plus avantageuse financièrement, soit SUPATURF SPORTS BELGIUM, Buda Steenweg 94 - 1830 Machelen, pour un montant HTVA de 2.473,20 €, soit 2.992,57 € TVA 21% comprise ;

Art 7 : D'inscrire la dépense de 2.992,57 € à l'article 764/744-51/ - /26 du service Extraordinaire du budget 2020 et de la financer par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Sport - Aankoop van materiaal voor sportinfrastructuur - Extra begroting 2020 - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2020 betreffende het verlenen van toestemming voor de aankoop van een mobiele schuilplaats voor het sportcomplex van de Bempt en 4 transportkarretjes voor de verschillende sportinfrastructuren;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, § 3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over wagentjes te beschikken om het transport van zwaar of halfzwaar materieel binnen de gemeentelijke sportinfrastructuren te vergemakkelijken;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over een mobiele schuilplaats te beschikken voor de begeleiders van het sportcomplex van de Bempt tijdens langdurige bewaking bij de ingang van de site, rekening houdend met de weersomstandigheden en het werkcomfort;

Gelet op het verzoek van de Sportdienst aan de volgende economische operatoren om een offerte in te dienen:

	<b>Naam</b>	<b>Adres</b>	<b>PC</b>	<b>Gemeente/Stad</b>
<b>1</b>	SPORTIMAGE	Tildonksesteenweg 180A	3020	HERENT
<b>2</b>	Supaturf Sports Belgium	Budasteenweg 94	1830	MACHELEN
<b>3</b>	D&D Sport	Industriezone Galilei	1120	NEDER-OVER-HEEM

Overwegende dat de offertes het bestuur uiterlijk op 9 november 2020 moesten bereiken;

Overwegende dat de gestanddoeningstermijn van de offertes 120 kalenderdagen bedraagt en afloopt op 26 januari 2021;

Overwegende dat de drie geraadpleegde firma's vóór de uiterste datum een offerte hebben ingediend;

Overwegende dat de firma SPORTIMAGE, Tildonksesteenweg 180A in 3020 Herent, een offerte heeft ingediend voor een bedrag van 4.019,50 € excl. btw of 4.863,60 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de firma SUPATURF SPORTS BELGIUM, Budasteenweg 94 in Machelen, een offerte heeft ingediend voor een bedrag van 2.875,00 € excl. btw of 3.478,75 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de firma D&D SPORT, Industriezone Galilei in 1120 Neder-Over-Heembeek, een offerte heeft ingediend voor een bedrag van 3.735,00 € excl. btw of 4.519,35 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de drie firma's op het eerste gezicht een prijsofferte hebben ingediend die hoger is dan het budget dat voor deze aankopen is voorzien;

Overwegende de hername voor een aangepaste prijsaanvraag, gedaan door de Sportdienst aan de drie firma's;

Overwegende dat alleen het bedrijf SUPATURF SPORTS BELGIUM heeft gereageerd op de hername van de Sportdienst voor een aangepaste prijsaanvraag;

Overwegende dat de nieuwe prijsofferte van SUPATURF SPORTS BELGIUM niet hoger is dan het budget dat voor deze artikelen is uitgetrokken, en dus regelmatig is;

Gelet op het verslag van nazicht van de offertes dat door de Sportdienst is opgesteld en in bijlage is opgenomen;

Overwegende dat de Sportdienst, rekening houdend met de voornoemde elementen, voorstelt om deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de financieel voordeligste offerte heeft ingediend die het toegewezen budget niet overschrijft, zijnde SUPATURF SPORTS BELGIUM, voor een bedrag van 2.473,20 € excl. btw of 2.992,57 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave ingeschreven worden op artikel 764/744-51/-/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de volgende informatie gegeven door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12 november 2020:

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving opgesteld door de Sportdienst en het bedrag van de opdracht geraamd op 3.000,00 € 21% btw inbegrepen;

Art 2: De opdracht te gunnen via aanvaarde factuur;

Art 3: De volgende economische operatoren te raadplegen in het kader van de aanvaarde factuur:

	Naam	Adres	PC	Gemeente/Stad
1	SPORTIMAGE	Tildonksesteenweg 180A	3020	HERENT
2	Supaturf Sports Belgium	Budasteenweg 94	1830	MACHELEN
3	D&D Sport	Industriezone Galilei	1120	NEDER-OVER-HEEM

Art 4: De offerte van SUPATURF SPORTS BELGIUM als volledig en regelmatig te beschouwen;

Art 5: Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes in bijlage opgesteld door de Sportdienst;

Art 6: Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de financieel voordeligste offerte heeft ingediend, zijnde SUPATURF SPORTS BELGIUM, Budasteenweg 94 - 1830 Machelen, voor een bedrag van 2.473,20 € excl. btw of 2.992,57 € 21% btw inbegrepen;

Art 7: De uitgave van 2.992,57 € in te schrijven op artikel 764/744-51/-/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en ze te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*11 annexes / 11 bijlagen*

---

## 24 Sports - Décapage du revêtement de la grande salle du Hall Sportif Van Volxem - Budget extra 2020 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22/10/2020 autorisant la mise en chantier du revêtement de la grande salle du Hall Van Volxem pour son décapage, son retraçage et son vernissage ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la Loi du 17 Juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et de ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et

ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'état du revêtement de la grande salle du Hall sportif Van Volxem, amoindri en sa qualité et sa texture par cause d'usure et de plus en plus glissante malgré le nettoyage intensif tant en interne que par le biais d'une société privée ;

Vu les risques d'accidents y liés dans le chef de ses utilisateurs réguliers (écoles, asbl's, clubs, enfants, adultes, seniors, etc...) ;

Vu la nécessité de procéder à cette réfection pour des buts de pérennité et d'exigence liés à la qualité des infrastructures et la sécurisation des utilisateurs ;

Vu le manque actuel d'infrastructures indoor (fermeture Primeurs) et le besoin de préserver au maximum et sur le plus long terme l'état du Hall sportif Van Volxem ;

Considérant la demande de prix effectué par mail à la date du 13 juillet 2020 auprès de 3 sociétés distinctes :

- Rova sprl : Rue Auguste De Boeck 68/a, 1140 Evere
- Supaturf Sports Belgium : Buda Steenweg 94 à 1830 Machelen
- Technichem : Rue de Fontenelle 25, 6240 Farciennes

Considérant le cahier de charges transmis auxdites sociétés de la façon suivante :

- *Processus de décapage du revêtement de la grande salle de sport du Hall Sportif Van Volxem d'une superficie de 588 m<sup>2</sup>, situé à 1190 Forest, à réaliser en plusieurs phases et à achever avant le 15 août 2020 :*
- *Phase 1 : nettoyage et ponçage de la couche supérieure par une profondeur de 3mm + ponçage des anciennes lignes de délimitation par discipline (basket-ball, badminton, hand-ball, futsal).*
- *Phase 2 : dépôt d'une couche de fond pour sol en linoléum, de haute qualité (produit uréthane-acrylate)*
- *Phase 3 : re-marquage des lignes de délimitation par sport (à jour des normes officielles actuelles) par procédé de peinture adapté au tracé de terrain par discipline (rouge pour le basketball/normes basket « bucket » ; bleu pour le badminton ; blanc pour le volley-ball : en noir pour le futsal) et par usage de peinture professionnelle de haute qualité et résistante sur le long terme en termes de marquage*
- *Phase 4 : double application de vernis de protection industriel pour revêtement sportif, de haute qualité professionnelle et garantissant un état de maintien globale de long terme*

*Avant l'envoi du devis, nous invitons à une visite de terrain sur rdv par mail (utiliser cette adresse) et nous demandons l'envoi de l'offre de prix avant le 21 juillet pour une début d'intervention entre le 28 juillet et le 1er août 2020.*

*Une fois la société mandatée en concertation avec les services habilités, il sera prévu par nos soins :*

- *Une mise à disposition et un accès total des lieux*
- *La réservation d'une zone de parking de 10m minimum (+ si nécessaire) devant le Hall sportif*

*durant toute la durée de l'ouvrage*

- *Un état des lieux contradictoire avant les travaux*

**REMARQUE IMPORTANTE :**

*Le présent marché est soumis aux dispositions suivantes :*

*Article 92 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics*

*Articles 6, 7 et 124 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques*

*En application de l'article 6§5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché :  
13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95.*

Considérant que seule la société Supaturf Sports Belgium, sise Chaussée de Buda Steenweg, 94 à 1830 Machelen, a répondu à notre demande et procédé à la visite des lieux à la date du 14 juillet 2020 ;

Considérant le devis transmis par la société Supaturf et répondant complètement au cahier de charges initial, d'un montant de 24.978,03 € TVA comprise (voir copie mail et devis en annexe actualisés à la date du 13 octobre 2020) ;

DECIDE :

De prendre connaissance de l'information suivante fournie par le Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa séance du 22/10/2020 :

- D'approuver le cahier de charges tel que décrit ci-dessus et établi par le Service des Sports, le montant estimé s'élevant à 24.978,03 € (TVA comprises) ;
- De sélectionner le soumissionnaire Supaturf Sports Belgium comme répondant unique et dont l'offre de prix et de service correspond au cahier de charges initial développé par le Service des Sports ;
- D'inscrire la dépense de 24.978,03 € à l'article budgétaire 764/724-60/-/26 du service extraordinaire du budget 2020 et de la financer par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Sport - Afschrapen en beitsen van de sportvloer in de grote zaal van sporthal Van Volxem - Extra begroting 2020 - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 oktober 2020 tot verlening van toelating om werken uit te voeren aan de vloerbekleding van de grote zaal van de Sporthal Van Volxem, meer bepaald het afschrapen, aanbrengen van belijning en een laklaag;



Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, § 3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de staat van de vloer van de grote zaal van de Sporthal Van Volxem, die in kwaliteit is afgenomen door slijtage en steeds gladder is geworden ondanks intensieve schoonmaak, zowel intern als door een privéfirma;

Gelet op de risico's op ongelukken die regelmatige gebruikers lopen (scholen, verenigingen, clubs, kinderen, volwassenen, senioren, ...);

Gelet op de noodzaak om deze renovatie uit te voeren met het oog op duurzaamheid en de eisen met betrekking tot de kwaliteit van de infrastructuur en de veiligheid van de gebruikers;

Gelet op het huidige gebrek aan binneninfrastructuur (sluiting sportzaal Vroege Groenten) en de noodzaak om de Sporthal Van Volxem zo goed mogelijk en zo lang mogelijk te behouden;

Overwegende de offerteaanvraag die op 13 juli 2020 naar 3 verschillende firma's werd gemaild:

- Rova sprl: August De Boeckstraat 68 - 1140 Evere
- Supaturf Sports Belgium: Budasteenweg 94 - 1830 Machelen
- Technichem: Rue de Fontenelle 25 - 6240 Farcennes

Overwegende het bestek dat als volgt aan de genoemde firma's werd overgemaakt:

*Het afschrapen van de vloerbekleding in de grote zaal van de Sporthal Van Volxem, met een oppervlakte van 588 m<sup>2</sup>, gelegen in 1190 Vorst, in verschillende fasen uit te voeren en af te ronden vóór 15 augustus 2020:*

- *Fase 1: reinigen en schuren van de toplaag tot een diepte van 3 mm + afschuren van de oude belijning per sportdiscipline (basketbal, badminton, handbal, futsal);*
- *Fase 2: aanbrengen van een primer voor linoleumvloeren van hoge kwaliteit (urethaanacrylaatproduct);*
- *Fase 3: aanbrengen van nieuwe belijning per sport (volgens de huidige officiële normen) via een schilderprocédé aangepast aan het terrein per discipline (rood voor basketbal ('bucket' normen); blauw voor badminton; wit voor volleybal; zwart voor futsal) en met hoogwaardige professionele verf met langdurige weerstand op het vlak van markering;*
- *Fase 4: aanbrengen van een dubbele laag industriële beschermende lak voor sportcoatings, van hoge professionele kwaliteit, wat een langdurige bescherming waarborgt.*

*Alvorens een offerte in te dienen, nodigen wij uit voor een plaatsbezoek, op afspraak per e-mail (dit adres gebruiken) en wij vragen de prijsofferte vóór 21 juli in te sturen, met het oog op een aanvang van de werkzaamheden tussen 28 juli en 1 augustus 2020.*

*Zodra de firma is gemandateerd in overleg met de bevoegde diensten, bieden wij het volgende:*

- *Beschikbaarheid en volledige toegang tot de lokalen*
- *Reservatie van een parkeerplaats van minstens 10 m (groter indien nodig) voor de Sporthal, de hele duur van de werkzaamheden.*
- *Een tegensprekelijke plaatsbeschrijving vóór de werkzaamheden*

**BELANGRIJKE OPMERKING:**

*Deze opdracht is onderworpen aan volgende bepalingen:*

*Artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten*

*Artikelen 6, 7 en 124 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren*

*In toepassing van artikel 6, §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en van de concessies voor openbare werken, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, zijn de volgende artikelen van toepassing op deze opdracht:*

*13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 95.*

Overwegende dat enkel de firma Supaturf Sports Belgium, Budasteenweg 94 in 1830 Machelen, heeft geantwoord op onze vraag en een plaatsbezoek heeft verricht op 14 juli 2020;

Overwegende de prijsopgave ingediend door de firma Supaturf, die volledig beantwoordt aan het oorspronkelijke bestek, voor een bedrag van 24.978,03 € btw inbegrepen (zie kopie mail en prijsopgave als bijlage, bijgewerkt op 13 oktober 2020);

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de volgende informatie gegeven door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 oktober 2020:

- Goedkeuring te verlenen aan het bestek zoals hierboven beschreven en opgesteld door de Sportdienst, voor een geraamd bedrag van 24.978,03 € (btw inbegrepen);
- De inschrijver Supaturf Sports Belgium te selecteren omdat deze de enige respondent is en de prijsopgave en het dienstvoorstel beantwoorden aan het oorspronkelijke bestek opgesteld door de Sportdienst;
- De uitgave van 24.978,03 € in te schrijven op begrotingsartikel 764/724-60/-/26 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en ze te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## Logistique - Logistiek

### 25 **Logistique - Collaboration entre la Commune de Forest et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché conjoint de conseil en assurances - Approbation de la convention de collaboration.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 selon laquelle " Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal (...)" ;

Vu la loi relative aux marchés publics du 17 juin 2016 et en particulier l'article 48 ("Marché conjoints occasionnels") ;

Considérant que l'actuel marché public-conjoint de services d'assurances de la Commune et du CPAS arrive à échéance le 31 décembre 2021 ;

Considérant que ni la Commune ni le CPAS ne disposent des compétences suffisantes pour l'analyse de leur portefeuille d'assurances respectif, et qu'il est dès lors proposé de confier à un bureau extérieur l'analyse des portefeuilles d'assurances de la Commune et du CPAS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 novembre 2020 décidant :

- Art 1 : D'avoir recours à un auteur de projet chargé notamment dans un premier temps d'éclairer la Commune sur l'opportunité de passer un marché conjoint d'assurance ou deux marchés, à savoir un pour la Commune et un autre pour le CPAS ;
- Art 2 : De formaliser la collaboration entre la Commune et celui-ci pour la passation du marché relatif à la désignation du marché conseiller en assurances ;

Considérant qu'il est dès lors proposé l'établissement d'une convention entre la Commune de Forest et le CPAS de Forest en vue de régler toutes les modalités de la collaboration entre ces deux institutions ;

Considérant que la réalisation de l'objet de la convention passe par 5 phases, dont deux sont optionnelles:

- Phase 1 : Analyse des portefeuilles d'assurance respectifs et rédaction d'une note permettant au Collège des Bourgmestre et échevins de se prononcer en toute connaissance de cause sur la formule retenue (un marché conjoint ou deux marchés distincts) ;
- Phase 2. Lancement du ou des marché(s) public(s) d'assurances et analyse ;
- Phase 3 : Attribution du marché par la Commune (et le CPAS, le cas échéant) ;
- Phase 4 : Rédaction du Vade-mecum synthétisant lot par lot les conditions auxquelles ces derniers ont été attribués en vue de faciliter le travail des services bénéficiant de ces polices d'assurance (optionnel) ;
- Phase 5 : Assistance durant l'exécution du (des) marché(s) public(s) d'assurance (optionnel) ;

Considérant que cette convention de collaboration figure en annexe de cette délibération ;

DECIDE :

D'approuver la « Convention relative à la collaboration entre la Commune de Forest et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché-conjoint de conseil en assurances ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Logistiek - Samenwerking tussen de Gemeente Vorst en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke adviesopdracht inzake verzekeringen - Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name artikel 117 dat stipuleert “De raad regelt alles wat van gemeentelijk belang is (...)”;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 48 (“Occasionele gezamenlijke opdrachten”);

Overwegende dat de huidige gezamenlijke overheidsopdracht inzake verzekeringsdiensten van de Gemeente en het OCMW op 31 december 2021 ten einde loopt;

Overwegende dat noch de Gemeente, noch het OCMW over voldoende competenties beschikken om hun respectieve verzekeringsportefeuille te analyseren en dat bijgevolg voorgesteld wordt de analyse van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente en het OCMW aan een extern bureau toe te vertrouwen;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2020 die beslist:

- Art. 1: Een beroep te doen op een ontwerper die met name in eerste instantie belast is met de verduidelijking aan de Gemeente van de mogelijkheid om een gezamenlijke opdracht of twee opdrachten inzake verzekeringen te plaatsen, te weten één voor de Gemeente en een andere voor het OCMW;
- Art. 2: De samenwerking tussen de Gemeente en deze laatste te formaliseren voor de plaatsing van de opdracht betreffende de aanduiding van de adviesopdracht inzake verzekeringen;

Overwegende dat bijgevolg voorgesteld wordt een overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en het OCMW van Vorst op te stellen teneinde alle samenwerkingsmodaliteiten tussen deze beide instellingen te bepalen;

Overwegende dat de uitvoering van het voorwerp van de overeenkomst gebeurt via 5 fasen, waarvan er twee optioneel zijn:

- Fase 1: Analyse van de respectieve verzekeringsportefeuilles en opstelling van een nota waardoor het College van Burgemeester en Schepenen zich met kennis van zaken kan uitspreken over de aangenomen formule (een gezamenlijke opdracht of twee aparte opdrachten);
- Fase 2: Lancering van de overheidsopdracht(en) inzake verzekeringen en analyse;
- Fase 3: Gunning van de opdracht door de Gemeente (en in voorkomend geval het OCMW);
- Fase 4: Opstelling van het vademecum dat perceel per perceel de voorwaarden samenvat waartegen deze laatste werden gegund om het werk van de diensten die gebruikmaken van deze verzekeringen te vergemakkelijken (optioneel);
- Fase 5: Bijstand tijdens de uitvoering van de overheidsopdracht(en) inzake verzekeringen (optioneel);

Overwegende dat deze samenwerkingsovereenkomst als bijlage bij deze beraadslaging is gevoegd;

BESLIST:

De “Overeenkomst betreffende de samenwerking tussen de Gemeente Vorst en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke adviesopdracht inzake verzekeringen” goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting**

#### **26 Propriétés communales – Bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 402 - Convention d’occupation précaire avec l’asbl Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés - Avenant 02 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision prise le 10 septembre 2019 autorisant l’asbl Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, à occuper le bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 402 ;

Vu les termes de la convention signée le 04 novembre 2019 entre la commune et cette asbl ;

Vu les termes de l’avenant 01 conclu par la commune et cette asbl, approuvés en séance du Conseil communal du 17 novembre 2020 et modifiant certains éléments repris dans la convention de base, à savoir :

1. De ne pas limiter la période d’occupation au 31 octobre 2020 (article 2) mais de la prolonger jusqu’au plus tard le début des travaux envisagés dans l’immeuble (probablement automne 2022), mais de laisser néanmoins un préavis de 3 semaines pour y mettre fin sans indemnité ;
2. L’asbl reprendra à son nom les compteurs d’électricité et de gaz des parties qu’elle occupe (article 4) et supportera tous les frais des consommations y afférentes ; par contre, le coût de la consommation d’eau réelle sera réclamée annuellement par la commune à l’asbl ;
3. L’asbl pourra utiliser la porte arrière donnant dans la cour pour accéder au bâtiment (article 5) ;

Vu sa décision du 10 octobre 2019 de revoir sa décision du 07 juillet 2019, portant approbation des termes de la convention conclue entre le Service Public Régional Bruxellois et la commune de Forest concernant la mise à disposition via une convention d’occupation à titre précaire du bien régional sis à Forest, avenue Van Volxem 400-402 (tous les bâtiments sauf un appartement du 402 avenue Van Volxem) ;

Vu sa décision du 17 novembre 2020 portant approbation de l’avenant 01 conclu par le Service Public Régional Bruxellois et la commune de Forest afin que cette dernière puisse bénéficier d’un espace supplémentaire au sein de la maison de maître (avenue Van Volxem 402), soit un appartement acquis par la Région en date du 10 juillet 2020 ;

Vu le projet d’avenant 02 à la convention initiale du 04 novembre 2019 par lequel la commune de Forest permet à l’asbl Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés de bénéficier de l’appartement décrit ci-avant ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Que la convention conclue le 04 novembre 2019 entre la commune de Forest et l'asbl Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés, pour l'occupation du bâtiment sis à Forest, avenue Van Volxem 402, soit modifiée de façon à ce que l'asbl puisse occuper, toujours aux mêmes conditions, l'appartement sis dans ledit bâtiment

A cet effet, d'approuver les termes de l'avenant 02, joint au dossier ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de l'avenant 02.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Gemeente-eigendommen – Gebouw gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 402 – Tijdelijke gebruiksovereenkomst met de vzw Burgerplatform voor Steun aan Vluchtelingen – Bijvoegsel 02 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing d.d. 10 september 2019 om de vzw Burgerplatform voor Steun aan Vluchtelingen toe te laten het gebouw gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 402, te gebruiken;

Gelet op de bepalingen van de op 04 november 2019 door de gemeente en deze vzw ondertekende overeenkomst;

Gelet op de door de Gemeenteraad van 17 november 2020 goedgekeurde bepalingen van het door de gemeente en deze vzw gesloten bijvoegsel 01, dat sommige in de basisovereenkomst opgenomen elementen wijzigt, nl.:

1. De gebruikperiode niet te beperken tot 31 oktober 2020 (artikel 2), maar ze te verlengen tot ten laatste wanneer de voorziene werken aan het gebouw zullen aanvatten (waarschijnlijk herfst 2022), maar toch met behoud van een vooropzeg van 3 weken om er een einde aan te maken zonder vergoeding;
2. De vzw zal de elektriciteits- en gasmeters voor de door haar gebruikte gedeelten (artikel 4) op haar naam overnemen en zal alle daarmee verband houdende verbruikskosten dragen; daartegenover zullen de reële waterverbruikskosten door de gemeente jaarlijks teruggevorderd worden van de vzw;
3. De vzw zal de achterste deur, die uit geeft op de koer, als toegang tot het gebouw mogen gebruiken (artikel 5);

Gelet op zijn beslissing d.d. 10 oktober 2019 ter herziening van zijn beslissing d.d. 07 juli 2019 houdende goedkeuring van de bepalingen van de overeenkomst gesloten tussen de Brusselse Gewestelijke Overheidsdienst en de gemeente Vorst aangaande het ter beschikking stellen d.m.v. een tijdelijke gebruiksovereenkomst voor het gewestelijk goed gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 400-402 (alle gebouwen behalve een appartement van de Van Volxemlaan 402);

Gelet op zijn beslissing d.d. 17 november 2020 houdende goedkeuring van bijvoegsel 01, gesloten door de Brusselse Gewestelijke Overheidsdienst en de gemeente Vorst, zodat deze laatste kan genieten van een

bijkomende ruimte in het herenhuis (Van Volxemlaan 402), zijnde een door het Gewest op 10 juli 2020 aangeschaft appartement;

Gelet op het ontwerp van bijvoegsel 02 bij de oorspronkelijke overeenkomst d.d. 04 november 2019, waarbij de gemeente Vorst de vzw Burgerplatform voor Steun aan Vluchtelingen toestaat om van het hiervoor omschreven appartement te genieten;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST :**

Dat de op 04 november 2019 door de gemeente Vorst met de vzw Burgerplatform voor Steun aan Vluchtelingen gesloten overeenkomst voor het gebruik van het gebouw gelegen te Vorst, Van Volxemlaan 402, zodanig gewijzigd wordt dat de vzw het appartement gelegen in betreffend gebouw, steeds aan dezelfde voorwaarden, kan gebruiken;

De bepalingen van het bij het dossier gevoegde bijvoegsel 02 te dien einde goed te keuren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te machtigen om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van bijvoegsel 02.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

## **Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken**

### **27 Marchés Publics – 2018-T-047 - Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity) - Approbation de l'avenant 1 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 15% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26 septembre 2019 relative à l'attribution du marché "Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity)" à THV BAM Contractors - Galère, Antoon Van Osslaan 1 bus 2 à 1120 Brussel (Neder-Over-Heembeek) pour le montant d'offre contrôlé et corrigé de 9.862.285,83 € hors TVA ou 10.454.022,98 € , 6% TVA comprise soit € **11.499.425,28 TTC** ;

Considérant que dans le cadre du marché « 2018-T-047 - Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity)», la motivation à l'avenant 1 est la suivante :

*Considérant qu'un contrôle de la stabilité des ouvrages par un bureau d'étude externe est exigé par Infrabel durant le chantier ;*

*Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :*

<i>Travaux supplémentaires</i>	<i>+ €48.361,45</i>
<i>Total HTVA</i>	<i>= €48.361,45</i>
<i>TVA</i>	<i>+ €2.901,69</i>
<b><i>TOTAL</i></b>	<b><i>= €51.263,14 ;</i></b>

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 0,60% (0,60% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 9.910.647,28 € hors TVA ou 10.505.286,12 €, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 05 novembre 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché « 2018-T-047 - Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity)», pour un montant total en plus de 48.361,45 € HTVA ou 51.263,14 €, 6% TVA comprise, d'inscrire la dépense à l'article 7202/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7);

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 05 novembre 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché « 2018-T-047 - Ecole "De Puzzel": construction d'une nouvelle école (site Divercity)», pour un montant total en plus de 48.361,45 € HTVA ou 51.263,14 €, 6% TVA comprise, d'inscrire la dépense à l'article 7202/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2018-T-047 - School 'De Puzzel': bouw van een nieuwe school (site Divercity) - Goedkeuring van aanhangsel 1 - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;



Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 ("de minimis"-regel (wijziging < 15% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < drempels EU));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 september betreffende de gunning van de opdracht "School 'De Puzzel': bouw van een nieuwe school (site Divercity)" aan THV BAM Contractors - Galère, Antoon Van Osslaan 1 bus 2 te 1120 Brussel (Neder-Over-Heembeek) voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van 9.862.285,83 € excl. btw of 10.454.022,98 €, 6% btw inbegrepen of **11.499.425,28 € alle taksen inbegrepen**;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "2018-T-047 - School 'De Puzzel': bouw van een nieuwe school (site Divercity)", de motivering bij aanhangsel 1 als volgt luidt:

*Overwegende dat Infrabel een controle van de stabiliteit van de bouwwerken door een extern studiebureau eist tijdens de werken;*

*Overwegende dat het, tijdens de uitvoering van de opdracht, noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:*

<i>Aanvullende werken</i>	+ 48.361,45 €
<i>Totaal excl. btw</i>	= 48.361,45 €
<i>Btw</i>	+ 2.901,69 €
<b>TOTAAL</b>	<b>= 51.263,14 €;</b>

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 0,60% overschrijdt (0,60% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 9.910.647,28 € excl. btw of 10.505.286,12 €, 6% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2018-T-047 - School 'De Puzzel': bouw van een nieuwe school (site Divercity)", voor een totaal bijkomend bedrag van 48.361,45 € excl. btw of 51.263,14 €, 6% btw inbegrepen, de uitgave te boeken op artikel 7202/722-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 6-7);

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 bij de opdracht "2018-T-047 - School 'De Puzzel': bouw van een nieuwe school (site Divercity)" voor een totaal bijkomend bedrag van 48.361,45 € excl. btw of 51.263,14 €, 6% btw inbegrepen, de uitgave te boeken op artikel 7202/722-60/64 van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2020 (BW 6-7).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

---

28 **Marchés publics – 2019-S-003 - Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2019-2021) – Mise en œuvre d'une mesure d'office : résiliation unilatérale en vertu de l'article 47 de l'AR du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas, à l'époque de l'attribution de ce marché, le seuil de € 144.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 44 et 47 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 mars 2019 d'attribuer le marché "Entretien et dépannage des installations de chauffage, ventilation, dispositifs photovoltaïques, de production d'eau chaude sanitaire et de climatisation, ainsi que de la réparation et le remplacement des pièces de rechange dans des logements communaux et les prestations des actes de l'arrêté chauffage PEB (2019-2021)" au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit Arlex Engineering sprl, Rue des Merlettes 17 à 1495 Villers-La-Ville, pour le montant d'offre contrôlé de € 31.611,00 hors TVA ou € 33.507,66, 6% TVA comprise pour les 3 années du marché, soit un montant annuel de € 10.537,00 hors TVA ou 11.169,22, 6% TVA comprise.

Considérant qu'à défaut de se conformer aux ordres et avertissements d'adjudicateur, l'adjudicataire a dû être considéré comme étant en défaut d'exécution du marché, conformément aux modalités de l'article 44 de l'AR du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics car les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché, ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

Considérant qu'en application de l'article 44 de l'AR du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics plusieurs procès-verbaux de manquement ont été établis et transmis à l'adjudicataire défaillant ;

Considérant que l'historique des constatations de ces manquements établis par le technicien en charge du

dossier est le suivant :

*Une mise en demeure a été adressée à l'entreprise (copie ci-jointe) le 11/06/2020 les mettant en demeure de procéder en 2020 aux entretiens des installations concernées conformément au cahier spécial des charges.*

*Suite à ce courrier l'entreprise Arlex a demandé une réunion avec le bourgmestre et portant sur les 3 marchés de maintenance en cours avec leur entreprise.*

*Cette réunion s'est déroulée le 30 juin et à débouché, en ce qui concerne ce marché, sur une série de visio-conférences début septembre afin d'établir avec l'entreprise un planning des prestations à prévoir cette année-ci et en 2021.*

*Il est à noter que l'ensemble des factures émises par l'entreprise pour le présent marché ont été payées.*

*Une version quasi finalisée d'un planning (quelques dates restant encore à préciser) nous a été transmis par mail le 21/09/2020 et approuvée le même jour.*

*Dans les jours qui ont suivis, plusieurs mails de l'entreprise Arlex nous sont parvenus afin de nous signaler qu'ils suspendaient les prestations prévues, y compris pour ce marché, tant qu'ils n'avaient pas reçus les paiements des dernières factures litigieuses (toujours en attente de notes de crédit) et qui pourtant portent sur deux autres marchés (dont l'un se terminait fin 2018). Il n'y a donc aucun élément litigieux au niveau "facture" pour ce marché et nous avons marqué notre accord sur d'une part leur planning et d'autre part la qualité et nature des prestations à réaliser (suivant leur proposition).*

*Le début des prestations suivant leur planning du 21/09 pour les bâtiments concernés par le marché 2019-S-003 était prévu le 27/10/2020.*

*Suite à leurs différents mails, une mise en demeure et un PV de défaut d'exécution leur ont été adressés le 26/10/2020. Le PV de défaut d'exécution reprend l'ensemble des manquements constatés pour les prestations 2019 et 2020.*

*Nous avons reçu par mail, le 30/10/2020, leur réponse à nos derniers courriers.*

*En ce qui concerne spécifiquement le marché 2019-S-003, aucune justification n'est apportée dans leur courrier quant à leurs manquements qu'ils qualifient simplement de « prétendus manquements » et « soi-disant problèmes » mais n'apportent aucun élément de réponse ou justificatif en regard des prestations mentionnées et non exécutés (aucun document et rapport remis pour ces prestations non exécutées).*

*Aucune des prestations prévues au planning approuvé et devant débiter le 27/10/2020 n'ont eu lieu à ce jour, sans autre forme de justification.*

Considérant qu'il est dès lors proposé de mettre en œuvre une mesure d'office, à savoir la résiliation unilatérale du marché, en vertu de l'article 47 de l'AR du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestres et échevins du 19 novembre 2020, de mettre en œuvre une mesure d'office, à savoir la résiliation unilatérale du marché, en vertu de l'article 47 de l'AR du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2019-S-003 - Onderhoud en depannage van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de herstelling en vervanging van wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2019-2021) – Uitvoering van een maatregel van ambtswege: eenzijdige verbreking krachtens artikel 47 van het KB van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1<sup>o</sup> a (de goed te keuren uitgave excl. btw is, op het moment van de gunning van deze opdracht, lager dan de drempel van € 144.000,00);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 44 en 47;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1<sup>o</sup>;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 maart 2019 om de opdracht “Onderhoud en depannage van de verwarmingsinstallaties, ventilatiesysteem, fotovoltaïsche installaties, systemen voor productie van sanitair warm water en klimaatregeling, evenals de herstelling en vervanging van wisselstukken in gemeentelijke woningen en de werkzaamheden van het besluit EPB verwarming (2019-2021)” te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs) heeft ingediend, zijnde Arlex Engineering sprl, Rue des Merlettes 17 te 1495 Villers-La-Ville, voor het gecontroleerde offertebedrag van € 31.611,00 excl. btw of € 33.507,66, 6% btw inbegrepen voor de 3 jaar van de opdracht, hetzij een jaarlijks bedrag van € 10.537,00 excl. btw of 11.169,22, 6% btw inbegrepen.

Overwegende dat indien de opdrachtnemer zich niet schikt naar de bevelen en waarschuwingen van de aanbesteder, hij geacht werd in gebreke te zijn voor de uitvoering van de opdracht, overeenkomstig de modaliteiten van artikel 44 van het KB van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, want de prestaties zijn niet uitgevoerd volgens de voorwaarden bepaald in de opdrachtdocumenten, vorderen niet zo dat zij op de vastgestelde data volledig kunnen worden voltooid;

Overwegende dat in toepassing van artikel 44 van het KB van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten verschillende processen-verbaal van tekortkoming werden opgesteld en werden overgemaakt aan de in gebreke gebleven opdrachtnemer;

Overwegende dat de historiek van de vaststellingen van deze tekortkomingen opgesteld door de technicus belast met het dossier de volgende is:

*Op 11/06/2020 werd een ingebrekestelling verzonden naar het bedrijf (kopie in de bijlage) waarbij het in gebreke werd gesteld om in 2020 over te gaan tot het onderhoud van de betrokken installaties overeenkomstig het bijzonder bestek.*

*Naar aanleiding van deze brief heeft het bedrijf Arlex een vergadering gevraagd met de burgemeester over de 3 lopende onderhoudsopdrachten met hun bedrijf.*

*Deze vergadering vond plaats op 30 juni en gaf, wat deze opdracht betreft, aanleiding tot een reeks videoconferenties begin september om met het bedrijf een planning op te stellen van de te voorziene prestaties dit jaar en in 2021.*

*Er moet worden opgemerkt dat alle facturen uitgegeven door het bedrijf voor onderhavige opdracht werden betaald.*

*Er werd ons een bijna voltooide versie van een planning (enkele data moesten nog worden gespecificeerd) overgemaakt via e-mail op 21/09/2020 die dezelfde dag werd goedgekeurd.*

*In de daaropvolgende dagen werden ons verschillende e-mails van het bedrijf Arlex overgemaakt om ons te melden dat ze de voorziene prestaties opschortten, met inbegrip van de prestaties voor deze opdracht, zolang ze de betalingen van de laatste betwiste facturen (nog steeds in afwachting van creditnota's) niet hadden ontvangen die evenwel betrekking hadden op twee andere opdrachten (waarvan er een eind 2018 afliep). Er is dus geen enkel geschil i.v.m. de facturen voor deze opdracht en we hebben onze goedkeuring gegeven voor enerzijds hun planning en anderzijds de kwaliteit en de aard van de uit te voeren prestaties (volgens hun voorstel).*

*Volgens hun planning van 21/09 was de aanvang van de prestaties voor de gebouwen waarop opdracht 2019-S-003 betrekking heeft voorzien op 27/10/2020.*

*Naar aanleiding van hun verschillende e-mails werd er op 26/10/2020 een ingebrekestelling en een pv van uitvoeringsgebrek naar hen verzonden. Het pv van uitvoeringsgebrek vermeldt alle tekortkomingen vastgesteld voor de prestaties in 2019 en 2020.*

*Op 30/10/2020 hebben we via e-mail hun reactie op onze laatste brieven ontvangen.*

*Wat specifiek de opdracht 2019-S-003 betreft, wordt er in hun brief geen enkele verantwoording gegeven voor de tekortkomingen die ze gewoon bestempelen als “vermeende tekortkomingen” en “zogenaamde problemen”, er wordt geen enkel antwoord of geen enkele rechtvaardiging gegeven in het licht van de vermelde en niet-uitgevoerde prestaties (er is geen enkel document of verslag overgemaakt voor deze niet-uitgevoerde prestaties).*

*Geen enkele van de prestaties voorzien in de goedgekeurde planning die moesten aanvangen op 27/10/2020 heeft tot dusver plaatsgevonden, zonder andere vorm van rechtvaardiging.*

*Overwegende dat bijgevolg voorgesteld wordt een maatregel van ambtswege uit te voeren, namelijk de eenzijdige verbreking van de opdracht, krachtens artikel 47 van het KB van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;*

**BESLIST**

**Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 november**

2020 om een maatregel van ambtswege uit te voeren, namelijk de eenzijdige verbreking van de opdracht, krachtens artikel 47 van het KB van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

29 **Marchés publics – 2020-T-020 - Aménagements de sécurité - programme 2020 (3 lots) - Révision du montant de l'estimation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 15 septembre 2020 relative à l'approbation des conditions, de l'estimation et du mode de passation du marché « 2020-T-020 - Aménagements de sécurité - programme 2020 (3 lots) » ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

\* Lot 1 (Réaménagement des abords des écoles (divers lieux)), estimé à € 200.687,45 hors TVA ou € 242.831,82 21% TVA comprise, € 267.115,00 TVA et révision comprises ;

\* Lot 2 (Rue Meyerbeer), estimé à € 111.570,25 hors TVA ou € 135.000,00, 21% TVA comprise ;

\* Lot 3 (Rue du Mystère), estimé à € 24.793,39 hors TVA ou € 30.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 432.115,00 TTC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que pour pouvoir attribuer le marché, il y a lieu de revoir la décision du Conseil communal du 15 septembre 2020 quant au montant de l'estimation et de le porter à 429.671,00 € TTC :

\* Lot 1 (Réaménagement des abords des écoles (divers lieux)), estimé à € 234.000,00 hors TVA ou € 283.140,00 21% TVA comprise, ou € 311.454,00 TVA et révision comprises ;

\* Lot 2 (Rue Meyerbeer), estimé à € 93.000,00 hors TVA ou € 112.530,00, 21% TVA comprise ;

\* Lot 3 (Rue du Mystère), estimé à € 4.700,00 hors TVA ou € 5.687,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de la Région de Bruxelles-Capitale s'élevant à € 432.115,00 (article de recette : 421/665-52/30).

DECIDE:

Art 1 : De revoir la décision du Conseil communal du 15 septembre 2020 quant au montant de l'estimation et de le porter à 429.671,00 € TTC :

\* Lot 1 (Réaménagement des abords des écoles (divers lieux)), estimé à € 234.000,00 hors TVA ou € 283.140,00 21% TVA comprise, ou € 311.454,00 TVA et révision comprises ;

\* Lot 2 (Rue Meyerbeer), estimé à € 93.000,00 hors TVA ou € 112.530,00, 21% TVA comprise ;

\* Lot 3 (Rue du Mystère), estimé à € 4.700,00 hors TVA ou € 5.687,00, 21% TVA comprise ;

Art 2 : D'inscrire la dépense à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et de la financer par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de € 432.115,00 (article de recette : 421/665-52/30).

Art 3 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Overheidsopdrachten - 2020-T-020 - Veiligheidsvoorzieningen - programma 2020 (3 percelen) - Herziening van het bedrag van de raming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van € 750.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 september 2020 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de raming en van de gunnigswijze van de opdracht "2020-T-020 - Veiligheidsvoorzieningen - programma 2020 (3 percelen)";

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

\* Perceel 1 (Herinrichten van schoolomgevingen (diverse plaatsen)), raming: € 200.687,45 excl. btw of € 242.831,82 incl. 21% btw of € 267.115,00 btw en herziening inbegrepen;

\* Perceel 2 (Meyerbeerstraat), raming: € 111.570,25 excl. btw of € 135.000,00 incl. 21% btw;

\* Perceel 3 (Mysteriestraat), raming: € 24.793,39 excl. btw of € 30.000,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 432.115,00 alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat om de opdracht te kunnen toewijzen, het aangewezen is de beslissing van de Gemeenteraad van 15 september 2020 inzake het bedrag van de raming te herzien en het te brengen op 429.671,00 € alle belastingen inbegrepen:

\* Perceel 1 (Herinrichten van schoolomgevingen (diverse plaatsen)), raming: € 234.000,00 excl. btw of € 283.140,00 incl. 21% btw of € 311.454,00 btw en herziening inbegrepen;

\* Perceel 2 (Meyerbeerstraat), raming: € 93.000,00 excl. btw of € 112.530,00 incl. 21% btw;

\* Perceel 3 (Mysteriestraat), raming: € 4.700,00 excl. btw of € 5.687,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie is van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van € 432.115,00 (artikel van ontvangst: 421/665-52/30);

**BESLIST:**

Art 1: De beslissing van de Gemeenteraad van 15 september 2020 inzake het bedrag van de raming te herzien en het te brengen op 429.671,00 € alle belastingen inbegrepen:

\* Perceel 1 (Herinrichten van schoolomgevingen (diverse plaatsen)), raming: € 234.000,00 excl. btw of € 283.140,00 incl. 21% btw of € 311.454,00 btw en herziening inbegrepen;

\* Perceel 2 (Meyerbeerstraat), raming: € 93.000,00 excl. btw of € 112.530,00 incl. 21% btw;

\* Perceel 3 (Mysteriestraat), raming: € 4.700,00 excl. btw of € 5.687,00 incl. 21% btw;

Art 2 : De uitgave in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en ze te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor een bedrag van € 432.115,00 (artikel van ontvangst: 421/665-52/30).

Art 3 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*



**Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

*Considérant que dans le cas de la toiture du Brass, les infiltrations d'eau sont de plus en plus importantes et qu'il est donc indispensable d'agir ;*

*Considérant que la procédure d'expertise judiciaire est pratiquement terminée et que l'avocat en charge du dossier a donné son feu vert pour les réparations urgentes ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26 novembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-060 - BRASS : travaux urgents de mise hors eau des toitures», pour un montant estimé à 29.752,07 € hors TVA ou 36.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 930/615-51/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7) et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 26 novembre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-060 - BRASS : travaux urgents de mise hors eau des toitures», pour un montant estimé à 29.752,07 € hors TVA ou 36.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 930/615-51/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 6-7) et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten - 2020-T-060 - BRASS: dringende waterdichtingswerken aan het dak - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

*Overwegende dat de waterinsijpeling in het dak van Brass steeds heviger wordt en er dus dringend moet worden ingegrepen;*

*Overwegende dat de gerechtelijke expertise nagenoeg afgerond is en de advocaat die met het dossier belast is groen licht heeft gegeven voor de dringende herstellingen;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 november 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-T-060 - BRASS: dringende waterdichtingswerken aan het dak", voor een geraamd bedrag van 29.752,07 € excl. btw of 36.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 930/615-51/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 6-7) en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 november 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-T-060 - BRASS: dringende waterdichtingswerken aan het dak", voor een geraamd bedrag van 29.752,07 € excl. btw of 36.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 930/615-51/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 6-7) en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

31 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de

marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

*Considérant qu'afin d'éviter les infiltrations d'eau dans l'école Arc-en-Ciel qui proviennent du mur enterré du côté de Forest Domaine, il est nécessaire de réaliser des travaux d'étanchéité ;*

*Considérant que les travaux doivent se faire dans un talus et à des profondeurs importantes ;*

*Considérant que dès lors il faut faire appel à des sociétés spécialisées dans ce type de travaux ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière», pour un montant estimé à 137.000,00 € hors TVA ou 145.220,00 €, 6% TVA comprise ou 159.740,00 € TVA et révisions comprises et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un subside FWB de 102.000,00 € (article de recette 7201/661-51/64 ), le solde étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

*Considérant qu'il est indispensable de procéder aux interventions lourdes sur les terrains synthétiques au Bempt ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2020 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-029bis - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques» pour un montant estimé s'élevant à 28.640,08 € hors TVA ou 34.654,50 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt;

*Considérant que des travaux au Hall Van Volxem sont nécessaires afin de palier à différents désordres et manquements constatés dans le bâtiment, notamment des infiltrations eaux, des équipements de sécurités manquants, des châssis défailants ;*

*Considérant que si une intervention n'est pas programmée prochainement le bâtiment va se dégrader de façon prématurée ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-025 - Hall Van Volxem: travaux de remise en état», pour un montant estimé à 78.800,00 € hors TVA ou 95.348,00 €, TVA comprise ou 100.000,00 € TVA et révisions comprises et inscrit à l'article 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-032 - Ecole Arc-en-Ciel: Travaux d'étanchéité de la façade arrière», pour un montant estimé à 137.000,00 € hors TVA ou 145.220,00 €, 6% TVA comprise ou 159.740,00 € TVA et révisions comprises et inscrit à l'article 7201/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un subside FWB de € 102.000,00 (article de recette 7201/661-51/64 ), le solde étant financé par un emprunt à charge de la commune.
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre 2020 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-029bis - Bempt : interventions lourdes sur les terrains synthétiques», pour un montant estimé s'élevant à 28.640,08 € hors TVA ou 34.654,50 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.
3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 12 novembre faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-025 - Hall Van Volxem: travaux de remise en état», pour un montant estimé à 78.800,00 € hors TVA ou 95.348,00 €, TVA comprise ou 100.000,00 € TVA et révisions comprises et inscrit à l'article 764/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, de gunningswijze en de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

*Overwegende dat om in de school Arc-en-Ciel waterinfiltratie te voorkomen die afkomstig is van de ingegraven muur aan de kant van Forest Domaine, het noodzakelijk is om werkzaamheden uit te voeren met het oog op de waterdichtheid;*

*Overwegende dat de werkzaamheden in een helling en op aanzienlijke diepte moeten worden uitgevoerd;*

*Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is een beroep te doen op bedrijven die gespecialiseerd zijn in dit soort werkzaamheden;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze voor de opdracht "2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel", voor een geraamd bedrag van € 137.000,00 excl. btw of € 145.220,00 6% btw inbegrepen of € 159.740,00 btw en herzieningen inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een subsidie van FWB van 102.000 € (artikel van ontvangsten 7201/661-551/64), het saldo door een lening ten laste van de gemeente gefinancierd;

*Overwegende dat het noodzakelijk is om zware interventies uit te voeren op de kunstgrasvelden op de Bempt;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht; "2020-T-029bis - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden" voor een bedrag geraamd op € 28.640,08 excl. btw of € 34.654,50, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

*Overwegende dat er in de Hall Van Volxem werkzaamheden moeten worden uitgevoerd aangezien er verschillende defecten en gebreken in het gebouw werden vastgesteld, met name waterinfiltratie, ontbrekende veiligheidsuitrusting, defecte ramen;*

*Overwegende dat het gebouw voortijdig zal achteruitgaan als er niet spoedig een interventie wordt gepland;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-T-025 - Hall Van Volxem: renovatiewerken", voor een geraamd bedrag van € 78.800,00 excl. btw of € 95.348,00 btw inbegrepen of € 100.000,00 btw en herzieningen inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 12 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze voor de opdracht "2020-T-032 - School Arc-en-Ciel: Waterdicht maken van de achtergevel", voor een geraamd bedrag van € 137.000,00 excl. btw of € 145.220,00 6% btw inbegrepen of € 159.740,00 btw en herzieningen inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een subsidie van FWB van 102.000,00 € (artikel van ontvangst 7201/661-551/64), het saldo door een lening ten laste van de gemeente gefinancierd.

2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2020 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-T-029bis - Bempt: zware interventies aan de kunstgrasvelden" voor een geraamd bedrag van € 28.640,08 excl. btw of € 34.654,50, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.
  
3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-T-025 - Hall Van Volxem: renovatiewerken", voor een geraamd bedrag van € 78.800,00 excl. btw of € 95.348,00 btw inbegrepen of € 100.000,00 btw en herzieningen inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

32 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant, que les emplacements du chemin 2 arrivent à leurs capacités maximums, il est urgent et nécessaire de créer de nouveaux emplacements dotés de cadres. Afin, de recevoir les inhumations 30 ans collectives et ce sur le terrain A du chemin 4;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 octobre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-063 - Placements de Cadres en Béton Pour les Pierres Tombales Collectives accessoires», pour un montant estimé à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 878/721-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

Revu sa décision 29 octobre 2020 par celle du 19 novembre 2020 quant au numéro de l'article budgétaire, à savoir l'article **878/725-60/11** du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 en lieu et place de l'article 878/721-60/11 et financé par un emprunt;

Considérant la nécessité d'assurer les missions de coordination Sécurité Santé dans le cadre de diverses opérations de construction, rénovation et transformation de bâtiment ou de voirie ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 octobre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-S-053 - Mission de Coordination Sécurité-Santé « projet et réalisation » dans le cadre de diverses opérations de construction, rénovation et transformation de bâtiment ou de voirie 2021-2023» pour un montant estimé s'élevant à 135.537,19 € hors TVA ou 164.000,00€, 21% TVA comprise soit :

- 33.057,85 € HTVA, soit 40.000,00 € 21%TVAC (2021) ;

- 51.239,67 € HTVA, soit 62.000,00 € 21%TVAC (2022) ;

- 51.239,67 € HTVA, soit 62.000,00 € 21%TVAC (2023) ;

et inscrit à l'article 138/122-48/03 du service ordinaire du budget des exercices 2021, 2022 et 2023 ;

Considérant l'inadéquation entre les espaces existants et les besoins de la crèche (surfaces de sol non adaptées, espaces accessibles beaucoup trop petits, conçus au départ sans penser à l'affectation et usage final) ;

Considérant que les espaces extérieurs doivent permettre l'évacuation des sections du rez-de chaussée en cas d'incendie en utilisant la voie la plus directe vers l'extérieur et en s'éloignant suffisamment de la façade et que la situation actuelle ne le permet pas ;

Considérant les remarques répétées de l'ONE quant aux manquements et problèmes posés par la situation actuelle ;

Considérant que l'aménagement du jardin de la crèche "Les p'tits matelots" est donc indispensable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 05 novembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-057- Aménagement du jardin de la crèche 'Les p'tits matelots'» pour un montant estimé s'élevant à 88.000,00 € hors TVA et révision, à 106.48,00 € 21% TVA comprise ou à 110.000,00 €, TVA et révision comprises et inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 octobre 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-T-063 - Placements de Cadres en Béton Pour les Pierres Tombales Collectives accessoires», pour un montant estimé à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 878/721-60/11 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 novembre 2020 faisant choix de revoir sa décision du 29 octobre 2020 pour le marché «2020-T-063 - Placements de Cadres en Béton Pour

les Pierres Tombales Collectives accessoires», concernant l'article budgétaire , à savoir l'article **878/725-60/11** du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 en lieu et place de l'article 878/721-60/11 et financé par un emprunt.

3. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29 octobre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-S-053 - Mission de Coordination Sécurité-Santé « projet et réalisation » dans le cadre de diverses opérations de construction, rénovation et transformation de bâtiment ou de voirie 2021-2023» pour un montant estimé s'élevant à 135.537,19 € hors TVA ou 164.000,00€, 21% TVA comprise soit :
  - 33.057,85 € HTVA, soit 40.000,00 € 21%TVAC (2021) ;
  - 51.239,67 € HTVA, soit 62.000,00 € 21%TVAC (2022) ;
  - 51.239,67 € HTVA, soit 62.000,00 € 21%TVAC (2023) ;et inscrit à l'article 138/122-48/03 du service ordinaire du budget des exercices 2021, 2022 et 2023 .
  
4. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 05 novembre 2020 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-057- Aménagement du jardin de la crèche 'Les p'tits matelots'» pour un montant estimé s'élevant à 88.000,00 € hors TVA et révision, à 106.48,00 € 21% TVA comprise ou à 110.000,00 € , TVA et révision comprises et inscrit à l'article 844/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat de plaatsen van weg 2 weldra hun maximale capaciteit bereiken, het dringend en



noodzakelijk is nieuwe plaatsen uitgerust met kaders te creëren voor de collectieve begravingen van 30 jaar en dit op terrein A van weg 4;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-063 - Plaatsing van betonnen kaders voor bijkomende grafkelders”, voor een geraamd bedrag van 6.611,57 € excl. btw of 8.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

Zijn beslissing van 29 oktober 2020 herziend door de beslissing van 19 november 2020 wat betreft het begrotingsartikel, namelijk artikel **878/725-60/11** van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 in plaats van artikel 878/721-60/11 en gefinancierd door een lening;

Overwegende de noodzaak van de vervulling van de opdrachten voor veiligheids- en gezondheidscoördinatie in het kader van verschillende bouw-, renovatie- en verbouwingswerken van gebouwen of wegen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-S-053 - Opdracht voor veiligheids- en gezondheidscoördinatie “ontwerp en uitvoering” in het kader van verschillende bouw-, renovatie- en verbouwingswerken van gebouwen of wegen 2021-2023” voor een geraamd bedrag van 135.537,19 € excl. btw of 164.000,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde:

- 33.057,85 € excl. btw, of 40.000,00 €, 21% btw inbegrepen (2021);

- 51.239,67 € excl. btw, of 62.000,00 €, 21% btw inbegrepen (2022);

- 51.239,67 € excl. btw, of 62.000,00 €, 21% btw inbegrepen (2023);

en ingeschreven op artikel 138/122-48/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2021, 2022 en 2023;

Overwegende de wanverhouding tussen de bestaande ruimten en de behoeften van het kinderdagverblijf (onaangepaste grondoppervlakken, veel te kleine toegankelijke ruimten, aanvankelijk ontworpen zonder na te denken over de bestemming en het uiteindelijke gebruik);

Overwegende dat de evacuatie van de delen op de benedenverdieping bij brand mogelijk moet zijn via de buitenruimten door gebruik van de meest directe weg naar buiten en door voldoende afstand te nemen van de gevel en dat de huidige situatie dit niet toelaat;

Overwegende de herhaaldelijke opmerkingen van het ONE over de gebreken en problemen die de huidige situatie met zich meebrengt;

Overwegende dat de aanleg van de tuin van het kinderdagverblijf ‘Les P’tits Matelots’ dus onontbeerlijk is;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-T-057- Aanleg van de tuin van het kinderdagverblijf ‘Les P’tits Matelots’” voor een geraamd bedrag van 88.000,00 € excl. btw en herziening, 106.48,00 €, 21% btw inbegrepen of 110.000,00 €, btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2020-T-063 - Plaatsing van betonnen kaders voor bijkomende grafkelders”, voor een geraamd bedrag van 6.611,57 € excl. btw of 8.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 november 2020 tot herziening van zijn beslissing van 29 oktober 2020 voor de opdracht “2020-T-063 - Plaatsing van betonnen kaders voor bijkomende grafkelders”, wat betreft het begrotingsartikel, namelijk artikel **878/725-60/11** van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 in plaats van artikel 878/721-60/11 en gefinancierd door een lening.
3. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 oktober 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-S-053 - Opdracht voor veiligheids- en gezondheidscoördinatie “ontwerp en uitvoering” in het kader van verschillende bouw-, renovatie- en verbouwingswerken van gebouwen of wegen 2021-2023” voor een geraamd bedrag van 135.537,19 € excl. btw of 164.000,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde:
  - 33.057,85 € excl. btw, of 40.000,00 €, 21% btw inbegrepen (2021);
  - 51.239,67 € excl. btw, of 62.000,00 €, 21% btw inbegrepen (2022);
  - 51.239,67 € excl. btw, of 62.000,00 €, 21% btw inbegrepen (2023);en ingeschreven op artikel 138/122-48/03 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2021, 2022 en 2023.
4. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 5 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-T-057- Aanleg van de tuin van het kinderdagverblijf ‘Les P’tits Matelots’” voor een geraamd bedrag van 88.000,00 € excl. btw en herziening, 106.48,00 € 21% btw inbegrepen of 110.000,00 €, btw en herziening inbegrepen en ingeschreven op artikel 844/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

33 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des

bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

*Considérant qu'il est nécessaire d'intervenir sur les aires de jeux afin d'augmenter la durée de vie des revêtements de sol et la qualité de ceux-ci, et donc la qualité et conformité des aires de jeux. Cette intervention comprend la réparation des modules de jeux et des zones de chutes les plus usées, et la remise à neuf et l'embellissement des aires de jeux (brossage lourd professionnel, décompactage, entretien, dépollution, et réintégration du lestage en sable et nettoyage des sols en EPDM aussi bien que la réparation des modules de jeux) ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 novembre 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-031 - Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», pour un montant estimé à 53.855,70 € hors TVA ou 65.165,40 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (BI + MB 8-9 : 10.000,00 €) et financé par un emprunt ;

*Considérant qu'il est nécessaire de procéder à des travaux urgents de stabilité à l'école 11B ;*

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 novembre 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-062 - Ecole 11B : travaux de stabilité des façades donnant sur la cour de récréation» pour un montant estimé s'élevant à 82.644,63 € hors TVA ou 100.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 8-9) et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 novembre 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-031 - Interventions lourdes sur les aires de jeux communales», pour un montant estimé à 53.855,70 € hors TVA ou 65.165,40 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 761/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (BI + MB 8-9 : 10.000,00 €) et financé par un emprunt.
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19 novembre 2020 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2020-T-062 - Ecole 11B : travaux de stabilité des façades donnant sur la cour de récréation» pour un montant

estimé s'élevant à 82.644,63 € hors TVA ou 100.000,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 8-9) et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – Diverse overheidsopdrachten - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

*Overwegende dat het noodzakelijk is interventies uit te voeren aan de speelpleinen teneinde de levensduur van de grondbekleding en de kwaliteit ervan te verhogen en dus de kwaliteit en conformiteit van de speelpleinen te verbeteren. Deze interventie omvat de herstelling van de meest versleten speelmodules en valzones, en de vernieuwing en verfraaiing van de speelpleinen (professioneel zwaar borstelen, losmaken, onderhoud, zuivering, en re-integratie van zandballast en reiniging van de EPDM-vloeren alsook de herstelling van speelmodules);*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-T-031 - Zware interventies aan de gemeentelijk speelpleinen", voor een geraamd bedrag van 53.855,70 € excl. btw of 65.165,40 € incl. 21% btw en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2020 (IB + BW 8-9: 10.000,00 €) en gefinancierd door een lening;

*Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot dringende stabiliteitswerken in school 11B;*

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2020-T-062 - School 11B: stabiliteitswerken aan de gevels langs de speelplaats" voor een geraamd bedrag van 82.644,63 € excl. btw of 100.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 8-9) en gefinancierd door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-T-031 - Zware interventies aan de gemeentelijk speelpleinen”, voor een geraamd bedrag van 53.855,70 € excl. btw of 65.165,40 € 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 761/721-60/64 van de buitengewone dienst van dienstjaar 2020 (IB + BW 8-9: 10.000,00 €) en gefinancierd door een lening.
2. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 november 2020 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2020-T-062 - School 11B: stabiliteitswerken aan de gevels langs de speelplaats” voor een geraamd bedrag van 82.644,63 € excl. btw of 100.000,00 €, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 8-9) en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

### Accueil extrascolaire - Buitenschoolse opvang

#### 34 **Accueil extrascolaire – Plaine de vacances – Projet pédagogique et R.O.I - Modifications.**

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 3 juillet 2018 par laquelle le projet pédagogique et le règlement d’ordre intérieur des plaines de vacances étaient adoptés ;

Attendu qu’il est indispensable de revoir le projet pédagogique et le règlement d’ordre intérieur afin d’y apporter certaines précisions ou modifications ;

DECIDE :

D’adopter le projet pédagogique et règlement d’ordre intérieur (voir textes en annexes) qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021, date à laquelle l’ancien texte annexé sera abrogé .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

### **Buitenschoolse opvang – Vakantiespeelplein – Pedagogisch project en intern reglement - Wijzigingen.**

DE RAAD,

Zijn beslissing van 3 juli 2018 herziend waarin het pedagogische project en het interne reglement van de vakantiespeelpleinen aangenomen werden;

Overwegende dat het noodzakelijk is het pedagogische project en het interne reglement te herzien om bepaalde verduidelijkingen of wijzigingen aan te brengen;

BESLIST:

Het pedagogische project en het interne reglement aan te nemen (zie teksten in de bijlagen) met inwerkingtreding op 1 januari 2021, datum waarop de oude bijgevoegde tekst wordt opgeheven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Madame De Ridder présente les lignes directrices des nouveaux textes, insistant sur la priorité donnée au bien-être des enfants.**

**Madame Angeli souligne le travail de qualité accompli pour la refonte du ROI et du projet pédagogique et évoque quelques-unes des avancées : qualification des animateurs,...**

**Mevrouw De Ridder presenteert de krachtlijnen van de nieuwe teksten en benadrukt dat het welzijn van de kinderen voorrang krijgt.**

**Mevrouw Angeli wijst op de kwaliteit van de herziening van het huishoudelijk reglement en het pedagogisch project en noemt enkele vorderingen, zoals de kwalificatie van de animatoren, ...**

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Mustapha Al Masude quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting**

#### **35 Logement – Régie foncière de Forest – Adoption des statuts.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 2018, relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2020 modifiant la nouvelle loi communale, notamment l'article 232;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant que la Commune effectue de nombreuses opérations foncières relatives à la gestion d'une partie de son patrimoine qui pour l'essentiel est mis en location ;

Considérant que ce patrimoine immobilier compte plus de 50 unités locatives, chiffre qui devrait doubler d'ici la fin de la législature, par rénovation, acquisition ou construction;

Considérant que la gestion locative de ce patrimoine exige des délais de décision et de réaction souvent incompatibles avec la gestion communale actuelle ;

Considérant qu'actuellement les investissements et les produits des ventes et des locations de ce patrimoine immobilier sont comptabilisés au budget général de la Commune ;

Considérant qu'une gestion distincte de la gestion centralisée communale avec un budget propre, permet une approche économique spécifique et plus réaliste, notamment, à terme, l'autofinancement des acquisitions ou des nouvelles réalisations, un meilleur calcul des coûts, et l'appréciation rationnelle des résultats financiers de ces opérations immobilières ;

Considérant que l'ordonnance du 5 juillet 2018 permet à la Commune de créer une régie communale ordinaire ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2019 décidant l'affermissement de la tranche conditionnelle du marché de services 2016-S-037 "Etude sur la faisabilité de la création d'une régie foncière pour la gestion du patrimoine immobilier de la Commune de Forest" par la production de tous les documents nécessaires à la création d'une régie communale ordinaire;

Considérant que l'adjudicataire a fourni un projet de statuts en vue de la création de la régie communale ordinaire, dénommé Régie Foncière de Forest;

Considérant que ce projet de statuts a été soumis à Bruxelles-Pouvoirs Locaux pour avis et n'a pas fait l'objet de remarques;

Considérant qu'afin de faciliter la gestion locative des biens gérés dans le cadre de la Régie foncière par rapport à la gestion communale classique, des délégations sont nécessaires;

Considérant que le nouvel alinéa 2 de l'article 232 de la nouvelle loi communale permet au Collège d'approuver et signer les contrats, baux ou fermages sauf si le montant annuel de loyer dépasse 12 500 € ou si le contrat, bail ou fermage est de durée supérieure à 9 ans, il convient d'accorder cette délégation au Collège dans le cadre des statuts de la régie communale ordinaire;

Considérant que la signature des baux de logements est encadrée par le règlement d'attribution des logements communaux, prévoyant notamment que l'attribution du logement est soumis à l'avis conforme d'une commission indépendante et que les attributions de l'année font l'objet d'un rapport au Conseil communal ;

Considérant que la Commune reste propriétaire du patrimoine ainsi géré;

Considérant que la régie foncière est un service de l'administration communale et que le personnel de la

régie foncière est du personnel communal;

Considérant que les autorités communales sont maîtres de la régie foncière et que le Collège des bourgmestre et échevins en est l'exécutif ;

Considérant que les bilans d'ouverture et budget 2021 de la Régie sont en cours de finalisation par le bureau d'étude et pourront être soumis au Conseil communal début 2021;

Considérant qu'il est nécessaire que le Conseil communal approuve les statuts avant la fin de l'année 2020 afin que l'exercice budgétaire de la régie foncière puisse commencer dès l'approbation du budget 2021 par le conseil communal et son approbation par les autorités de tutelle ;

DECIDE

Les statuts de la Régie foncière repris en annexe sont approuvés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Huisvesting – Grondregie van Vorst – Goedkeuring van de statuten.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 2020 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 232;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat de Gemeente veel grondoperaties uitvoert met betrekking tot het beheer van een deel van haar patrimonium dat voornamelijk verhuurd wordt;

Overwegende dat het vastgoedpatrimonium meer dan 50 huureenheden telt, een aantal dat tegen het einde van de legislatuur zou moeten verdubbelen door renovatie, aankoop of bouw;

Overwegende dat het huurbeheer van dit patrimonium beslissings- en reactietermijnen vereist die vaak onverenigbaar zijn met het huidige gemeentelijke bestuur;

Overwegende dat de investeringen en de opbrengsten van de verkoop en de verhuur van dit vastgoedpatrimonium momenteel op de algemene begroting van de Gemeente worden geboekt;

Overwegende dat een afzonderlijk beheer van het gecentraliseerde gemeentelijke bestuur met een eigen begroting een specifieke en realistischere economische benadering mogelijk maakt, met name op termijn de zelffinanciering van de aankopen of de nieuwe realisaties, een betere kostenberekening en de rationele beoordeling van de financiële resultaten van deze vastgoedoperaties;



Overwegende dat de ordonnantie van 5 juli 2018 het voor de Gemeente mogelijk maakt een gewoon gemeentebedrijf op te richten;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2019 tot bevestiging van de voorwaardelijke schijf van de opdracht voor diensten 2016-S-037 “Haalbaarheidsstudie aangaande de oprichting van een grondregie voor het beheer van het vastgoedpatrimonium van de Gemeente Vorst” door de opstelling van alle vereiste documenten voor de oprichting van een gewoon gemeentebedrijf;

Overwegende dat de opdrachtnemer ontwerpstatuten heeft verstrekt met het oog op de oprichting van het gewone gemeentebedrijf, genaamd Grondregie van Vorst;

Overwegende dat deze ontwerpstatuten voor advies werden voorgelegd aan Brussel Plaatselijke Besturen en er geen opmerkingen werden geformuleerd;

Overwegende dat, om het huurbeheer van de goederen beheerd in het kader van de Grondregie met betrekking tot het klassieke gemeentelijke bestuur te vergemakkelijken, overdrachten noodzakelijk zijn;

Overwegende dat het College door het nieuwe 2e lid van artikel 232 van de Nieuwe Gemeentewet de contracten, huurovereenkomsten of pachtgelden kan goedkeuren of ondertekenen behalve als het jaarlijkse bedrag van de huur 12.500 € overschrijdt of als het contract, de huurovereenkomst of pacht een duur heeft die langer is dan 9 jaar, waarbij deze overdracht aan het College moet worden toegestaan in het kader van de statuten van het gewone gemeentebedrijf;

Overwegende dat de ondertekening van de woninghuurovereenkomsten geregeld is door het toewijzingsreglement van de gemeentelijke woningen, dat met name voorziet dat de toewijzing van de woning onderworpen is aan het eensluidend advies van een onafhankelijke commissie en dat de toewijzingen van het jaar het voorwerp uitmaken van een verslag aan de Gemeenteraad;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar blijft van het aldus beheerde patrimonium;

Overwegende dat de Grondregie een dienst van het gemeentebestuur is en dat het personeel van de Grondregie gemeentepersoneel is;

Overwegende dat de Grondregie in handen is van de gemeentelijke overheden en dat het College van Burgemeester en Schepenen hiervan de uitvoerende macht is;

Overwegende dat de openingsbalans en de begroting 2021 van het Gemeentebedrijf momenteel worden afgerond door het studie bureau en begin 2021 aan de Gemeenteraad kunnen worden voorgelegd;

Overwegende dat de Gemeenteraad de statuten vóór eind 2020 moet goedkeuren opdat het begrotingsjaar van de Grondregie kan aanvangen vanaf de goedkeuring van de begroting 2021 door de Gemeenteraad en haar goedkeuring door de toezichthoudende overheden;

**BESLIST**

Dat de statuten van de Grondregie in bijlage worden goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Monsieur Van Vlasselaer intervient pour le groupe DÉFI et fait part d'une série d'observations, estimant notamment que des points importants ne sont pas réglés : personnel, plan financier,... Il relève certains écueils eu égard au respect des dispositions du règlement général sur la comptabilité communale. Il conclut qu'à défaut de report, son groupe s'abstiendra.

Madame Moens signale qu'un dernier considérant sera inséré dans le projet de délibération : « Sous réserve du vote du budget communal pour l'exercice 2021 et de son approbation par la tutelle ; ».

De heer Van Vlasselaer maakt enkele opmerkingen namens de DÉFI-fractie; enkele belangrijke punten zijn immers nog niet geregeld: personeel, financieel plan, ... Hij wijst op een aantal knelpunten met betrekking tot de naleving van de bepalingen van het algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding. Als er geen uitstel komt, zal zijn fractie zich van stemming onthouden. Mevrouw Moens wijst erop dat er een laatste considerans in de ontwerp-beraadslaging wordt opgenomen: "Onder voorbehoud van goedkeuring over de gemeentebegroting voor het jaar 2021 en de goedkeuring ervan door het toezicht;".

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Mustapha Al Masude entre en séance / treedt in zitting.*

---

## PRÉVENTION - PREVENTIE

### Empreinte scolaire, DAS - Schoolafdruk, PSV

#### 36 Prévention – Convention « Perspective.Brussels» relative à la subvention d'une unité temps-plein du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022 – Approbation.

LE CONSEIL,

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2020 ;

Considérant que cet Arrêté stipule qu'une subvention globale de 1.500.000€ est octroyée aux 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ayant confirmé leur souhait de disposer d'un équivalent temps-plein supplémentaire au sein de leur service de prévention du décrochage scolaire en vue de mener des actions de lutte contre le décrochage scolaire allant du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 30 juin 2022 ;

Considérant le montant de 78.947 € accordé à la Commune de Forest ;

Considérant que cette subvention est octroyée aux fins de prendre en charge les frais de personnel liés au recrutement d'un équivalent temps-plein ainsi que les frais de fonctionnement relatifs à ce recrutement pour un montant de 5% du total de la subvention ;

Considérant que cet équivalent temps-plein et ses missions :

- Développer une démarche pro-active de mise en réseau et de renforcement des collaborations

entre tous les acteurs locaux de première ligne en améliorant d'une part la visibilité et la connaissance de ces acteurs et en expliquant le rôle de chacun dans la lutte contre le décrochage scolaire et, d'autre part, en améliorant la visibilité des milieux de partage et d'échange en matière de prévention du décrochage scolaire ;

- Suivre individuellement les jeunes en décrochage scolaire ;
- Renforcer les actions collectives de lutte contre le décrochage scolaire mises en place actuellement ;

Considérant que cette subvention sera liquidée en trois tranches :

- 20% pour le 15 décembre 2020 au plus tard ;
- 40% pour le 15 novembre 2021 au plus tard ;
- Le solde pour le 1<sup>er</sup> septembre 2022 au plus tard ;

Considérant la lettre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale adressée à l'Administration communale en date du 10 novembre 2020 ci-annexée ;

Considérant la Convention liant la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ci-annexée également ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la Convention liant la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Forest ci-annexée en vue de l'octroi d'une subvention de 78.947 € afin de financer un équivalent temps-plein destiné à mener des actions de lutte contre le décrochage scolaire du 1<sup>er</sup> septembre 2020 au 30 juin 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Preventie – Overeenkomst 'Perspective.Brussels' betreffende de subsidie van één voltijdsequivalent van 1 september 2020 tot 30 juni 2022 – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2020;

Overwegende dat dit Besluit bepaalt dat er een globale subsidie van 1.500.000 € wordt toegekend aan de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die hebben bevestigd dat ze wensen te beschikken over één bijkomend voltijdsequivalent binnen hun preventiedienst voor schoolverzuim teneinde acties te voeren ter bestrijding van schoolverzuim gaande van 1 september 2020 tot 30 juni 2022;

Overwegende het bedrag van 78.947 € dat is toegekend aan de Gemeente Vorst;

Overwegende dat deze subsidie wordt toegekend om de personeelskosten in verband met de aanwerving van één voltijdsequivalent ten laste te nemen evenals de werkingskosten met betrekking tot deze aanwerving voor een bedrag van 5% van het totaal van de subsidie;

Overwegende dit voltijdsequivalent en zijn opdrachten:

- Een proactieve aanpak ontwikkelen voor de uitbouw van netwerken en de versterking van de

samenwerking tussen alle lokale eerstelijnsactoren door enerzijds de zichtbaarheid en de kennis van deze actoren te verbeteren en door eenieder's rol toe te lichten in de strijd tegen schoolverzuim en anderzijds door de zichtbaarheid van de instanties voor uitwisseling inzake preventie van schoolverzuim te verbeteren;

- De jongeren die afhaken op school, individueel opvolgen;
- De collectieve maatregelen versterken die nu in de strijd tegen schoolverzuim zijn genomen;

Overwegende dat deze subsidie zal worden uitbetaald in drie schijven:

- 20% voor uiterlijk 15 december 2020;
- 40% voor uiterlijk 15 november 2021;
- Het saldo voor uiterlijk 1 september 2022;

Overwegende de bijgevoegde brief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering gericht aan het Gemeentebestuur op 10 november 2020;

Overwegende de tevens bijgevoegde Overeenkomst die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst bindt;

**BESLIST,**

De bepalingen goed te keuren van de bijgevoegde Overeenkomst die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst bindt met het oog op de toekenning van een subsidie van 78.947 € om één voltijdsequivalent te financieren om acties te voeren tegen schoolverzuim van 1 september 2020 tot 30 juni 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**Monsieur Pierre-De Permentier pose une question pratique quant à la rétroactivité de l'appel à projets. Madame El Omari et Monsieur Spapens fournissent des éléments de réponse.**

**De heer Pierre-De Permentier stelt een praktische vraag over de terugwerkende kracht van de projectoproep. Mevrouw El Omari en de heer Spapens geven enkele antwoorden.**

*3 annexes / 3 bijlagen*

---

## **TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

### **Propreté publique - Openbare netheid**

**37 Bien-être animal - Marché public - Achat d'un lecteur de puce pour animaux - Approbation des**

**conditions et du mode de passation - Application de article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant la nécessité de faire l'acquisition d'un lecteur de puce pour animaux afin de retrouver les propriétaires (le cas échéant) des animaux perdus, errants ou morts sur les voiries communales ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 septembre 2020 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'un lecteur de puce" estimé à 123,97 € hors TVA soit 150,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 875/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2020 et financé par emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 17 septembre 2020 faisant choix de la procédure par facture acceptée comme mode de passation du marché "Acquisition d'un lecteur de puce" estimé à 123,97 € hors TVA soit 150,00 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 875/744-98/73 du service extraordinaire du budget 2020 et financé par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Dierenwelzijn - Overheidsopdracht - Aankoop van een dierchiplezer - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Toepassing van artikel 234, § 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om een chiplezer voor dieren aan te kopen voor het terugvinden van de eigenaars (in voorkomend geval) van verloren gelopen dieren, zwerfdieren of dode dieren op de gemeentelijke wegen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 september 2020 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een chiplezer" geraamd op 123,97 € excl. btw of 150,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 875/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 september 2020 om te kiezen voor de procedure van aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "Aankoop van een chiplezer" geraamd op 123,97 € excl. btw of 150,00 €, 21% btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 875/744-98/73 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

## VIE URBAINE - STADSLEVEN

### Développement économique - Economische Ontwikkeling

- 38 **Commerce - Règlement communal relatif à l'indemnisation forfaitaire des commerçant-e-s dont l'activité s'exerce sur le territoire de Forest et a été impactée de manière exceptionnelle par les mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu les articles 112, 117 et 119 de la Nouvelle loi Communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du

coronavirus COVID-19, modifié par divers arrêtés ministériels ;

Considérant que par ces arrêtés le Conseil national de sécurité (CNS) a ordonné la fermeture de nombreux commerces et entreprises durant l'année 2020;

Que, suite à ces mesures de fermeture, les commerces et entreprises ont vu leur chiffres d'affaires baisser, voire disparaître pendant plusieurs mois, mettant ainsi en péril les revenus des commerçant-e-s, entrepreneurs-euses et de leurs salarié-e-s ;

Que les difficultés rencontrées par ces commerçant-e-s, entrepreneurs-euses et leurs salarié-e-s ont toujours aujourd'hui un effet domino sur l'économie, ce qui doit être limité autant que possible ;

Vu l'arrêté du 7 avril 2020 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n°2020/013 relatif à une aide en vue de l'indemnisation des entreprises affectées par les mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Considérant que par cet arrêté le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a accordé une prime exceptionnelle de 4.000,00 EUR pour les commerces, magasins et établissements qui ont été fermés sur base de l'article 1er, § 1er, de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020;

Que cette prime a également été octroyée aux hôtels et restaurants dont les activités ont été limitées conformément à l'article 1er, § 5, de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020;

Que ces commerces, magasins et établissements ont subi de graves dommages économiques du fait de ces mesures ;

Que ces dommages économiques et effets se feront encore sentir à long terme;

Considérant qu'au vu des conséquences sans précédent de cette crise sanitaire à laquelle les commerçant-e-s dont l'activité s'exerce sur le territoire de Forest ont notamment été confrontés, il est nécessaire de fournir une aide complémentaire à l'aide accordée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin de limiter au maximum les conséquences économiques de cette crise ;

Que le montant de l'indemnisation forfaitaire est de 800 euros ;

Qu'une seule indemnisation pourrait toujours être octroyée par commerçant-e;

Que cette aide resterait octroyée dans la limite des crédits budgétaires disponibles et aux conditions fixées par le règlement communal joint à la présente délibération pour en faire partie intégrante;

Considérant la modification budgétaire n°11 du budget 2020;

DECIDE,

D'approuver le Règlement communal (et le formulaire de demande de primes) relatif à l'indemnisation forfaitaire des commerçant-e-s dont l'activité s'exerce sur le territoire de Forest et a été impactée de manière exceptionnelle par les mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que annexé et faisant partie intégrante de la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

**Handel - Gemeentereglement betreffende de forfaitaire vergoeding aan handelaar(ster)s van wie de activiteit op het grondgebied van Vorst uitzonderlijk werd getroffen door de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken. (Toegevoegd tijdens de zitting)**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 112, 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij een paar ministeriële besluiten;

Overwegende dat de Nationale Veiligheidsraad (NVR) bij deze besluiten de sluiting van vele handelszaken en ondernemingen gedurende de jaar 2020 heeft verordend;

Dat de handelszaken en ondernemingen door die sluitingsmaatregelen hun omzet maandenlang hebben zien dalen of zelfs wegvallen, waardoor het inkomen van de handelaar(ster)s, onderne(e)m(st)ers en hun werkne(e)m(st)ers in het gedrang komt;

Dat de moeilijkheden voor die handelaar(ster)s, onderne(e)m(st)ers en hun werkne(e)m(st)ers ook nu nog een domino-effect hebben op de economie, wat zo veel mogelijk moet worden beperkt;

Gelet op het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/013 van 7 april 2020 betreffende de steun tot vergoeding van de ondernemingen getroffen door de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bij dit besluit een eenmalige premie van 4.000,00 EUR heeft toegekend voor de handelszaken, winkels en inrichtingen die werden gesloten op grond van artikel 1, § 1, van het ministerieel besluit van 23 maart 2020;

Dat die premie ook werd toegekend aan hotels en restaurants waarvan de activiteiten overeenkomstig artikel 1, § 5 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 werden beperkt;

Dat die handelszaken, winkels en inrichtingen zware economische schade hebben geleden door die maatregelen;

Dat die economische schade en gevolgen op lange termijn nog voelbaar zullen zijn;

Overwegende dat, in het licht van de ongeziene gevolgen van deze gezondheidscrisis waar de op het grondgebied van Vorst actieve handelaar(ster)s mee werden geconfronteerd, steun verlenen in aanvulling op de steun van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering noodzakelijk is om de economische gevolgen van deze crisis tot een minimum te beperken;

Dat de forfaitaire vergoeding blijft bedragen 800 euros;

Dat per handelaar(ster) nog steeds slechts een vergoeding zou kunnen worden toegekend;

Dat die steun blijft worden toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en op de bepaalde voorwaarden in het gemeentereglement, dat als bijlage gaat en integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging;



Overwegende de begrotingswijziging n°11 van de begroting 2021;

BESLIST:

Het gemeentereglement (en het aanvraagformulier) betreffende de forfaitaire vergoeding aan handelaar(sters) van wie de activiteit op het grondgebied van Vorst uitzonderlijk werd getroffen door de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken dat als bijlage gaat en integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.

*Onthouding : Alexander Billiet.*

**Monsieur Loewenstein réitère sa demande de postposer la date d'introduction des demandes, pour des raisons de sécurité juridique liées au délai de tutelle et afin de laisser suffisamment de temps aux commerçants.**

**Monsieur Hacken dit soutenir ce geste, symbolique mais bienvenu. Il s'interroge sur le champ d'application et rejoint Monsieur Loewenstein quant au délai d'introduction des demandes.**

**Monsieur Spapens fournit moult précisions sur le règlement proposé et l'éligibilité : en résumé, tous les commerçants ayant bénéficié d'une prime régionale pourront bénéficier de la prime communale, à l'exception des commerces alimentaires et des pharmacies (pour lesquels d'autres formes d'aide sont déjà intervenues), ce qui équivaut à Forest à environ 270 commerçants éligibles. Il se dit certain que la tutelle ne trouvera rien à redire au règlement proposé et propose de décaler la date butoir au 8 janvier 2021.**

**De heer Loewenstein herhaalt zijn verzoek om uitstel van de datum voor de indiening van de aanvragen, omwille van de rechtszekerheid in verband met de periode voor het toezicht en om de handelaars voldoende tijd te geven.**

**De heer Hacken zegt dat hij dit symbolische maar welgekomen gebaar steunt. Hij vraagt zich af wat het toepassingsgebied is en sluit zich aan bij de heer Loewenstein wat betreft de indieningstermijn.**

**De heer Spapens geeft toelichting bij het voorgestelde reglement en de voorwaarden: samengevat zullen alle handelaars die een gewestelijke premie hebben gekregen, in aanmerking komen voor de gemeentelijke premie, met uitzondering van de voedingswinkels en apotheken (waarvoor reeds andere vormen van steun zijn toegekend), wat neerkomt op ongeveer 270 handelaars die in aanmerking komen in Vorst. Hij is er zeker van dat de toezichthoudende overheid geen opmerkingen zal hebben bij het voorgestelde reglement en stelt voor de deadline te verschuiven naar 8 januari 2021.**

*3 annexes / 3 bijlagen*

LE CONSEIL,

Attendu que plusieurs commerçants demandent de pouvoir ouvrir leur commerce lors de certaines festivités ou d'évènements sur notre territoire ;

Vu la loi fédérale du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture et au jour de fermeture hebdomadaire dans les commerces, l'artisanat et les services, et plus particulièrement son chapitre 4 article 15, le Collège des bourgmestre et échevins peut accorder des dérogations aux dispositions de ladite loi au jour de fermeture hebdomadaire ;

Vu ladite loi autorisant en son article 15 un maximum de 15 jours sur une année civile ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Considérant les deux périodes de fermetures imposées aux commerçants durant l'année 2020 en raison de la crise sanitaire du coronavirus ;

Considérant que les commerçants n'ont pas du bénéficier de tous leurs jours de dérogation;

DECIDE,

D'autoriser tous les commerçants forestois à ouvrir sept jours sur sept durant le mois de décembre 2020 et ainsi récupérer les jours de dérogation perdus.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 28 votes positifs, 6 abstentions.

*Abstentions : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Christiane Defays.*

---

**Handel - Afwijking - Wekelijkse sluitingsdagen - 2020 - Wijziging CORONA. (Toegevoegd tijdens de zitting)**

DE RAAD,

Overwegende dat meerdere handelaars vragen om hun handelszaak te mogen openen tijdens bepaalde festiviteiten of evenementen op ons grondgebied;

Gelet op de federale wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren en de wekelijkse sluitingsdag in handel, ambacht en dienstverlening, en meer in het bijzonder hoofdstuk 4 artikel 15, kan het College van Burgemeester en Schepenen afwijkingen op de bepalingen van voormelde wet op de wekelijkse sluitingsdag toestaan;

Gelet op voormelde wet die in artikel 15 maximaal 15 dagen per kalenderjaar toestaat;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de twee sluitingsperiodes die in 2020 aan de handelaars werden opgelegd vanwege de gezondheids crisis door het coronavirus;

Overwegende dat de handelaars geen gebruik hebben kunnen maken van al hun afwijkende dagen;

## BESLIST

Alle Vorstse handelaars toestemming te verlenen in december 2020 zeven dagen op zeven open te zijn en zo de verloren afwijkende dagen te recupereren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 28 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

*Onthoudingen : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Christiane Defays.*

---

## AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

### Population - Bevolking

#### 40 Population - Acquisition d'un système de rendez-vous. *(Ajouté en séance)*

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA du marché n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 6 §5 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la décision du conseil communal du 06 décembre 2011 portant convention avec l'A.S.B.L GIAL dont le siège est situé à 1000 Bruxelles, boulevard Emile Jacqmain, 95 comme centrale d'achat et centrale de marchés telles que définies par l'article 2 §4 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;

Vu l'offre de prix remise par la société QMATIC pour un Système de Gestion de Parcours Clients Qmatic Orchestra 6 basé sur le CDC Gial ( i-City) reprise en annexe ;

Vu la déclaration de politique générale, spécialement son volet "*Gestion communale, gouvernance et administration*" (p. 5-6) ;

Considérant que l'administration communale de Forest s'inscrit dans la dynamique de transformation digitale et de simplification administrative initiée par les autorités régionales et fédérales ; qu'elle a la volonté de prolonger la dynamique du projet "*Maison Dewin*" pour moderniser les services communaux au service des citoyens et de poursuivre la mise en place de la *e-administration* ;

Considérant que la crise sanitaire du COVID-19 a entraîné une modification importante des modalités d'accès aux services communaux via la prise de rendez-vous ;

Considérant que la solution de prise de rendez-vous par Irisbox proposée par le CIRB dans l'urgence du mois de mars 2020 a montré ses limites techniques et ergonomiques tant pour les employés que pour les citoyens ;

Considérant que la solution proposée par la société QMATIC permet une meilleure gestion des rendez-vous pour le personnel d'une part, et une plus grande flexibilité et accessibilité pour les citoyens d'autre part ;

Considérant que ce système de prise de rendez-vous pourra être élargi à l'ensemble des services lors de la réintégration de la *Maison Dewin* ;

Considérant que la solution proposée par la société QMATIC permet un parcours du citoyen auprès de l'administration qui intègre ses différentes démarches lui permettant de réunir sur un jour les rendez-vous auprès de différents services ;

Considérant que la solution proposée par la société QMATIC permet de combiner la prise de rendez-vous avec un système de file d'attente classique ;

Considérant que la solution proposée par la société QMATIC est compatible avec le système de ticketing déjà utilisé par le département des affaires du citoyen ;

Considérant que des crédits pour un montant de 35.000 € ont été inscrits à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du Budget 2020 par voie de modification budgétaire n°9 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège du 10/12/2020 ;

D'accepter l'offre remise par la société QMATIC pour un Système de Gestion de Parcours Clients Qmatic Orchestra 6 basé sur le CDC Gial ( i-City) ;

D'inscrire la dépense de 21.438,78 € TVAC à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2020 ;

De financer la dépense par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

*Abstention : Alexander Billiet.*

---

**Bevolking - Aankoop afsprakensysteem. (Toegevoegd tijdens de zitting)**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw van de opdracht is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 6 §5;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 6 december 2011 houdende overeenkomst met de vzw GIAL, met zetel Emile Jacqmainlaan 95 in 1000 Brussel, als aankoop- en opdrachtcentrale zoals bepaald bij artikel 2 §4 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de prijsofferte ingediend door de firma QMATIC voor een klantenbeheersysteem 'Qmatic Orchestra 6' op basis van het bestek van Gial (i-City), als bijlage;

Gelet op de algemene beleidsverklaring, in het bijzonder het hoofdstuk "*Gemeentebeleid, bestuur en administratie*" (pg. 5-6);

Overwegende dat het gemeentebestuur van Vorst aansluit bij de dynamiek van digitale transformatie en administratieve vereenvoudiging waartoe de gewestelijke en federale overheden de aanzet geven; dat het de dynamiek van het project '*Huis Dewin*' wil voortzetten met het oog op de modernisering van de gemeentediensten ten dienste van de burgers en de voortzetting van de implementatie van *e-government*;

Overwegende dat de coronacrisis de modaliteiten van de toegang tot de gemeentediensten ingrijpend heeft gewijzigd door het maken van afspraken;

Overwegende dat de door het CIBG in de dringende situatie van maart 2020 voorgestelde platform voor het maken van afspraken via Irisbox zijn technische en ergonomische grenzen heeft getoond, zowel voor de medewerkers als voor de burgers;

Overwegende dat de door QMATIC voorgestelde oplossing een beter beheer van de afspraken voor het personeel enerzijds en een grotere flexibiliteit en toegankelijkheid voor de burgers anderzijds mogelijk maakt;

Overwegende dat dit afsprakensysteem kan worden uitgebreid tot alle diensten bij de ingebruikname van het *Huis Dewin*;

Aangezien de door QMATIC voorgestelde oplossing de burger de mogelijkheid biedt om verscheidene

afspraken bij verschillende diensten op één dag te combineren;

Overwegende dat de door QMATIC voorgestelde oplossing het mogelijk maakt om het maken van afspraken te combineren met een klassiek wachtrijsysteem;

Overwegende dat de door QMATIC voorgestelde oplossing compatibel is met het ticketsysteem dat het departement burgerzaken reeds gebruikt;

Overwegende dat een bedrag van 35.000 € ingeschreven werd op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020 via begrotingswijziging nr. 9;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van 10 december 2020 om:

De offerte die door de firma QMATIC werd ingediend voor een klantenbeheersysteem 'Qmatic Orchestra 6' op basis van het bestek van Gial (i-City), te aanvaarden;

De uitgave van 21.438,78 € incl. btw in te schrijven op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2020;

De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.

*Onthouding : Alexander Billiet.*

**Monsieur Hacken s'interroge sur la différence du système proposé par rapport à IRISbox.**

**Madame El Hamidine décrit certaines des fonctionnalités du système proposé.**

**De heer Hacken vraagt zich af wat het verschil is tussen het voorgestelde systeem en IRISbox.**

**Mevrouw El Hamidine beschrijft enkele mogelijkheden van het voorgestelde systeem.**

---

## FINANCES - FINANCIËN

### Taxes - Belastingen

- 41 **Finances – Budget 2020 - Modification numéro 11 du service ordinaire - Soutien aux commerces fermés suite aux mesures prises dans le cadre de la crise Covid. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire 2020 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire 2020 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs à la modification budgétaire numéro 11.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 26 votes positifs, 3 votes négatifs, 5 abstentions.

*Non : Laurent Hacken, Alexander Billiet, Samir Ahrouch.*

*Abstentions : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.*

---

**Financiën – Begroting 2020 - Wijziging nummer 11 van de gewone dienst - Steun aan de gesloten handelszaken als gevolg van de maatregelen in het kader van de coronacrisis. (Toegevoegd tijdens de zitting)**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone begroting 2020 gewijzigd dient te worden;

BESLIST

De gewone begroting 2020 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbij gevoegde tabellen betreffende de begrotingswijziging nummer 11.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 26 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 5 onthoudingen.

*Nee : Laurent Hacken, Alexander Billiet, Samir Ahrouch.*

*Onthoudingen : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Christophe Borcy, Valérie Michaux, Christiane Defays.*

*4 annexes / 4 bijlagen*

---

**TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN**

## Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

### 42 Marchés Publics – 2015-T-059 – Construction d’une école francophone au Bempt – Marché fractionné : Tranche ferme : Construction d’une école et d’une salle omnisport - Approbation de l’avenant 13 (BC3) à la tranche ferme - Information. (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 et l'article 26, §1, 2°, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 décembre 2017 relative à l'attribution du marché “Construction d’une école francophone au Bempt – Marché fractionné : Tranche ferme : Construction d'une école et d’une salle omnisport. Tranche conditionnelle : Aménagement des abords et de la cour de récréation” à THV Strabag Belgium NV - Gillion Construct NV, Vorstlaan 100 à 1170 Watermael-Boitsfort pour le montant d’offre contrôlé et corrigé de 9.705.320,89 € hors TVA, de 10.287.640,14 €, TVA comprise, soit de **11.316.404,15 €**, TVA et révision des prix comprises pour la tranche ferme ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +		€ 332,56
Q en -	-	€ 3.661,13
Travaux supplémentaires	+	€ 1.031.275,34
Total HTVA	=	€ 1.027.946,77
TVA	+	€ 61.676,81
<b>TOTAL</b>	<b>=</b>	<b>€ 1.089.623,58</b>

Considérant que dans le cadre du marché 2015-T-059 – Construction d’une école francophone au Bempt – Marché fractionné : Tranche ferme : Construction d’une école et d’une salle omnisport , la motivation à l’avenant 13 (BC3) est la suivante :

*Décompte 1                      Analyse de pollution des terres*  
*6.155,22 €*

*Considérant que l’entrepreneur a l’obligation de réaliser des analyses de terre avant leur mise à la décharge.*



Décompte 2 Déplacement câble  
41.154,33 €  
Considérant que le câble d'alimentation électrique de l'école empiétait sur l'emprise du chantier, l'entrepreneur a été obligé de le déplacer et de le rallonger.

Décompte 5 Repérage égouttage existant 3.904,00 €  
Considérant que des égouttage ont été fortuitement découvert sur le site, l'entrepreneur a été obligé de repérer cet égout avant de réaliser les pieux de fondations.

Décompte 8 Frais d'installation de chantier  
83.790,47 €  
Considérant que le PU de la cave n'avait pas été délivré lors de la réalisation de ceux de l'école, les pieux de la cave ont été réalisé lors d'une deuxième phase

Décompte 42 Surcoût étançonnement  
14.122,16 €  
Considérant que le niveau du terrain de la cour maternelle était plus bas que celui prévu au plan, ce dernier a dû mettre en place des étançonnement plus important pour réaliser l'étage.  
Installation de chantier supplémentaire  
371.901,97 €  
Considérant que la durée du chantier a été prolongée, un supplément pour l'installation de chantier a été défini d'un commun accord.

Décompte 133 Modifications portails extérieurs  
21.725,69 €  
Considérant que les abords et accès ont été modifiés, il a fallu adapté les portails extérieurs.

Décompte 134 Caméras école provisoire  
10.259,60 €  
Considérant que des problèmes de sécurité sont récurrents à l'école pavillonnaire, il a été décidé de placer des caméras de surveillance liées à celle de l'école et de la salle de gymnastique.

Décompte 135 Strip LED supplémentaire  
13.293,66 €  
Considérant le manque d'éclairage sous le gradin, il a été décidé de rajouter des éclairages afin de rendre cet espace plus agréable.

Décompte 136 Maçonnerie DEP local rangement 1.809,00 €  
Considérant que des risques de dégâts au niveau de la DEP, il a été décidé de la protéger par une maçonnerie.

Décompte 137 Clous podotactiles parvis  
10.510,08 €  
Considérant qu'afin de respecter les réglementations, il a fallu placer des clous podotactiles supplémentaires.

Décompte 138 A Modifications travaux sanitaires 14.046,41  
Considérant qu'un disconnecteur est obligatoire ainsi que l'isolation de divers tuyaux, il a été décidé de réaliser ces travaux non prévus.

Décompte 139 A Modifications travaux sanitaires 3.221,36 €  
Considérant qu'un disconnecteur est obligatoire et qu'un ballon d'expansion est omis, il a été décidé de réaliser ces travaux non prévus.

Décompte 140 Evacuation des terres polluées  
77.510,70 €  
Considérant que les terres retirées du site se sont avérées polluées, il a été obligatoire de les retraitées suivant les normes et règlements en vigueur.

Décompte 141 Luminaires supplémentaires  
21.662,87 €

Considérant que certaines zones n'étaient suffisamment éclairées, il a été décidé d'ajouter des luminaires.  
 Décompte 142 Portes vitrées réfectoire 4.753,37 €

Considérant que les portes prévues étaient pleines et que cela pouvait créer un manque de contrôle, il a été décidé de les remplacer par des portes vitrées.  
 Décompte 143 Pose compteur Vivaqua  
 9.423,68 €

Considérant le délai pour ouvrir la salle de gymnastique, il a été décidé de demander à l'entrepreneur de prendre en charge la pose du compteur.  
 Décompte 144 Tribunes mobiles  
 10.052,00 €

Considérant que la salle de gymnastique sera occupée également par des clubs extérieurs, il a été décidé de l'équiper de tribunes pour les spectateurs.  
 Décompte 145 Rack fibre optique  
 1.900,49 €

Considérant que sans rack, il n'est pas possible que les alarmes soient émises et transmises, il a été décidé de les placer.  
 Décompte 146 Hiérarchisation clés  
 7.868,75 €

Considérant que la hiérarchisation des serrures n'étaient pas prévus et afin de permettre une facilité d'occupation, il a été décidé cette hiérarchisation.  
 Décompte 147 Hiérarchisation clés  
 1.427,54 €

Considérant que la hiérarchisation des serrures n'étaient pas prévus et afin de permettre une facilité d'occupation, il a été décidé cette hiérarchisation.  
 Décompte 148 B Portes RF supplémentaires  
 15.612,14 €

Considérant que le rapport du SIAMU lors de leur passage sur site, il a été obligatoire de remplacer plusieurs portes par des portes RF.  
 Décompte 149 Electro  
 31.452,34 €

Considérant que les différents locaux (cuisine, conciergerie, salle des profs) n'étaient pas équipés d'électroménager, il a été décidé de les en équiper.  
 Décompte 150 Lavabo supplément 918,37 €

Considérant qu'au rez-de-jardin, il n'y a pas de lavabos dans les classes, il a été décidé de rajouter un lavabo supplémentaire dans le meuble du couloir .  
 Décompte 151 Supplément pour menuiserie Int 15.200,25 €

Considérant que pour une utilisation optimale des lieux, il a été décidé de placer un meuble menuiserie dans la cuisine, de placer des serrures à une armoire chaque classe afin que les professeurs puissent l'utiliser comme vestiaire.  
 Décompte 152 Bancs et patères  
 12.230,81 €

Considérant que le modèle des patères/vestiaires et bancs ne correspondaient pas aux préconisations de l'IP, il a été décidé de les adapter.  
 Décompte 153 Chemin en dolomie accès SDG  
 10.752,00 €

Considérant qu'aucun accès correct n'existait entre l'école et la salle de gymnastique, il a été décidé de créer un nouveau chemin.  
 Décompte 154 Bac écorce  
 22.184,01 €

Considérant qu'aucune zone n'était prévue pour la préhension/manutention, il a été décidé d'ajouter une zone d'écorce.

Décompte 155 Clôture châtaignier  
11.907,00 €

Considérant qu'il n'y avait pas de séparation entre les espaces des cours de récréations, il a été décidé de placer des clôtures en châtaignier afin de protéger les zones vertes/potager.

Décompte 156 Ferronnerie Ext  
51.161,29 €

Considérant que les accès des abords à rue et au niveau des cours maternelles et primaires, il a été obligatoire d'ajouter des garde-corps supplémentaires afin de respecter la législation.

Décompte 157 Anti Graffiti  
11.027,25 €

Considérant que la façade de la salle de gymnastique du côté de la Promenade Verte, il a été décidé de placer un produit anti graffiti.

Décompte 158 Chariots et chaises  
3.565,00 €

Considérant que la salle de gymnastique sera occupée également par des clubs extérieurs, il a été décidé de l'équiper de chaises pour les spectateurs.

Décompte 159 Modifications Plantations  
18.000,00 €

Considérant que les plantes prévues n'étaient adaptées à une école et au site, il a été décidé d'adapter les plantations.

Décompte 160 Modifications plantations 4.500,00 €

Considérant que les arbres proposés présentaient des risques pour la sécurité des utilisateurs et promeneurs, il a été décidé de les remplacer par d'autres variétés.

Décompte 161 Habillage colonnes  
1.270,35 €

Considérant que le risque d'accident et de blessures est possible au niveau des colonnes en béton de la salle de psychomotricité, il a été décidé de placer des protections en mousse.

Décompte 162 Passe-plat inox  
1.550,00 €

Considérant que le service des plats du réfectoire primaire a été modifié, il a été décidé de placer un glisse-plat pour faciliter le service.

Décompte 163 Jeu Maternelle  
24.354,00 €

Considérant qu'aucun jeux n'était prévu dans la cour maternelle, il a été décidé de placer un jeux.

Décompte 164 Meuble Galet  
23.847,60 €

Considérant que les couloirs ne sont pas équipés de mobilier de repos, il a été décidé de placer deux meubles à l'intention des enfants.

Décompte 165 Caméras Securitas  
5.796,00 €

Considérant que la sécurité n'est pas encore effective, il a été décidé de prolonger la surveillance externe.

Décompte 166 Anti Pigeons  
8.374,08 €

Considérant qu'aucune protection des façades contre les déjections d'oiseaux, il a été décidé de placer des protections anti-pigeons au niveau des couvres-murs.

Décompte 167 Modifications grilles abords  
24.979,50 €

Considérant que la sécurité n'était pas optimale, il a été décidé de revoir le placement des clôtures au

niveau de la rampe à rue.

Décompte 168 Marquoir

2.100,00 €

Considérant qu'aucun marquoir n'est prévu à part pour le rugby, il a été décidé de placer un marquoir pour les autres sports.;

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 26,68 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 12.361.849,71 € hors TVA ou 13.103.560,69 €, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 10 décembre 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 13 (BC 3) du marché « 2015-T-059 – Construction d'une école francophone au Bempt – Marché fractionné : Tranche ferme : Construction d'une école et d'une salle omnisport », pour un montant total en plus de 1.027.946,77 € HTVA ou 1.089.623,58 €, 6 % TVA comprise, d'inscrire la dépense à l'article 7201/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 8-9);

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 10 décembre 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 13 (BC 3) du marché « 2015-T-059 – Construction d'une école francophone au Bempt – Marché fractionné : Tranche ferme : Construction d'une école et d'une salle omnisport », pour un montant total en plus de 1.027.946,77 € HTVA ou 1.089.623,58 €, 6 % TVA comprise, d'inscrire la dépense à l'article 7201/722-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 8-9).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Overheidsopdrachten – 2015-T-059 – Bouw van een Franstalige school op de Bempt – Gesplitste opdracht: Vaste gedeelte: Bouw van een school en van een omnisportzaal - Goedkeuring van aanhangsel 13 (BC3) bij het vaste gedeelte - Kennisgeving. (Toegevoegd tijdens de zitting)**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 24 en 26, §1, 2°, a;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 37 ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 december 2017 met betrekking tot de gunning van de opdracht "Bouw van een Franstalige school op de Bempt – Gesplitste

opdracht: Vaste gedeelte: Bouw van een school en van een omnisportzaal. Voorwaardelijke gedeelte: Aanleg van de omgeving en van de speelplaats” aan THV Strabag Belgium NV - Gillion Construct NV, Vorstlaan 100 te 1170 Watermaal-Bosvoorde voor het gecontroleerde en verbeterde offertebedrag van 9.705.320,89 € excl. btw, van 10.287.640,14 €, btw inbegrepen, of van **11.316.404,15 €**, btw en prijsherziening inbegrepen voor het vaste gedeelte;

Overwegende dat het, tijdens de uitvoering van de opdracht, noodzakelijk is gebleken om de volgende wijzigingen aan te brengen:

H meer		332,56 €
H minder	-	3.661,13 €
Aanvullende werken	+	1.031.275,34 €
Totaal excl. btw	=	1.027.946,77 €
Btw	+	61.676,81 €
<b>TOTAAL</b>	<b>=</b>	<b>1.089.623,58 €</b>

Overwegende dat in het kader van de opdracht “2015-T-059 - Bouw van een Franstalige school op de Bempt – Gesplitste opdracht: Vaste gedeelte: Bouw van een school en van een omnisportzaal”, de motivering bij aanhangsel 13 (BC3) als volgt luidt:

*Verr. 1 Analyse van de bodemverontreiniging* 6.155,22 €

*Overwegende dat de aannemer verplicht is om bodemanalyses uit te voeren alvorens te storten.*

*Verr. 2 Verplaatsing kabel* 41.154,33 €

*Overwegende dat de elektriciteitstoevoerkabel van de school over het terrein van de bouwplaats liep, was de aannemer verplicht deze te verplaatsen en te verlengen.*

*Verr. 5 Opsporing bestaande riolering* 3.904,00 €

*Overwegende dat er toevallig een riolering werd ontdekt op de site, was de aannemer verplicht deze te lokaliseren alvorens de funderingspalen aan te brengen.*

*Verr. 8 Kosten werfinstallatie* 83.790,47 €

*Overwegende dat de SV van de kelder niet werd afgeleverd bij de uitvoering van die van de school, moesten de palen voor de kelder worden aangebracht tijdens een tweede fase*

*Verr. 42 Meerkosten stutwerken* 14.122,16 €

*Overwegende dat de terreinhoogte van de kleuterspeelplaats lager was dan voorzien op het plan, moesten er grotere stutwerken plaatsvinden om de verdieping te bouwen.*

*Bijkomende werfinstallatie* 371.901,97 €

*Overwegende dat de duur van de werf is verlengd, werd in onderling overleg een supplement voor de werfinstallatie bepaald.*

*Verr. 133 Wijzigingen buitenpoorten* 21.725,69 €

*Overwegende dat de omgeving en de toegangen gewijzigd zijn, moesten de buitenpoorten worden aangepast.*

*Verr. 134 Camera's voorlopige school* 10.259,60 €

*Overwegende de steeds terugkerende veiligheidsproblemen op de paviljoenschool, werd besloten om bewakingscamera's te plaatsen die gekoppeld zijn aan die van de school en de turnzaal.*

*Verr. 135 Extra ledstrip* 13.293,66 €

*Overwegende het ontbreken van verlichting onder de tribune, werd besloten om verlichting toe te voegen om deze ruimte aangenamer te maken.*

*Verr. 136 Metselwerk regenwaterafvoer bergruimte* 1.809,00 €

*Overwegende de kans op beschadiging van de regenwaterafvoer, werd besloten om deze te beschermen met metselwerk.*

*Verr. 137 Podotactiele noppen voorplein*

10.510,08 €

*Overwegende dat om aan de reglementering te voldoen, bijkomende podotactiele noppen moesten worden geplaatst.*

Verr. 138 A      *Wijzigingen sanitairwerken*      14.046,41

*Overwegende dat naast het isoleren van diverse leidingen een terugstroombeveiliger verplicht is, werd besloten om deze ongeplande werkzaamheden uit te voeren.*

Verr. 139 A      *Wijzigingen sanitairwerken*      3.221,36 €

*Overwegende dat een terugstroombeveiliger verplicht is en een expansievat werd weggelaten, werd besloten om deze ongeplande werkzaamheden uit te voeren.*

Verr. 140      *Afvoer verontreinigde grond*      77.510,70 €

*Overwegende dat de van de site verwijderde grond verontreinigd bleek te zijn, moest deze worden behandeld volgens de geldende normen en voorschriften.*

Verr.141      *Bijkomende verlichting*      21.662,87 €

*Overwegende dat sommige zones niet voldoende verlicht waren, werd besloten om verlichting toe te voegen.*

Verr. 142      *Glazen deuren refter*      4.753,37 €

*Overwegende dat de geplande deuren volle deuren waren en dit een gebrek aan controle zou kunnen veroorzaken, werd besloten om deze te vervangen door glazen deuren.*

Verr. 143      *Plaatsing Vivaqua-meter*      9.423,68 €

*Overwegende de vertraging bij het openen van de turnzaal werd besloten om de aannemer de meter te laten plaatsen.*

Verr. 144      *Mobiele tribunes*

10.052,00 €

*Overwegende dat de turnzaal ook zal worden gebruikt door clubs van buitenaf, werd besloten om tribunes te voorzien voor toeschouwers.*

Verr. 145      *Rack glasvezel*      1.900,49 €

*Overwegende dat het zonder rack niet mogelijk is om alarmen te doen afgaan en te verzenden, werd besloten om deze te plaatsen.*

Verr. 146      *Hiërarchie sleutels*

7.868,75 €

*Overwegende dat de slotenhiërarchie niet was voorzien en voor het gebruiksgemak werd besloten om deze hiërarchie te hanteren.*

Verr. 147      *Hiërarchie sleutels*

1.427,54 €

*Overwegende dat de slotenhiërarchie niet was voorzien en voor het gebruiksgemak werd besloten deze hiërarchie te hanteren.*

Verr. 148 B      *Bijkomende brandwerende deuren*      15.612,14 €

*Overwegende het verslag van de DBDMH bij het bezoek ter plaatse, was het verplicht om verschillende deuren te vervangen door brandwerende deuren.*

Verr. 149      *Elektro*

31.452,34 €

*Overwegende dat de verschillende lokalen (keuken, conciërgewoning, leraarskamer) niet waren uitgerust met huishoudapparaten, werd besloten om ze ermee te rusten.*

Verr. 150      *Bijkomende wastafel*

918,37 €

*Overwegende dat er op het tuinniveau geen wasbakken in de klaslokalen zijn, werd besloten om een extra wasbak in het gangmeubel te plaatsen.*

Verr. 151      *Toeslag binnenschrijnwerk*      15.200,25 €

*Overwegende dat er voor een optimaal gebruik van het pand besloten werd om een houten meubel te plaatsen in de keuken en om in elke klas sloten op een kast te plaatsen zodat de docenten die als vestiaire*

*kunnen gebruiken.*

Verr. 152 *Banken en kapstokken*

12.230,81 €

*Overwegende dat het model van de kapstokken/vestiaires en banken niet overeenstemde met de aanbevelingen van Openbaar Onderwijs, werd besloten om ze aan te passen.*

Verr. 153 *Dolomietpad toegang turnzaal*

10.752,00 €

*Overwegende dat er geen correcte toegang was tussen de school en de turnzaal, werd besloten om een nieuw pad te creëren.*

Verr. 154 *Schorsbak*

22.184,01 €

*Overwegende dat er geen enkele zone voorzien was voor grijpen/manipuleren, werd besloten om een schorszone toe te voegen.*

Verr. 155 *Afsluiting in kastanjehout*

11.907,00 €

*Overwegende dat er geen scheiding was tussen de ruimtes van de speelplaatsen, werd besloten om afsluitingen in kastanjehout te plaatsen ter bescherming van het groen/de moestuin.*

Verr.156 *Buitensmeedwerk* 51.161,29 €

*Overwegende de toegang tot de straat en de toegang ter hoogte van de speelplaats van de kleuterschool en de lagere school, was het verplicht om bijkomende borstweringen toe te voegen om aan de wetgeving te voldoen.*

Verr. 157 *Antigraffiti*

11.027,25 €

*Overwegende de gevel van de turnzaal aan de kant van de Groene Wandeling, werd besloten om antigraffitiproduct aan te brengen.*

Verr. 158 *Karretjes en stoelen* 3.565,00 €

*Overwegende dat de turnzaal ook zal worden gebruikt door clubs van buitenaf, werd besloten om stoelen te voorzien voor de toeschouwers.*

Verr. 159 *Wijzigingen aanplantingen*

18.000,00 €

*Overwegende dat de voorziene aanplantingen niet geschikt waren voor een school en voor de site, werd besloten om de aanplantingen te wijzigen.*

Verr.160 *Wijzigingen aanplantingen*

4.500,00 €

*Overwegende dat de voorgestelde bomen risico's met zich meebrachten voor de veiligheid van de gebruikers en wandelaars, werd besloten om ze te vervangen door andere soorten.*

Verr. 161 *Kolombekleding* 1.270,35 €

*Overwegende dat er een risico bestaat op ongevallen en letsels ter hoogte van de betonnen kolommen in de psychomotoriekruimte, werd besloten om beschermingen in schuim te plaatsen.*

Verr. 162 *Roestvrijstalen doorgeefluik*

1.550,00 €

*Overwegende dat de maaltijdbediening in de refter van de lagere school werd aangepast, werd besloten om een schotelglijplaat te voorzien om de bediening te vergemakkelijken.*

Verr. 163 *Speeltuig kleuters*

24.354,00 €

*Overwegende dat er geen enkel speeltuig voorzien was op de kleuterspeelplaats, werd besloten om een speeltuig te plaatsen.*

Verr. 164 *Rolmeubel* 23.847,60 €

*Overwegende dat de gangen niet uitgerust zijn met rustmeubilair, werd besloten om twee meubels voor de kinderen te plaatsen.*

Verr.165 *Beveiligingscamera's*

5.796,00 €

*Overwegende dat de beveiliging nog niet effectief is, werd besloten het extern toezicht te verlengen.*

Verr. 166 Duivenwering

8.374,08 €

*Overwegende dat er geen enkele bescherming van de gevels is tegen uitwerpselen van vogels, werd besloten om duivenwering te plaatsen ter hoogte van de muurkappen.*

Verr.167 Wijzigingen omheining 24.979,50 €

*Overwegende dat de beveiliging niet optimaal was, werd besloten om de plaatsing van de afsluitingen ter hoogte van de oprit aan de straatkant te herzien.*

Verr. 168 Scorebord

2.100,00 €

*Overwegende dat er behalve voor rugby geen enkel scorebord voorzien is, werd besloten om een scorebord te plaatsen voor de andere sporten.*

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel en van de vorige reeds goedgekeurde aanhangsels het gunningsbedrag met 26,68 % overschrijdt waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels nu 12.361.849,71 € excl. btw of 13.103.560,69 €, 6% btw inbegrepen bedraagt;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 13 (BC 3) van de opdracht "2015-T-059 – Bouw van een Franstalige school op de Bempt – Gesplitste opdracht: Vaste gedeelte: Bouw van een school en van een omnisportzaal", voor een totaal bijkomend bedrag van 1.027.946,77 €. excl. btw of 1.089.623,58 €, 6 % btw inbegrepen, en ingeschreven op artikel 7201/722-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 8-9);

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 december 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 13 (BC 3) van de opdracht "2015-T-059 – Bouw van een Franstalige school op de Bempt – Gesplitste opdracht: Vaste gedeelte: Bouw van een school en van een omnisportzaal", voor een totaal bijkomend bedrag van 1.027.946,77 € excl. btw of 1.089.623,58 €, 6 % btw inbegrepen, de uitgave in te schrijven op artikel 7201/722-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2020 (BW 8-9).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

43 **Marchés Publics – 2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière - Approbation de l'avenant 1 à la tranche ferme - Information. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses



modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000 €) et l'article 57;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/4 (Règle « de minimis » (modification < 10% valeur marché initial et modification < seuils EU)) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90,1° ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 28 mai 2020 relative à l'attribution du marché "Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière" à Radiance 35, Quai Godefried Kurth 22 à 4020 Liège pour le montant d'offre contrôlé de € 33.370,00 hors TVA ou € 40.377,70, 21% TVA comprise, le montant d'attribution étant réparti comme suit :

\* 1 : Tranche ferme (€ 28.090,00 hors TVA ou € 33.988,90, 21% TVA comprise).

\* 2 : Tranche conditionnelle (€ 5.280,00 hors TVA ou € 6.388,80, 21% TVA comprise).

Considérant que dans le cadre du marché 2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière», la motivation à l'avenant 1 est la suivante :

*Considérant que les Monuments et Sites vont demander un complément d'étude pour le Monument dans le cadre de la demande du Permis d'Urbanisme pour la restauration de l'église St Denis qui est en cours d'étude ;*

*Considérant que l'éclairage actuel du Monument est vétuste ;*

*Considérant que les Monuments et Sites ne vont pas subventionner l'étude ;*

*Considérant que financièrement il est très intéressant de confier l'étude de l'éclairage du Monument au bureau d'étude chargé de l'étude de l'église (réduction d'au moins de 50% pour l'étude du Monument si les deux études sont réalisées parallèlement) ;*

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 5,7% (5,7% pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 29.690,00 € hors TVA ou 35.924,90 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 03 décembre 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché « 2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière », pour un montant total en plus de 1.600,00 € HTVA ou 1.936,00 €, 21% TVA comprise, d'inscrire la dépense à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 03 décembre 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché « 2020-S-009 - Eglise Saint Denis : étude et essais de mise en lumière », pour un montant total en plus de 1.600,00 € HTVA ou 1.936,00 €, 21% TVA comprise, d'inscrire la dépense à l'article 790/723-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

**Overheidsopdrachten – 2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen voor de plaatsing van verlichting - Goedkeuring van aanhangsel 1 bij het vaste gedeelte - Kennisgeving. (Toegevoegd tijdens de zitting)**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 139.000 €) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38/4 (“de minimis”-regel (wijziging < 10% waarde aanvankelijke opdracht en wijziging < drempels EU));

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 mei 2020 tot gunning van de opdracht “Sint-Denijskerk: studie en testen voor de plaatsing van verlichting” aan Radiance 35, Quai Godefroid Kurth 22 te 4020 Luik voor het gecontroleerde offertebedrag van € 33.370,00 excl. btw of € 40.377,70 21% btw inbegrepen, waarbij het gunningsbedrag als volgt verdeeld is:

\* 1: Vast gedeelte (€ 28.090,00 excl. btw of € 33.988,90, 21% btw inbegrepen).

\* 2: Voorwaardelijk gedeelte (€ 5.280,00 excl. btw of € 6.388,80, 21% btw inbegrepen).

Overwegende dat in het kader van de opdracht 2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen voor de plaatsing van verlichting”, de motivering bij aanhangsel 1 als volgt luidt:

*Overwegende dat Monumenten en Landschappen een bijkomende studie zal vragen voor het Monument in het kader van de aanvraag voor de Stedenbouwkundige Vergunning voor de restauratie van de Sint-Denijskerk waarvan de studie loopt;*

*Overwegende dat de huidige verlichting van het Monument verouderd is;*

*Overwegende dat Monumenten en Landschappen de studie niet zal subsidiëren;*

*Overwegende dat het financieel zeer interessant is om de studie van de verlichting van het Monument toe te vertrouwen aan het studiebureau dat belast is met de studie van de kerk (korting van minstens 50% voor de studie van het Monument indien beide studies gelijktijdig worden uitgevoerd);*

Overwegende dat het totaalbedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 5,7% overschrijdt (5,7% voor de wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 29.690,00 € excl. btw of 35.924,90 €, 21% btw inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen”

voor de plaatsing van verlichting”, voor een totaal bijkomend bedrag van 1.600,00 € excl. btw of 1.936,00 €, 21% btw inbegrepen, de uitgave in te schrijven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2020;

## BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 bij de opdracht “2020-S-009 - Sint-Denijskerk: studie en testen voor de plaatsing van verlichting”, voor een totaal bijkomend bedrag van 1.600,00 € excl. btw of 1.936,00 €, 21% btw inbegrepen, de uitgave in te schrijven op artikel 790/723-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*Alain Mugabo Mukunzi quitte la séance / verlaat de zitting.*  
*Denis Stokkink quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

## AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

### Secrétariat - Secretariaat

#### 44 **Motion visant une « Rentrée des classes responsable » dans l’enseignement fondamental forestois (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)**

LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREST,

Considérant la problématique de l’importante usage du plastique lors des rentrées scolaires ;

Que chaque année, la rentrée scolaire est synonyme d’une montagne de déchets et de l’utilisation de matériel à caractère non durable ;

Que le plastique est omniprésent parmi les fournitures scolaires ;

Qu’il est essentiel de réduire au maximum l’utilisation du plastique et d’en montrer exemple aux enfants dès leur plus jeune âge.

#### DEMANDE

- au Collège des bourgmestre et échevins :
  - d’adopter le principe de « Rentrée scolaire responsable » dans l’enseignement fondamental pour 2021-2022 ;
  - à ce que l’utilisation de papier adhésif transparent en vue de recouvrir livres et cahiers ne soit plus imposée et qu’il soit demandé aux directions des écoles de communiquer en ce sens aux parents d’élèves ;
  - que l’usage de papier recyclé ou de protections en tissus sera fortement conseillé.

- que la Commune de Forest encourage les écoles à organiser des échanges ou ventes de matériel scolaire et cartables de seconde main en début d'année scolaire.

Le point est reporté.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Motie met het oog op een ‘verantwoorde terugkeer naar school’ in het Vorstse basisonderwijs (op vraag van mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

DE GEMEENTERAAD VAN VORST,

Overwegende de problematiek van het veelvuldig gebruik van plastic aan het begin van het schooljaar;

Dat het begin van het schooljaar elk jaar synoniem is voor een berg afval en het gebruik van niet duurzaam materiaal;

Dat plastic alomtegenwoordig is bij schoolbenodigdheden;

Dat het essentieel is om het gebruik van plastic zoveel mogelijk te beperken en van jongs af aan een voorbeeld te stellen voor kinderen.

VRAAGT

- aan het College van Burgemeester en Schepenen:
  - voor 2021-2022 het principe goed te keuren van de “verantwoorde terugkeer naar school” in het basisonderwijs;
  - dat het gebruik van transparant zelfklevend plastic om boeken en schriften te kaften niet langer wordt opgelegd en dat aan de schooldirecties wordt gevraagd om dit aan de ouders van de leerlingen door te geven;
  - dat het gebruik van gerecycleerd papier of stoffen beschermingen sterk wordt aangeraden.
  - dat de Gemeente Vorst de scholen aanmoedigt om aan het begin van het schooljaar een uitwisseling of verkoop van tweedehandsschoolmateriaal en -boekentassen te organiseren.

Het punt wordt verdaagd.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

**Madame Plovie estime opportun de discuter de manière plus approfondie de ces propositions, conjointement avec les directions scolaires, dès le mois de janvier.**

**Madame El Yousfi voit là une thématique importante et rejoint la proposition de Madame Plovie visant à mettre sur pied un groupe de travail.**

**Monsieur Hacken se dit favorable à la proposition quant au fond.**

**Monsieur Pierre-De Permentier rappelle que ce texte a été déposé pour la première fois il y a deux ans, il estime qu’il est grand temps de faire preuve de courage politique en la matière et encourage chacun à soutenir cette proposition.**

**Madame De Ridder se réjouit que cette préoccupation fasse consensus au sein du Conseil. Elle assure qu’il est indispensable d’impliquer les écoles dans la co-construction de ce projet. Par ailleurs,**

elle rappelle qu'au vu du contexte extrêmement difficile de l'année scolaire en cours la priorité est d'assurer la continuité des cours. La rentrée scolaire étant dans 10 mois, il est tout à fait possible de prendre le temps de la concertation.

Monsieur Loewenstein dit partager l'objectif de la proposition et son espoir que l'engagement de la majorité sera suivi d'effet.

Madame Plovie insiste sur le fait que la majorité a toujours veillé à traiter les motions proposées par l'opposition avec respect, en mettant régulièrement en place des groupes de travail sur les thèmes proposés.

Mevrouw Plovie acht het wenselijk om deze voorstellen vanaf januari samen met de schooldirecties grondiger te bespreken.

Mevrouw El Yousfi vindt dit een belangrijk thema en sluit zich aan bij het voorstel van mevrouw Plovie om een werkgroep op te richten.

De heer Hacken kan zich vinden in het voorstel.

De heer Pierre-De Permentier herinnert eraan dat deze tekst twee jaar geleden voor het eerst werd ingediend en vindt het hoog tijd om politieke moed te tonen in deze zaak en moedigt iedereen aan dit voorstel te steunen.

Mevrouw De Ridder is verheugd dat er binnen de Raad een consensus over deze kwestie bestaat. Zij verzekert dat het essentieel is de scholen te betrekken bij de co-constructie van het project. Voorts herinnert zij eraan dat, gezien de uiterst moeilijke context van dit schooljaar, voorrang gaat naar het waarborgen van de continuïteit van de lessen. Aangezien het schooljaar over 10 maanden begint, is het goed mogelijk om de tijd te nemen om te overleggen.

De heer Loewenstein onderschrijft de doelstelling van het voorstel en hoopt dat de toezegging van de meerderheid wordt nagekomen.

Mevrouw Plovie benadrukt dat de meerderheid er altijd op heeft toegezien dat de door de oppositie voorgestelde moties met respect werden behandeld, door regelmatig werkgroepen in te stellen voor de voorgestelde thema's.

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

45 **Interpellation relative à la centrale d'achats scolaires (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)**

Madame la Secrétaire communale,  
Chère Betty,

Je souhaite interpellier le Collège des Bourgmestre et Echevins sur l'annonce de l'Echevine de l'Instruction publique lors du conseil communal du 24 novembre relative à la liquidation de l'ASBL MARGE.

Depuis plusieurs années, l'ASBL faisait régulièrement débat au sein du conseil communal au regard des réserves exprimées dans les rapports des réviseurs. S'il faut reconnaître vos efforts pour assainir la structure depuis ce début de législature, cette décision est étonnante. En effet, vous n'avez jamais manqué d'accorder votre confiance en l'ASBL et mes demandes successives pour lancer une étude comparative des structures des centrales d'achats scolaires des autres communes bruxelloises sont malheureusement

toujours restées sans réponse constructive.

1° Pourriez-vous nous expliquer le contexte et les justifications de cette liquidation ?

2° Pourriez-vous également nous expliquer où en est la demande d'étude comparative des structures des centrales d'achats scolaires des autres communes bruxelloises ?

3° Quels sont vos projets pour la centrale d'achats scolaires ?

a. Ces missions seront-elles désormais prises en charge par les services de l'Administration ?

b. Si oui, ces achats relèveront-ils de l'Echevin en charge de la centrale d'achat ou de l'Echevine de l'IP ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Chef de groupe MR

---

### **Interpellatie betreffende de aankoopcentrale voor scholen (op verzoek van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)**

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

Beste Betty,

Ik wens het College van Burgemeester en Schepenen te interpellieren over de aankondiging van de schepen van Openbaar Onderwijs tijdens de gemeenteraad van 24 november betreffende de vereffening van de vzw MARGE.

De vzw kwam al enkele jaren regelmatig aan bod in de debatten in de gemeenteraad over het voorbehoud dat in de verslagen van de revisoren werd geformuleerd. Uw inspanningen om de structuur te saneren sinds het begin van deze bestuursperiode maken dat dit een verrassende beslissing is. U hebt immers altijd vertrouwen gesteld in de vzw en jammer genoeg is er nooit een constructief antwoord gekomen op mijn opeenvolgende verzoeken om een vergelijkende studie uit te voeren over de structuren van de aankoopcentrales voor scholen in andere Brusselse gemeenten.

1° Kunt u ons de context en de rechtvaardiging van deze vereffening uitleggen?

2° Kunt u ons ook uitleggen hoe ver we staan met het verzoek om een vergelijkende studie over de structuren van de aankoopcentrales voor scholen in andere Brusselse gemeenten?

3° Wat zijn uw plannen met de aankoopcentrale voor scholen?

a. Zullen deze opdrachten voortaan opgenomen worden door gemeentediensten?

b. Zo ja, vallen de aankopen dan onder de verantwoordelijkheid van de schepen bevoegd voor de aankoopcentrale of die van Onderwijs?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier

MR-fractie leider

**Réponse de Madame De Ridder :**

**L'ASBL Marge a été créée en 1985. Depuis 35 ans, elle reçoit un subside de la commune chaque année qu'elle répartit entre les différentes écoles communales de Forest afin de leur permettre d'acheter du matériel éducatif ou d'offrir des activités culturelles et éducatives à tous les enfants. Elle offre un service d'utilité publique de qualité qui n'est pas remis en cause. Les membres de cette association, essentiellement issus du personnel des écoles, ont toujours travaillé bénévolement. Je tiens à clarifier le fait que Marge n'est pas la centrale d'achats des écoles. En effet, la grande majorité des achats sont traités par le service Logistique de la commune, d'autres par l'Instruction publique et un petit nombre complémentaire par Marge.**

**La raison de la dissolution de Marge est le manque de moyens humains. La nouvelle réglementation en matière de gestion des ASBL ajoute une charge de travail à celle existante. L'obligation de modifier les statuts de Marge, et donc son mode de fonctionnement, a démobilisé la majorité de ses membres.**

**La centrale d'achat et le service de l'Instruction publique vont bien entendu continuer à assumer leur mission, à savoir la commande et l'achat de petit matériel, repas chauds, équipements, papiers à usage divers, mobiliers, ordinateurs, jeux, activités socio-culturelles, savon, produits d'entretien, rideaux, bacs pour plantes, bancs, craies,... Bref, tout ce dont les écoles ont besoin pour fonctionner.**

**Antwoord van mevrouw De Ridder:**

**De vzw Marge werd opgericht in 1985. Al 35 jaar lang ontvangt ze elk jaar een subsidie van de gemeente die ze verdeelt onder de verschillende gemeentescholen van Vorst om hen in staat te stellen lesmateriaal aan te kopen of culturele en educatieve activiteiten aan te bieden aan alle kinderen. Ze biedt degelijke dienstverlening, die niet in twijfel wordt getrokken. De leden van de vereniging, voornamelijk schoolpersoneel, werken steeds op vrijwillige basis.**

**Ik preciseer dat Marge niet de aankoopcentrale van de scholen is. De meeste aankopen worden afgehandeld door de dienst Logistiek van de gemeente, andere door Openbaar Onderwijs en een klein aantal door Marge.**

**De reden voor de ontbinding van Marge is het gebrek aan werkkrachten. De nieuwe regelgeving betreffende de vzw's maakt de werklust nog groter. De verplichting om de statuten van Marge, en dus de werkwijze, te wijzigen heeft de meeste leden doen afhaken.**

**De aankoopcentrale en de dienst Openbaar Onderwijs zullen uiteraard hun opdracht blijven vervullen, d.w.z. het bestellen en aankopen van kleine artikelen, warme maaltijden, materiaal, papier voor diverse doeleinden, meubilair, computers, spelletjes, sociaal-culturele activiteiten, zeep, schoonmaakmiddelen, gordijnen, plantenbakken, banken, krijt, ... Kortom, alles wat de scholen nodig hebben om te functioneren.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

Madame la Secrétaire communale,

Je souhaite interroger le Collège sur la redevance due par un bénévole de la Croix rouge à Forest alors que celui-ci était mobilisé pour lutter contre la crise COVID-19 et que cette justification apparaissait clairement. La presse locale et les réseaux sociaux sont indignés de ce manque d'égard.

Pourriez-vous m'éclairer sur les circonstances de cette redevance ?

Estimez-vous normal que ces bénévoles soient frappés d'une redevance alors qu'ils sont confrontés à des situations d'urgence et de stress intense, au même titre que les médecins et infirmiers ?

Les agents Parking Brussels ont-ils des quotas de redevance à prélever ? Ont-ils un bonus si de nombreuses redevances sont imputées ?

D'avance je vous remercie pour votre réponse.

Cordialement,

CDP

---

**Mondelinge vraag : retributie verschuldigd door een vrijwilliger van het Rode Kruis (op verzoek van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)**

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

Ik wil het College vragen naar de retributie die een vrijwilliger van het Rode Kruis in Vorst moest betalen toen hij werd gemobiliseerd in de strijd tegen de coronacrisis en die oproep was duidelijk. De lokale pers en de sociale netwerken zijn verontwaardigd over dit gebrek aan respect.

Kunt u toelichting geven over de omstandigheden van deze heffing?

Vindt u het normaal dat deze vrijwilligers een retributie moeten betalen als ze worden geconfronteerd met noodsituaties en hoge stress, net als artsen en verpleegkundigen?

Krijgt het personeel van Parking.Brussels quota opgelegd? Krijgen ze een bonus als ze veel retributies uitschrijven?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Met vriendelijke groeten,

**Réponse de Madame El Hamidine :**

**Des réservations de places de stationnement pour les bénévoles de la Croix-Rouge ont été mises en place à compter du 21/10/2020. Elle ajoute que suite à l'impact des travaux de la STIB sur l'avenue Jupiter, l'emplacement initialement envisagé pour ces emplacements a dû être revu et assure que les 17 redevances imposées dans l'intervalle ont été annulées par parking.brussels.**

**Réponse de Madame Van den Bosch:**



Les stewards de Parking.Brussels doivent vérifier le respect du règlement de stationnement; ils n'ont pas de quotas à atteindre au niveau du nombre de redevances imputées et ne reçoivent donc pas de bonus en fonction du nombre de redevances prélevées. Lorsqu'ils vérifient le respect du règlement de stationnement, ils ne disposent d'aucune information sur le conducteur du véhicule, ni sur la mission ou le rôle social que cette personne remplit. Je serais inquiet si c'était le cas, car il s'agirait d'une grave atteinte à notre vie privée.

**Antwoord van mevrouw El Hamidine:**

Er zijn parkeerplaatsen gereserveerd voor de vrijwilligers van het Rode Kruis, met ingang van 21/10/2020. Zij voegt eraan toe dat door de MIVB-werkzaamheden aan de Jupiterlaan de aanvankelijk voorziene locatie voor deze plaatsen moest worden herzien en verzekert dat de 17 inmiddels opgelegde retributies door Parking.brussels werden geannuleerd.

**Antwoord van Mevrouw Van den Bosch :**

De stewards van Parking.Brussels moeten de naleving van het parkeerreglement controleren, ze hebben geen quota's te behalen voor het aantal uitgeschreven parkeerboetes en krijgen dus ook geen bonussen aan de hand van het aantal uitgeschreven parkeerboetes. Wanneer ze de naleving van het parkeerreglement controleren, hebben zij geen informatie over wie zich met dit voertuig verplaatst, noch over welke missie, of maatschappelijke rol deze persoon vervult. Het zou mij zorgen baren moest dit wel het geval zijn, want het zou een stevige inbreuk zijn op onze privacy.

*1 annexe / 1 bijlage*

---

47 **Charte éthique - Code de déontologie (à la demande de Mesdames et Messieurs Plovie, Loewenstein, El Yousfi, Pierre-De Permentier, Koplowicz et Hacken, conseillers communaux) (Complémentaire)**

## **Code de déontologie**

### ***Préambule:***

L'action communale doit être conforme non seulement à la Constitution, à la Loi (au sens large), aux principes des Droits Humains et à la bonne gouvernance, mais aussi à des règles éthiques (principes et système de valeurs).

*En signant cette charte, les mandataires de Forest s'engagent à respecter les règles éthiques spécifiques, tant dans l'exercice stricte de leur(s) mandat(s) que dans toutes les relations avec les autres mandataires, leurs collègues, les fonctionnaires et toute autre partie prenante.*

*Ils reconnaissent ainsi que leur intégrité et leur exemplarité sont essentielles tant à l'exercice de leur(s) mandat(s) qu'à maintenir et renforcer la confiance des habitant.e.s de Forest dans le système démocratique local.*

### ***Article 1er***

Le présent code s'applique à tous.toutes les mandataires communaux.ales de Forest.

Il faut entendre par mandataires communaux.ales :

- Le.la bourgmestre, les échevin(e)s et les conseiller(e)s communaux(ales) ;
- Le.la président.e et les conseiller.ère.s du Conseil de l'action sociale ;
- Les conseiller(e)s de police ;
- Tout membre de l'assemblée générale, du conseil d'administration, du comité de gestion ou de conseil d'un organisme local, désigné par la commune.

#### *Article 2 – L'intérêt général*

Les mandataires communaux doivent, dans l'exercice de leur mandat, faire prévaloir l'intérêt général dont ils ont la charge. Les mandataires s'abstiennent de toute considération d'intérêt personnel ou familial, de toute forme de favoritisme ou de népotisme.

#### *Article 3 - Respect de l'intégrité physique et psychologique de toutes les parties prenantes*

Les mandataires se gardent de toute forme de harcèlement moral ou à caractère sexuel. Ils/elles ne tiennent aucun propos, ne font aucune allusion et n'ont aucun comportement à caractère raciste, sexiste ou discriminatoire.

#### *Article 4 – Impartialité, Exemplarité et Neutralité de la fonction publique*

Les mandataires préservent l'égalité des droits au niveau de la fonction publique, c'est à dire qu'ils/elles doivent assurer leurs mandats à l'égard de tous/toutes les citoyen.ne.s dans les mêmes conditions, quels que soient leurs opinions religieuses ou politiques, leur origine, ou leur sexe/genre. Tout.e citoyen.ne et toute institution est traité.e équitablement et sans discrimination d'aucune forme. Les décisions sont prises et les services rendus sans considération partisane.

Les mandataires s'expriment en veillant à tenir des propos à la hauteur de leur mandat en évitant notamment les attaques personnelles, les calomnies et les propos diffamatoires.

#### *Article 5 - Transparence*

Les mandataires ne dissimulent aucune information à laquelle le.la citoyen.ne a légitimement droit. Ils/elles communiquent avec les autres mandataires loyalement et ouvertement. Les rapports financiers ou d'activité, et autres documents qu'ils publient ou approuvent, doivent refléter la réalité ou, en toute bonne foi, celle qu'ils/elles pensent être.

Les mandataires veillent, lorsqu'ils/elles publient des informations à ce qu'elles soient complètes et exactes ou en toute bonne foi pensent l'être.

#### *Article 6 - Conflit d'intérêt*

Les mandataires communaux déclarent avoir pris connaissance de l'article 245 du code pénal relatif à la prise illégale d'intérêt.

Ils/elles évitent de se placer dans une situation de conflit ou d'apparence de conflit d'intérêts. Un conflit d'intérêts existe lorsqu'un.e mandataire communal.e a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions.

Le/la mandataire communal.e qui constate qu'il/elle s'expose à un conflit d'intérêts réel ou potentiel en fait état oralement (sans pour autant mettre en péril le principe du respect de la vie privée) avant toute intervention écrite ou orale et avant de voter en séance du collège, du conseil communal, du conseil de l'action sociale, du conseil de police ou de l'instance dans laquelle il/elle a été désigné.e, à propos d'une question qui touche à cet intérêt.

Aucun membre de l'exécutif ne peut être membre d'une instance décisionnelle d'une association soutenue par la commune sauf si les statuts de cette dernière prévoit le cas contraire.

Les mandataires ne sollicitent aucun cadeau. Ils n'acceptent, ne donnent et ne sollicitent, à titre personnel et à usage privé, aucun cadeau, avantage, faveur, ou autre avantage qui pourrait influencer son objectivité et son impartialité dans l'exercice de son mandat. Ils/elles refuseront d'être placé.e.s dans une situation d'obligé.e.s envers le ou les donateurs. Ils/elles veilleront également à ne pas faire état de leur mandat lors de l'achat, à titre personnel, de biens ou services auprès d'un fournisseur de la Commune.

Occasionnellement, l'acceptation d'un cadeau ou d'un autre bénéfice n'est admissible que si :

- sa valeur est minime et
- l'offre se produit lors d'une activité ou d'un événement lié à l'exercice des fonctions officielles du mandataire pour autant que cette acceptation ou donation ne compromet, ou ne donne pas l'impression de compromettre, l'intégrité du mandataire concerné.

#### *Article 7 - Confidentialité et devoir de réserve*

Sans préjudice à la transparence, les mandataires s'abstiendront strictement de communiquer des informations qui relèvent de la confidentialité, ou de sources non fiables ou partielles.

Les mandataires veilleront enfin à maintenir un devoir de réserve, notamment avec les membres du personnel communal, notamment en évitant de leurs imposer leurs opinions sur les autres mandataires ou autres parties prenantes, et en évitant de solliciter leurs opinions politiques.

#### *Article 8 - Responsabilité et professionnalisme*

Les mandataires communaux s'engagent à participer pleinement et régulièrement aux séances du conseil communal, du conseil de l'action sociale, du conseil de police, et aux commissions auxquelles ils/elles appartiennent ainsi qu'aux instances au sein desquelles ils/elles ont été désigné.e.s.

#### *Article 9 - Respect de la séparation des pouvoirs*

Les mandataires respectent scrupuleusement le principe de séparation des pouvoirs et s'interdit d'intervenir, de manière directe ou indirecte, oralement ou par écrit :

- - auprès de magistrats de quelque juridiction que ce soit, d'entreprendre des démarches auprès de ces instances afin de s'enquérir de l'état d'avancement d'un dossier ou d'accélérer une procédure, liée à un contentieux particulier, à l'exception de la possibilité de transmettre au Procureur du Roi compétent.e toute information dont ils /elles auraient connaissance et qui est susceptible d'intéresser

l'action publique ;

- - auprès de toute administration ou service dans le but de favoriser d'une quelconque façon une personne pour l'obtention d'une décision administrative.

### *Article 10 – Respect des obligations légales*

Les mandataires communaux s'engagent à satisfaire avec sérieux et diligence à toutes leurs obligations légales, notamment fiscales, sociales et administratives.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 30 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Dominique Goldberg, Alexander Billiet.*

---

**Ethisch charter – Deontologische code (op verzoek van mevrouwen en de heren Plovie, Loewenstein, El Yousfi, Pierre-De Permentier, Koplowicz en Hacken, gemeenteraadsleden) (Aanvullend)**

## **Deontologische code**

### *Inleiding*

De gemeentelijke actie moet niet alleen in overeenstemming zijn met de Grondwet, met de Wet (in de brede zin), met de principes van de Mensenrechten en met goed bestuur, maar ook met ethische regels (principes en waardesysteem).

*Door dit charter te ondertekenen, verbinden de mandatarissen van Vorst zich ertoe de specifieke ethische regels na te leven, zowel in de strikte uitoefening van hun manda(a)t(en) als in alle betrekkingen met de andere mandatarissen, hun collega's, de ambtenaren en alle andere betrokkenen.*

*Zodoende erkennen ze dat hun integriteit en hun voorbeeldfunctie essentieel zijn, zowel voor de uitoefening van hun manda(a)t(en) als om het vertrouwen van de inwoners van Vorst in het plaatselijke democratische systeem te behouden en te versterken.*

### *Artikel 1*

Deze code is van toepassing op alle gemeentelijke mandatarissen van Vorst.

Onder de gemeentelijke mandatarissen dient te worden verstaan:

- de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden;
- de voorzitter en de raadsleden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;
- de politieraadsleden;
- ieder lid van de algemene vergadering, van de raad van bestuur, van het beheerscomité of van de raad van een plaatselijke instelling, aangesteld door de gemeente.

### *Artikel 2 – Algemeen belang*

De gemeentelijke mandatarissen moeten bij de uitoefening van hun mandaat voorrang geven aan het algemeen belang waar ze mee belast zijn. De mandatarissen onthouden zich van iedere overweging van

persoonlijk of familiaal belang, van iedere vorm van favoritisme of nepotisme.

### *Artikel 3 - Respect voor de lichamelijke en psychologische integriteit van alle betrokkenen*

De mandatarissen onthouden zich van iedere vorm van pesterijen of ongewenst seksueel gedrag. Zij mogen geen racistische, seksistische of discriminerende opmerkingen of toespelingen maken en geen racistisch, seksistisch of discriminerend gedrag vertonen.

### *Artikel 4 – Onpartijdigheid, voorbeeldigheid en neutraliteit van het openbaar ambt*

De mandatarissen behouden de gelijkheid van rechten op het niveau van het openbaar ambt, dit wil zeggen dat zij hun mandaten ten aanzien van alle burgers onder dezelfde voorwaarden moeten uitvoeren, ongeacht hun religieuze of politieke overtuigingen, hun afkomst of hun geslacht/gender. Iedere burger en iedere instelling wordt gelijk en zonder enige vorm van discriminatie behandeld. Beslissingen worden genomen en diensten worden verleend zonder partijpolitieke overwegingen.

De mandatarissen geven uiting aan hun mening door zich ervan te vergewissen dat hun opmerkingen in overeenstemming zijn met hun mandaat, door met name persoonlijke aanvallen, smaad en laster te vermijden.

### *Artikel 5 - Transparantie*

De mandatarissen houden geen informatie achter waarop de burger rechtmatig recht heeft. Zij communiceren eerlijk en open met de andere mandatarissen. De financiële verslagen of activiteitenverslagen, en andere documenten die zij publiceren of goedkeuren, moeten de realiteit weerspiegelen of, te goeder trouw, wat zij geloven dat de realiteit is.

Wanneer zij informatie publiceren, waken de mandatarissen erover dat die volledig en correct is of geloven zij te goeder trouw dat ze volledig en correct is.

### *Artikel 6 – Belangenconflict*

De gemeentelijke mandatarissen verklaren kennis te hebben genomen van artikel 245 van het Strafwetboek betreffende het onwettig nemen van belangen.

Zij vermijden dat zij zich in een situatie van belangenconflict of schijnbaar belangenconflict plaatsen. Er is een belangenconflict wanneer een gemeentelijke mandataris een persoonlijk belang heeft dat de uitoefening van zijn functies onrechtmatig zou kunnen beïnvloeden.

De gemeentelijke mandataris die vaststelt dat hij/zij zich blootstelt aan een reëel of potentieel belangenconflict, meldt dit mondeling (zonder daarom het principe van respect voor de persoonlijke levenssfeer in gevaar te brengen), vóór iedere schriftelijke of mondelinge tussenkomst en vóór hij/zij in zitting van het college, van de gemeenteraad, van de raad voor maatschappelijk welzijn, van de politieraad of van de instantie waar hij/zij toe werd aangeduid, stemt over een kwestie die met dit belang verbonden is.

Geen enkel lid van de Executieve mag lid zijn van een besluitvormingsorgaan van een vereniging die door de gemeente wordt ondersteund, tenzij de statuten van die laatste anders bepalen.

De mandatarissen aanvaarden geen enkel geschenk. Zij aanvaarden, geven en vragen geen geschenken, voordelen, gunsten of andere voordelen, op persoonlijke titel en voor privégebruik, die hun objectiviteit

en onpartijdigheid bij de uitoefening van hun mandaat zouden kunnen beïnvloeden. Zij weigeren zich in een situatie van verplichtingen tegenover de schenker(s) te plaatsen. Zij waken er ook over hun mandaat niet te vermelden bij de aankoop, op persoonlijke titel, van goederen of diensten bij een leverancier van de Gemeente.

Occasioneel is het aanvaarden van een geschenk of een ander voordeel alleen toegelaten indien:

- het een minieme waarde heeft en
- het aangeboden wordt bij een activiteit of een evenement in verband met de uitoefening van de officiële functies van de mandataris, mits deze aanvaarding of schenking de integriteit van de betrokken mandataris niet in het gedrang brengt, of niet de indruk geeft ze in het gedrang te brengen.

#### *Artikel 7 - Vertrouwelijkheid en verplichting tot terughoudendheid*

Onverminderd de transparantie, onthouden de mandatarissen zich strikt van het meedelen van informatie die vertrouwelijk is, of van onbetrouwbare of onvolledige bronnen.

Tot slot waken de mandatarissen erover dat zij een verplichting tot terughoudendheid handhaven, o.a. met de leden van het gemeentepersoneel, met name door te vermijden hen hun mening op te dringen over de andere mandatarissen of andere betrokkenen, en door te vermijden hen naar hun politieke overtuiging te vragen.

#### *Artikel 8 – Verantwoordelijkheid en professionalisme*

De gemeentelijke mandatarissen verbinden zich ertoe ten volle en regelmatig deel te nemen aan de zittingen van de gemeenteraad, van de raad voor maatschappelijk welzijn, van de politieraad en van de commissies waar zij toe behoren alsook bij de instanties waartoe zij werden aangeduid.

#### *Artikel 9 - Respect voor de scheiding der machten*

De mandatarissen respecteren strikt het principe van de scheiding der machten en onthouden zich van rechtstreekse of onrechtstreekse mondelinge of schriftelijke tussenkomsten:

- bij magistraten van welke rechtbank dan ook, om stappen te ondernemen bij deze instanties teneinde navraag te doen over de voortgang van een dossier of een procedure te versnellen, in verband met een specifiek geschil, met uitzondering van de mogelijkheid om aan de bevoegde procureur des Konings alle informatie door te geven waarvan zij op de hoogte zouden zijn en die van belang kan zijn voor het overheidsoptreden;
- bij iedere administratie of dienst met als doel een persoon op enigerlei wijze te bevoordelen voor het verkrijgen van een administratieve beslissing.

#### *Artikel 10 – Naleving van de wettelijke verplichtingen*

De gemeentelijke mandatarissen verbinden zich ertoe al hun wettelijke verplichtingen, met name de fiscale, sociale en administratieve verplichtingen, ernstig en zorgvuldig na te leven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

**Intervention de M. Loewenstein :**

**Il y a un an et demi, au conseil de mai 2019, j'avais déposé une motion visant à adopter une Charte éthique des mandataires communaux. A la suite de la présentation du point en Conseil, il a été proposé de travailler sur un texte commun entre les chefs de groupe.**

**Si les discussions ont été constructives et que l'on a pu aboutir à un texte qui couvre un nombre important de comportements à respecter par les mandataires communaux, il y a un élément qui n'a pas été repris dans le texte présenté ce soir et qui est pourtant important pour mon groupe, concernant la neutralité des mandataires communaux. Si l'on ne peut bien évidemment pas exiger de mandataires communaux qu'ils soient neutres alors qu'ils défendent des idées, il en est autrement lorsqu'ils agissent en représentation de la commune.**

**C'est la raison pour laquelle, je vous propose, avec le soutien des groupes MR et cdH, l'amendement suivant :**

**A l'article 4 du Code de déontologie, est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :**

**« Afin de respecter le principe de neutralité, lorsqu'ils représentent la commune, les mandataires s'abstiennent de porter de manière ostentatoire des signes convictionnels. »**

**Cela concerne notamment la célébration des mariages ou encore la présence de la commune à une cérémonie. Cela ne concerne donc pas les conseillers communaux lorsqu'ils siègent au conseil communal.**

**J'espère que ces explications vous convaincront de la pertinence d'une telle disposition.**

**Monsieur Hacken propose que tous les mandataires puissent signer le texte et qu'il soit procédé ainsi à chaque début de mandature.**

**Monsieur De Beer dit l'opposition de son groupe à l'amendement sur le principe de neutralité et revient sur un amendement proposé par son groupe concernant les cadeaux (qui fait l'unanimité).**

**Madame El Yousfi salue le travail effectué en co-construction.**

**Monsieur Pierre-De Permentier exprime son vif soutien à l'amendement sur le principe de neutralité.**

**Monsieur Loewenstein observe que si la formulation du texte proposé suffit aux groupes Ecolo et PS, il en va différemment pour le groupe DÉFI. Il ajoute que si on devait retenir l'argument de la redondance, le texte pourrait être complètement vidé. Vu l'importance du sujet il demande un vote nominatif.**

**L'amendement du groupe PTB concernant les cadeaux est approuvé.**

**L'amendement du groupe DÉFI est rejeté (32 votants : 11 votes positifs, 21 contre. Contre : Spapens, El Hamidine, Quartassi, Mugabo, Père, De Ridder, Tahri, El Omari, Van den Bosch, El Yousfi, Plovie, Angeli, Huytebroeck, De Beer, De Laveleye, Rakovsky, Beauthier, Boukili, Abbach, Dupont, Al Masude)**

**Interventie van de heer Loewenstein:**

**Anderhalf jaar geleden, tijdens de gemeenteraad van mei 2019, had ik een motie ingediend om een ethisch charter voor de gemeentemandarissen goed te keuren. Na de presentatie van dit punt in de Raad werd voorgesteld een gemeenschappelijke tekst op te stellen met de fractieleiders.**

**Hoewel de discussies constructief waren en wij een tekst hebben kunnen opstellen die een groot aantal houdingen omvat die de mandatarissen moeten naleven, is er één element dat niet in de**

vanavond gepresenteerde tekst is opgenomen en dat niettemin belangrijk is voor mijn fractie, nl. de neutraliteit van gemeentemandatarissen. Het spreekt vanzelf dat van gemeentemandatarissen niet kan worden verwacht dat zij neutraal zijn terwijl zij ideeën verdedigen, maar dat is niet het geval wanneer zij de gemeente vertegenwoordigen.

Daarom stel ik, met steun van de MR- en de cdH-fractie, het volgende amendement voor:

Aan artikel 4 van de deontologische code wordt een lid 2 toegevoegd, dat luidt als volgt:

*“Teneinde het neutraliteitsbeginsel na te leven onthouden de mandatarissen zich, wanneer ze de gemeente vertegenwoordigen, van het dragen van uiterlijke tekenen van geloofs- of levensovertuiging.”*

Dit betreft met name de viering van huwelijken of de aanwezigheid van de gemeente bij een plechtigheid. Het geldt dus niet voor gemeenteraadsleden wanneer zij zetelen in de gemeenteraad.

Ik hoop dat deze toelichting jullie overtuigt van de relevantie van een dergelijke bepaling.

De heer Hacken stelt voor dat alle mandatarissen de tekst ondertekenen en dat dit aan het begin van elk mandaat zou gebeuren.

De heer De Beer verklaart dat zijn fractie gekant is tegen het amendement over het neutraliteitsbeginsel en komt terug op een amendement van zijn fractie over giften (waarover unanimité heerst).

Mevrouw El Yousfi is verheugd over het werk dat in co-constructie werd verricht.

De heer Pierre-De Permentier sprak zijn steun uit voor het amendement over het neutraliteitsbeginsel.

De heer Loewenstein merkt op dat de formulering van de voorgestelde tekst voor de fracties Ecolo-Groen en PS-SPa volstaat, maar niet voor DéFI. Hij voegt eraan toe dat, als het argument van redundantie wordt gehandhaafd, de tekst volledig leeg zou kunnen worden. Gezien het belang van het onderwerp vraagt hij om een stemming bij naam.

Het amendement van de PTB-PVDA-fractie betreffende giften wordt goedgekeurd.

Het amendement van de DéFI-fractie wordt verworpen (32 stemmers : 11 positieve stemmen, 21 tegen. Tegen : Spapens, El Hamidine, Quartassi, Mugabo, Père, De Ridder, Tahri, El Omari, Van den Bosch, El Yousfi, Plovie, Angeli, Huytebroeck, De Beer, De Laveleye, Rakovsky, Beauchier, Boukili, Abbach, Dupont, Al Masude).

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

48 **Question orale relative à la prolongation du tram 7 vers la Place de Rochefort (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Secrétaire communale,

Je souhaite interroger le Collège sur le dossier de la prolongation du tram 7 de la Place Vanderkindere vers la Place de Rochefort.

Il y a plusieurs mois, nous avons débattu de ce dossier très important pour de nombreux Forestois en ce qu'il constitue une opportunité unique de relier le haut et le bas de Forest par un tram. Faisant suite à l'étude de la STIB qui a fait grand bruit, il s'est avéré que le projet de tram sous le parc apparaissait comme le meilleur choix pour l'entreprise publique. Cependant, la Région bruxelloise et la commune de



Forest devaient encore prendre attitude sur ce dossier juridiquement compliqué.

Pourriez-vous m'indiquer l'état d'avancement du dossier ?

Depuis lors, une réunion a-t-elle eu lieu avec le Gouvernement bruxellois ou la STIB ?

En raison de la crise sanitaire actuelle, la concertation publique envisagée est-elle maintenue ? Si oui, quand aura-t-elle lieu ?

Au regard des décisions récentes du Collège qui entraînent une augmentation du trafic aux alentours de la Place de Rochefort, et au fait que vous défendez la fermeture durable de l'avenue Massenet, n'y a-t-il pas lieu de considérer que le passage sous le Parc constitue la seule option acceptable au regard de la qualité du parcours pour les usagers du tram ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Bien cordialement,  
Cédric Pierre-De Permentier

---

**Mondelinge vraag betreffende de verlenging van tram 7 naar het Rochefortplein (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

Ik wil het College graag interpellieren over het dossier van de verlenging van tram 7 van het Vanderkindereplein naar het Rochefortplein.

Enkele maanden geleden hadden we dit dossier besproken, dat voor veel Vorstenaren erg belangrijk is, omdat het een unieke kans is om het bovenste en onderste deel van Vorst met een tram met elkaar te verbinden. Na de studie van de MIVB, die nogal wat opschudding veroorzaakte, bleek het tramproject onder het park de beste keuze te zijn voor het overheidsbedrijf. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst moesten echter nog een standpunt innemen over dit juridisch gecompliceerde dossier.

Kunt u mij de vordering van het dossier meedelen?

Heeft er sindsdien een ontmoeting plaatsgevonden met de Brusselse Regering of de MIVB?

Gaat als gevolg van de huidige gezondheidscrisis de geplande openbare raadpleging nog door? Zo ja, wanneer vindt deze plaats?

Moet, gezien de recente beslissingen van het College die leiden tot een toename van het verkeer rond het Rochefortplein en het feit dat u de permanente sluiting van de Massenetlaan verdedigt, niet worden overwogen dat de doorgang onder het park de enige aanvaardbare optie is in termen van de kwaliteit van de route voor de tramgebruikers?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Met vriendelijke groeten,  
Cédric Pierre-De Permentier

**Réponse de Madame Van den Bosch:**

**Il n'y a pas eu de nouveaux développements dans ce dossier ; il n'y a pas eu de nouvelle concertation avec la STIB ni avec le Gouvernement bruxellois. Je n'ai donc pas de précisions relatives à la date de l'enquête publique. Comme j'ai déjà expliqué, la décision dans ce dossier est prise par le Gouvernement bruxellois. Le Collège ne peut que donner un avis. Tant le Gouvernement bruxellois que le Collège souhaitent attendre les résultats de l'enquête publique avant de prendre une décision dans ce dossier important.**

**Antwoord van Mevrouw Van den Bosch :**

**Er zijn geen nieuwe evoluties in dit dossier, er heeft geen nieuw overleg plaatsgevonden noch met de MIVB, nog met de Brusselse regering. Daarom heb ik ook geen verdere informatie over wanneer de publieke bevraging zal plaatsvinden. Zoals ik al eerder heb toegelicht, wordt de beslissing in dit dossier genomen door de Brusselse regering. Het College kan slechts een advies geven. Zowel de Brusselse regering als het College wil eerst de resultaten van de publieke bevraging afwachten alvorens een beslissing te nemen in dit belangrijke dossier.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

49 **Interpellation relative à la désignation d'un coordinateur des gardiens de la paix (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Secrétaire communale,  
Chère Betty,

Je souhaite interpeller le Collège sur le processus de désignation d'un coordinateur des gardiens de la paix, je m'interroge sur le processus de désignation d'un coordinateur des gardiens de la paix.

- Madame l'échevine, pourriez-vous m'expliquer pourquoi le coordinateur des gardiens de la paix n'a toujours pas été désigné ?
- Pour quelle raison, vous avez décidé de ne pas suivre l'avis du comité de sélection ?
- Au regard des besoins du service et à la lecture du rapport, ne pensez-vous pas que le recrutement d'un coordinateur est indispensable ?
- Pourquoi entamer une deuxième procédure de recrutement alors que la première a été menée sans défaut apparent ?
- Quand le coordinateur des gardiens de la paix pourra-t'il être désigné ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.  
Cédric Pierre-De Permentier  
Chef de groupe MR

---

**Interpellatie betreffende de aanstelling van een coördinator van de gemeenschapswachten (op vraag van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Mevrouw de Gemeentesecretaris,  
Beste Betty,

Ik wil het College graag interpellieren over de aanstellingsprocedure van een coördinator van de gemeenschapswachten, ik stel me vragen bij de aanstellingsprocedure van een coördinator van de gemeenschapswachten.

- Mevrouw de schepen, kunt u me uitleggen waarom de coördinator van de gemeenschapswachten nog steeds niet aangesteld is?
- Waarom hebt u besloten het advies van het selectiecomité niet te volgen?
- Denkt u met het oog op de behoeften van de dienst en bij het lezen van het verslag niet dat de aanstelling van een coördinator essentieel is?
- Waarom een tweede aanwervingsprocedure starten terwijl de eerste procedure schijnbaar foutloos werd gevoerd?
- Wanneer kan de coördinator van de gemeenschapswachten worden aangesteld?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.  
Cédric Pierre-De Permentier  
MR-fractie leider

**Réponse de Madame El Omari :**

**Pour votre parfaite information, il ne s'agit pas du Coordinateur des gardiens de la paix vu que ce dernier est en place depuis un peu plus d'une année et travaille déjà au service avec toute l'équipe. Il s'agit plutôt de deux coordinateurs de terrain des gardiens de la paix ou, comme appelés par le passé, des chefs d'équipes. Il y a bien eu un appel à candidature interne et externe pour ces deux postes. Deux candidats ont été retenus par un comité de sélection. Le premier candidat retenu a trouvé un emploi entre temps ailleurs et a décliné notre offre. Celle du candidat en interne est tombée juste au moment de l'analyse psychosociale de Mensura et, sur base des recommandations de cette dernière, il a été jugé préférable de relancer les appels de la manière la plus transparente, afin de permettre à tout agent intéressé de se porter candidat. En effet, lors de l'analyse, il est apparu que certains travailleurs n'avaient pas reçu l'information de cet appel à candidature. Actuellement, le service des gardiens de la paix dispose, outre de coordinateur principal, de deux chefs d'équipes faisant fonction. J'en profite pour remercier les agents pour leur dévouement et leur disponibilité durant toute la période de la crise sanitaire.**

**Antwoord van mevrouw El Omari:**

**Ter informatie, het gaat niet om de coördinator van de gemeenschapswachten, want die al er iets langer dan een jaar en werkt al met het hele team in de dienst. Het gaat veeleer om 2**

terreincoördinatoren van de gemeenschapswachten of, zoals dat vroeger genoemd werd, teamleiders. Er is een interne en externe sollicitatieoproep voor deze twee plaatsen geweest. Twee kandidaten werden door een selectiecomité geselecteerd. De eerste kandidaat vond elders een baan en sloeg ons aanbod af. Het aanbod van de interne kandidaat viel samen met de psychosociale analyse van Mensura en op basis van de aanbevelingen van die laatste werd het verkieslijk geacht de oproep opnieuw te publiceren op een zo transparant mogelijke manier, zodat elk geïnteresseerd personeelslid kan solliciteren. Tijdens de analyse bleek namelijk dat sommige werknemers deze oproep tot het indienen van kandidaturen niet hadden ontvangen. Momenteel heeft de dienst gemeenschapswachten naast de hoofdcoördinator twee waarnemende teamleiders. Ik wil van de gelegenheid gebruik maken om het personeel te bedanken voor hun toewijding en beschikbaarheid tijdens de coronacrisis.

2 annexes / 2 bijlagen

---

50 **Interpellation concernant le suivi du projet "Quartier Union - Plan de circulation apaisée" (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Suite aux réunions de participation citoyenne des 12 et 13 octobre dernier, le Collège a transmis aux participants le lien vers le compte rendu des séances plénières de ces réunions publié sur le site de la commune ainsi qu'un planning prévisionnel des étapes à venir, planning qui pourrait évoluer au regard de la situation sanitaire. En cas de modification, l'information du public sera mise à jour.

Voici le planning :

- **Octobre 2020** : comptage du trafic automobile. Pour information, il y est précisé, je cite « Pour votre parfaite information, les comptages du trafic automobile qui avaient débuté en octobre ont eu lieu dans un contexte différent de celui prévu initialement. Il est difficile de prévoir quand une situation « normale » reviendra. De plus, la période ayant précédé le retour du télétravail obligatoire a montré que la crise sanitaire décourageait l'utilisation des transports communs ».
- **Novembre 2020** :
  - Analyse des comptages par Traject (le bureau d'étude en charge de la réalisation du plan)
  - Compilation par le Service Participation citoyenne de la commune de tous les comptes-rendus établis par les riverains lors de la consultation et des commentaires envoyés par e-mails (= diagnostic citoyen)
  - Fin novembre : remise du diagnostic citoyen à Traject et mise en ligne sur le site Internet de la commune
- **Décembre** :
  - Proposition par Traject d'un plan de circulation apaisée, sur base du diagnostic citoyen et des comptages
  - Soumission du plan à différents organes: police, SIAMU, Commission Mobilité et Collège)
- **Début 2021** :
  - Communication du nouveau plan sur le site Internet communal et aux riverains

- Début de la phase test, sous réserve de l'hyper coordination des chantiers régionaux (STIB, Vivaqua...) et des conditions sanitaires (la phase test doit être représentative des flux de trafic en temps normal)

Compte tenu de ce qui précède, j'aimerais vous poser plusieurs questions :

1. Au regard des réserves émises par le Collège par rapport aux comptages effectués en dehors d'une « situation normale », pourriez-vous me préciser à quoi serviront ces comptages ?
2. A plusieurs reprises déjà, j'ai demandé s'il était envisagé de réaliser des mesures de la qualité de l'air. N'ayant pas eu de réponses à cette question, je la repose ici formellement. Prévoyez-vous de telles mesures dans la zone concernée directement et indirectement par le futur plan de mobilité ?
3. Le diagnostic citoyen est sensé avoir été transmis au bureau d'études Traject et publié sur le site internet pour la fin du mois de novembre. Au moment du dépôt de ma question, le 8/12/2020, rien n'était encore publié. Est-ce que le diagnostic a été transmis à Traject ? Quand ce diagnostic sera-t-il accessible aux citoyens ?
4. Traject a-t-il déjà réalisé sa proposition de plan de « circulation apaisée » ? A-t-elle été soumise aux différents organes (police, SIAMU, Commission Mobilité et Collège) ?
5. Enfin, la situation entre les riverains des différents quartiers impactés positivement ou négativement par la fermeture de l'avenue Massenet reste tendue. Et si le comité de quartier « Forest partagé » a enfin été entendu le 26 novembre 2020, il semble, au vu du compte rendu communiqué aux membres du conseil, avoir été juste « entendu » et pas vraiment « considéré », voir « écouté ». Il regrette une différence de traitement entre lui et le comité de quartier « Union », notamment pour ce qui concerne la transmission des informations. Que ces reproches soient fondés ou pas, l'impression est bien là et c'est au Collège à garantir une égalité de traitement entre les comités de quartier, et plus largement entre les citoyens. Que faites-vous donc pour assurer cette égalité de traitement entre les riverains, traiter ce dossier en toute objectivité et apaiser cette situation tendue ?

---

**Interpellatie betreffende de opvolging van het project “Union-wijk – Plan voor een autoluwe wijk” (op vraag van de heer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Naar aanleiding van de burgerparticipatievergaderingen van 12 en 13 oktober stuurde het College de deelnemers de link naar het verslag van de plenaire vergaderingen dat op de gemeentewebsite gepubliceerd werd, evenals een voorlopige planning van de volgende fasen, een planning die gezien de coronacrisis nog kan evolueren. In geval van wijzigingen zal de informatie voor het publiek worden bijgewerkt.

De planning ziet er als volgt uit:

- **Oktober 2020:** telling van het autoverkeer. Ter informatie, er staat: “De telling van het autoverkeer die in oktober was begonnen, vond plaats in een andere context dan gepland. Het is moeilijk te voorspellen wanneer de situatie weer ‘normaal’ wordt. Bovendien bleek uit de periode vóór de terugkeer naar verplicht telewerk dat de coronacrisis het gebruik van het openbaar vervoer ontmoedigde.”
- **November 2020:**
  - • Analyse van de tellingen door Traject (mobiliteitsadviesbureau belast met de uitvoering van het plan)
  - • Verzameling van alle verslagen opgesteld door de omwonenden bij de raadpleging en van

- de opmerkingen verstuurd via e-mail (= diagnose burgers), door de dienst Burgerparticipatie van de gemeente
- • Eind november: overhandiging van de diagnose van de burgers aan Traject en plaatsing op de website van de gemeente
- **December:**
  - • Voorstel door Traject van een circulatieplan voor een autoluwe wijk op basis van de burgerdiagnose en de tellingen
  - • Voorlegging van het plan aan verschillende organen: politie, DBDMH, Commissie Mobiliteit en College
- **Begin 2021:**
  - •
  - Bekendmaking van het nieuwe plan op de gemeentewebsite en aan de omwonenden
    - • Aanvang van de testfase, onder voorbehoud van de hypercoördinatie van de gewestelijke werven (MIVB, Vivaqua ...) en de gezondheidstoestand (de testfase moet representatief zijn voor de verkeersstromen in normale tijden)

Rekening houdend met het bovenstaande wil ik u graag enkele vragen stellen:

1. Kunt u mij, gezien het voorbehoud dat het College heeft gemaakt ten aanzien van de tellingen die buiten een 'normale' situatie werden verricht, zeggen waarvoor deze tellingen zullen worden gebruikt?
2. Ik heb al meermaals gevraagd of er plannen zijn om luchtkwaliteitsmetingen uit te voeren. Aangezien ik geen antwoord heb gekregen op die vraag, stel ik ze hier formeel opnieuw. Bent u van plan om dergelijke metingen uit te voeren in de zone waarop het toekomstige mobiliteitsplan rechtstreeks of onrechtstreeks van toepassing is?
3. De burgerdiagnose zou eind november naar het bureau Traject gestuurd zijn en op de website bekendgemaakt. Op het moment van de indiening van mijn vraag (op 8/12/2020) was er nog niets gepubliceerd. Is de diagnose doorgegeven aan Traject? Wanneer zal de diagnose beschikbaar zijn voor de burgers?
4. Heeft Traject al een voorstel voor autoluwe verkeersplan opgemaakt? Werd het voorgelegd aan de verschillende organen: politie, DBDMH, Commissie Mobiliteit en College?
5. Tot slot blijft de sfeer tussen de bewoners van de verschillende wijken die positief of negatief beïnvloed worden door de sluiting van de Massenetlaan, gespannen. En terwijl het wijkcomité 'Forest partagé' op 26 november eindelijk werd gehoord, lijkt het, gelet op het verslag dat aan de raadsleden werd megedeeld, gewoon 'gehoord' te zijn, maar werd er niet echt 'geluisterd' of zaken 'in overweging genomen'. Ze betreuren een verschil in behandeling tussen hen en het wijkcomité 'Union', met name wat betreft de overdracht van informatie. Of deze verwijten nu gegrond zijn of niet, de indruk is er en het is aan het College om de gelijke behandeling tussen wijkcomités - en algemeen tussen burgers - te garanderen. Wat doet u dan om deze gelijke behandeling van inwoners te waarborgen, om dit dossier objectief te behandelen en om deze gespannen situatie te ontmijnen?

**Version présentée en séance :**

**Suite aux réunions de participation citoyenne des 12 et 13 octobre dernier, le Collège a transmis aux**

participants le lien vers le compte rendu des séances plénières de ces réunions publié sur le site de la commune ainsi qu'un planning prévisionnel des étapes à venir, planning qui pourrait évoluer au regard de la situation sanitaire. En cas de modification, l'information du public sera mise à jour. A ce jour, n'ayant reçu aucune information quant à une quelconque modification du planning, je suppose qu'il reste d'actualité.

Voici ce planning :

- **Octobre 2020 : comptage du trafic automobile.** Pour information, il y est précisé, je cite *« Pour votre parfaite information, les comptages du trafic automobile qui avaient débuté en octobre ont eu lieu dans un contexte différent de celui prévu initialement. Il est difficile de prévoir quand une situation « normale » reviendra. De plus, la période ayant précédé le retour du télétravail obligatoire a montré que la crise sanitaire décourageait l'utilisation des transports communs »*. Par cette précision, le Collège admet donc que les comptages ne reflètent pas la réalité de la situation, ce qui pose toute de même une sérieuse question quant à l'objectivation de la situation. Vu la situation, il eut été préférable de ne rien mesurer pour l'instant !
- **Novembre 2020 :**
  - **Analyse des comptages par Traject (le bureau d'étude en charge de la réalisation du plan)** On peut ici aussi se demander sur quelle base se fait cette analyse au regard de la réserve que je viens de souligner...
  - **Compilation par le Service Participation citoyenne de la commune de tous les comptes-rendus établis par les riverains lors de la consultation et des commentaires envoyés par e-mail (il s'agit du diagnostic citoyen)**
  - **Fin novembre : remise du diagnostic citoyen à Traject et mise en ligne sur le site Internet de la commune**
- **Décembre :**
  - **Proposition par Traject d'un plan de circulation apaisée, sur base du diagnostic citoyen et des comptages**
  - **Soumission du plan à différents organes : police, SIAMU, Commission Mobilité et Collège)**
- **Début 2021 :**
  - •
  - **Communication du nouveau plan sur le site Internet communal et aux riverains**
    - **Début de la phase test, sous réserve de l'hyper coordination des chantiers régionaux (STIB, Vivaqua...) et des conditions sanitaires (la phase test doit être représentative des flux de trafic en temps normal)**

J'ai envoyé ma question le 8 décembre dernier, depuis lors, de nouveaux éléments sont apparus, dont bien évidemment la réouverture de l'avenue Massenet ce lundi 14 décembre, hier, motivée par le chantier à venir de Vivaqua et les itinéraires de déviation à organiser. Décision qui ne fait à nouveau pas le bonheur de tous, en particulier du Comité de Quartier Union Wijk et qui ne vide bien évidemment pas le débat sur le plan de mobilité à venir.

On a pu également lire la réaction de l'échevine de la mobilité dans la presse, réaction assez dénigrante ou maladroite à l'égard des nombreux riverains qui ont soutenu l'action du Comité de Quartier Forest Partagé. Résumer les problèmes à de « simples désagréments personnels » et le recours au Conseil d'Etat à « deux plaintes individuelles pour des désagréments personnels » est très

réducteur et n'aide pas à l'apaisement.

**Vous concluez votre réaction en disant que votre objectif est le bien-être de tout le monde, de tous les quartiers. Je veux bien le croire mais pour cela il faudrait s'y prendre autrement.**

**Compte tenu de ce qui précède, j'aimerais vous poser plusieurs questions :**

- 1. au regard des réserves émises par le Collège par rapport aux comptages effectués en dehors d'une « situation normale », pourriez-vous me préciser à quoi serviront ces comptages ?**
- 2. A plusieurs reprises déjà, j'ai demandé s'il était envisagé de réaliser des mesures de la qualité de l'air, enjeu important qui constitue si je ne me trompe pas un point sur lequel vous êtes sensés être particulièrement sensibles. N'ayant pas eu de réponses à cette question, je la repose ici formellement. Prévoyez-vous de telles mesures dans la zone concernée directement et indirectement par le futur plan de mobilité ?**
- 3. Pour ce qui concerne ma question sur le diagnostic citoyen, il nous a été communiqué ce samedi par l'échevine donc je transforme ma question : je ne vous demanderai pas quand il sera accessible mais s'il est possible de disposer du verbatim de ce qui a été dit dans les groupes de 4. En effet, nous avons reçu une analyse des résultats, analyse qui reste générale, le verbatim n'ayant été communiqué qu'au Bureau d'étude Traject. Je pense que, en tant que conseillers communaux, nous sommes en droit de disposer de tous les éléments du dossier.**
- 4. Traject a-t-il déjà réalisé sa proposition de plan de « circulation apaisée » ? A-t-elle été soumise aux différents organes (police, SIAMU, Commission Mobilité et Collège) ?**
- 5. Combien de temps dureront les travaux de Vivaqua ? Quand est-ce que le test de mobilité sera proposé ? Sera-t-il préalablement communiqué et expliqué ? Différents scénarios sont-ils envisagés ?**
- 6. Enfin, la situation entre les riverains des différents quartiers impactés positivement ou négativement par la fermeture de l'avenue Massenet reste tendue. Et si le comité de quartier « Forest partagé » a enfin été entendu le 26 novembre 2020, il semble, au vu du compte rendu communiqué aux membres du conseil, avoir été juste « entendu » et pas vraiment « considéré », voir « écouté ». Il regrette une différence de traitement entre lui et le comité de quartier « Union », notamment pour ce qui concerne la transmission des informations. Quant au Comité Union, il manifeste également son mécontentement. Que ces reproches soient fondés ou pas, l'impression est bien là et c'est au Collège à garantir une égalité de traitement entre les comités de quartier, et plus largement entre les citoyens. Que faites-vous donc pour assurer cette égalité de traitement entre les riverains, traiter ce dossier en toute objectivité et apaiser cette situation tendue ?**

Merci,

ML

**Réponse de Madame Van den Bosch:**

**Les comptages de trafic ont eu lieu en octobre. Le bureau d'études en mobilité nous a confirmé qu'ils ont pu estimer le biais sur base des données de Bruxelles Mobilité relatives à l'évolution du trafic durant cette période et la même période en 2019.**

**La qualité de l'air est en effet importante pour les riverains et le Collège. Ceci a été identifié comme un des facteurs de réussite d'un quartier apaisé. Pendant le test du plan de circulation alternatif pour le quartier, nous mettrons en place des mesures de la qualité de l'air avant et pendant la phase de test.**



Les diagnostics ont été publiés hier sur le site web communal et ont également été remis à Traject. Le plan de circulation alternatif est en cours d'élaboration. Il devrait être prêt dans les prochains mois et sera ensuite présenté aux services de la sécurité, à la police, à la commission de la mobilité et au Collège.

Le comité de quartier Forest Partage m'a informé qu'ils ont compris, d'après des conversations sur Facebook, que le comité de quartier Union dispose d'un plan de circulation. Je leur ai expliqué que je ne disposais pas de ce plan et que je ne pouvais donc pas le partager avec eux ni avec le comité de quartier Union. Entre-temps, les deux comités ont pris contact entre eux pour clarifier ces malentendus.

L'égalité d'accès à l'information pour chaque citoyen est importante pour moi, c'est pourquoi nous mettons à disposition tous les documents, ainsi que l'évolution de ce dossier et les réponses aux questions fréquemment posées, sur le site web communal. Nous communiquons également via des mailings pour préciser les étapes importantes et les adaptations du planning.

Réplique de Monsieur Loewenstein :

J'entends que d'autres comptages semblent être à disposition de la commune, comptages provenant de Bruxelles Mobilité sur 2019 et 2020. Pourriez-vous nous en dire plus sur ces comptages ? Quelles voiries, quelle période ?

Pour ce qui est des mesures de la qualité de l'air, j'entends que des mesures seront réalisées avant et pendant le test. Pourriez-vous nous donner plus d'informations quant à la méthodologie qui sera mise en place ?

Je réitère ma demande d'obtenir le verbatim, le PV complet de ce qui a été dit lors des groupes de 4 pendant les sessions de participation citoyenne, quitte bien entendu à anonymiser les propos. Nous sommes en droit, en tant que conseillers communaux, de disposer de cette pièce du dossier.

A vous entendre et vu la manière dont le dossier a été géré, on a l'impression que les travaux tombent du ciel alors qu'une sous-commission de coordination des chantiers existe pour la zone Uccle-Forest au vu du nombre important de chantiers à venir. Cette information ne peut pas ne pas être connue des services et du Collège et cela montre encore une fois qu'on navigue malheureusement à vue dans ce dossier.

Versie voorgelegd tijdens de zitting:

Naar aanleiding van de burgerparticipatievergaderingen van 12 en 13 oktober stuurde het College de deelnemers de link naar het verslag van de plenaire vergaderingen dat op de gemeentewebsite gepubliceerd werd, evenals een voorlopige planning van de volgende fasen, een planning die gezien de coronacrisis nog kan evolueren. In geval van wijzigingen zal de informatie voor het publiek worden bijgewerkt. Aangezien ik tot nu toe geen enkele informatie over enige wijziging in de planning heb ontvangen, ga ik ervan uit dat deze behouden blijft.

Dit is de planning:

- **Oktober 2020: telling van het autoverkeer.** Ter informatie, er staat: *“De telling van het autoverkeer die in oktober was begonnen, vond plaats in een andere context dan gepland. Het is moeilijk te voorspellen wanneer de situatie weer ‘normaal’ wordt. Bovendien bleek uit de periode vóór de terugkeer naar verplicht telewerk dat de coronacrisis het gebruik van het openbaar vervoer ontmoedigde.”* Met deze verduidelijking geeft het College dus toe dat de tellingen niet de werkelijke situatie weerspiegelen, wat toch ernstige vragen doet rijzen over de objectivering van de situatie. Gezien de situatie zou het beter zijn geweest om voorlopig niets

te meten!

- **November 2020:**
  - • **Analyse van de tellingen door Traject (mobiliteitsadviesbureau belast met de uitvoering van het plan) Ook hier kan men zich afvragen op basis waarvan deze analyse is gemaakt, gezien het voorbehoud waarop ik zonet heb gewezen...**
  - • **Verzameling van alle verslagen opgesteld door de omwonenden bij de raadpleging en van de opmerkingen verstuurd via e-mail (= diagnose burgers), door de dienst Burgerparticipatie van de gemeente**
  - • **Eind november: overhandiging van de diagnose van de burgers aan Traject en plaatsing op de website van de gemeente**
- **December:**
  - • **Voorstel door Traject van een circulatieplan voor een autoluwe wijk op basis van de burgerdiagnose en de tellingen**
  - • **Voorlegging van het plan aan verschillende organen: politie, DBDMH, Commissie Mobiliteit en College**
- **Begin 2021:**
  - • **Bekendmaking van het nieuwe plan op de gemeentewebsite en aan de omwonenden**
    - • **Aanvang van de testfase, onder voorbehoud van de hypercoördinatie van de gewestelijke werven (MIVB, Vivaqua ...) en de gezondheidstoestand (de testfase moet representatief zijn voor de verkeersstromen in normale tijden)**

**Ik heb mijn vraag op 8 december jongstleden verzonden. Sindsdien zijn er nieuwe elementen opgedoken, waaronder uiteraard de heropening van de Massenetlaan op maandag 14 december, gisteren, met als reden de toekomstige werkzaamheden van Vivaqua en de op te zetten omleidingsroutes. Deze beslissing valt wederom niet bij iedereen in goede aarde, vooral niet bij het wijkcomité 'Union', en maakt uiteraard geen einde aan het debat over het toekomstige mobiliteitsplan.**

**We konden ook de reactie van de schepen van Mobiliteit lezen in de pers: een reactie die nogal denigrerend of onbeholpen was tegenover de vele inwoners die de actie van het wijkcomité 'Forest partagé' steunden. De problemen samenvatten als 'gewone persoonlijke ongemakken' en het beroep bij de Raad van State als 'twee individuele klachten voor persoonlijke ongemakken' is erg kortzichtig en helpt niet voor een autoluwe wijk.**

**U besluit uw reactie met te zeggen dat uw doel het welzijn van iedereen is, van alle wijken. Dat wil ik graag geloven, maar daarvoor zou u het anders moeten aanpakken.**

**Rekening houdend met het bovenstaande wil ik u graag enkele vragen stellen:**

- 1. Kunt u mij, gezien het voorbehoud dat het College heeft gemaakt ten aanzien van de tellingen die buiten een 'normale' situatie werden verricht, zeggen waarvoor deze tellingen zullen worden gebruikt?**
- 2. Ik heb al meermaals gevraagd of er plannen zijn om luchtkwaliteitsmetingen uit te voeren, een belangrijke kwestie waarvoor u, als ik me niet vergis, geacht wordt bijzonder gevoelig te zijn. Aangezien ik geen antwoord heb gekregen op die vraag, stel ik ze hier formeel opnieuw. Bent u van plan om dergelijke metingen uit te voeren in de zone waarop het toekomstige**

**mobiliteitsplan rechtstreeks of onrechtstreeks van toepassing is?**

3. **Wat mijn vraag over de burgerdiagnose betreft, deze werd ons zaterdag verstrekt door de schepen, dus ik wijzig mijn vraag: ik zal u dus niet vragen wanneer de burgerdiagnose beschikbaar zal zijn, maar of het mogelijk is om de volledige notulen te verkrijgen van wat er is gezegd in de groepen van 4. We hebben namelijk een analyse van de resultaten ontvangen, een analyse die algemeen blijft, aangezien de volledige notulen enkel aan het mobiliteitsadviesbureau Traject werden verstrekt. Ik denk dat wij, als gemeenteraadsleden, het recht hebben om te beschikken over alle elementen van het dossier.**
4. **Heeft Traject al een voorstel voor een autoluw verkeersplan opgemaakt? Werd het voorgelegd aan de verschillende organen: politie, DBDMH, Commissie Mobiliteit en College?**
5. **Hoe lang zullen de werkzaamheden van Vivaqua duren? Wanneer wordt de mobiliteitstest voorgesteld? Wordt dit vooraf meegedeeld en toegelicht? Worden er verschillende scenario's overwogen?**
6. **Tot slot blijft de sfeer tussen de bewoners van de verschillende wijken die positief of negatief beïnvloed worden door de sluiting van de Massenetlaan, gespannen. En terwijl het wijkcomité 'Forest partagé' op 26 november eindelijk werd gehoord, lijkt het, gelet op het verslag dat aan de raadsleden werd meegedeeld, gewoon 'gehoord' te zijn, maar werd er niet echt 'geluisterd' of zaken 'in overweging genomen'. Ze betreuren een verschil in behandeling tussen hen en het wijkcomité 'Union', met name wat betreft de overdracht van informatie. Ook het comité 'Union' uit zijn ongenoegen. Of deze verwijten nu gegrond zijn of niet, de indruk is er en het is aan het College om de gelijke behandeling tussen wijkcomités - en algemeen tussen burgers - te garanderen. Wat doet u dan om deze gelijke behandeling van inwoners te waarborgen, om dit dossier objectief te behandelen en om deze gespannen situatie te ontspannen?**

**ML**

**Antwoord van Mevrouw Van den Bosch :**

**De verkeerstellingen hebben plaatsgevonden in oktober. Het mobiliteitsadviesbureau heeft ons bevestigd dat zij op basis van de gegevens van Brussel-Mobiliteit over de evolutie van het verkeer in deze periode en in dezelfde periode in 2019, een inschatting hebben kunnen maken van de vertekening.**

**De luchtkwaliteit is inderdaad belangrijk voor de bewoners en het College. Het werd geïdentificeerd als één van de succesfactoren voor een autoluwe wijk. Bij het testen van het alternatieve verkeersplan voor de wijk zullen we zorgen voor luchtkwaliteitsmetingen voor en tijdens de testfase. De diagnostiek werd gisteren gepubliceerd op de website van de gemeente en werd eveneens bezorgd aan Traject.**

**Aan het alternatief circulatieplan wordt op dit moment nog gewerkt. Dit zou klaar moeten zijn in de komende maanden en zal vervolgens worden voorgelegd aan de veiligheidsdiensten, politie, commissie mobiliteit en college.**

**Het wijkcomité Forest Partage heeft me inderdaad ingelicht dat zij op basis van conversaties op Facebook begrepen hebben dat het wijkcomité 'Union' over een verkeersplan beschikt. Ik heb hen verduidelijkt dat ik zelf niet over dit plan beschik, dus dat ik het daarom noch met hen, noch met het wijkcomité 'Union' kan delen. Beide comités hebben ondertussen ook onderling contact gehad om deze misverstanden uit te klaren.**

**Een gelijke toegang tot informatie voor elke inwoner is belangrijk voor mij en daarom maken we**

ook alle documenten, evenals de evolutie van dit dossier en antwoorden op veelgestelde vragen ter beschikking op de website van de gemeente. We communiceren ook via mailings om de verschillende belangrijke mijlpalen en aanpassingen van de planning aan te geven.

**Repliek van de heer Loewenstein:**

**Ik hoor dat de gemeente over andere tellingen zou beschikken, tellingen van Brussel Mobiliteit voor 2019 en 2020. Kunt u ons meer vertellen over deze tellingen? Welke wegen, welke periode?**

**Wat de metingen van de luchtkwaliteit betreft, heb ik gehoord dat er voor en tijdens de test metingen zullen worden verricht. Kunt u ons meer informatie geven over de methodologie die zal worden gebruikt?**

**Ik herhaal mijn verzoek om de volledige notulen te verkrijgen van wat er is gezegd in de groepen van 4 tijdens de sessies van burgerparticipatie, zelfs als dat betekent dat de bewoording anoniem wordt weergegeven. Als gemeenteraadsleden hebben wij recht op dit deel van het dossier.**

**Als we zo horen hoe het dossier werd beheerd, krijgen we de indruk dat de werken uit de lucht komen te vallen, terwijl er voor de zone Ukkel-Vorst een subcommissie voor de coördinatie van de werven bestaat, gezien het grote aantal werven dat er nog moet komen. Deze informatie moet gekend zijn bij de diensten en het College, en hieruit blijkt eens te meer dat wij in dit dossier helaas kompasloos varen.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

51 **Question orale relative aux propos de l'Echevine de la Mobilité dans la Libre du 7 décembre 2020 sur le plan de mobilité du quartier Union (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Secrétaire communale,

Je souhaite interroger l'Echevine de la Mobilité sur les propos tenus par cette dernière dans le journal La Libre du 7 décembre 2020, lesquels ont suscité l'incrédulité des riverains du quartier qui militent depuis de nombreux mois pour un partage équilibré du trafic de transit.

Vous réduisez le recours introduit le 16 novembre par ceux-ci à deux petites « plaintes liées à des désagréments personnels ». Pourtant, les faits figurant dans la requête reflètent le quotidien malheureux de nombreux Forestois depuis la mise en oeuvre de ce dispositif. Depuis le départ, mon groupe défend une approche respectueuse des habitants du quartier, quelque soit la vision qu'ils défendent.

1° En ce sens, pourriez-vous nous informer de l'état actuel de la procédure devant le Conseil d'Etat ?

2° Les résultats de la participation citoyenne sont-ils connus ?

3° Quelles dispositions comptez-vous prendre afin de restaurer le lien de confiance avec les riverains ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Chef de groupe MR

---

**Mondelinge vraag betreffende de uitlatingen van de schepen van Mobiliteit in La Libre van 7 december 2020 over het mobiliteitsplan van de Union-wijk (op verzoek van de heer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

Ik wil de schepen van Mobiliteit vragen naar wat zij op 7 december vertelde in de krant La Libre, wat het ongenoegen wekte van de omwonenden die al maandenlang ijveren voor een evenwichtige verdeling van het transitverkeer.

U reduceert de vordering die zij op 16 november hebben ingesteld tot twee kleine "klachten over persoonlijke ongemakken". De feiten in de klacht weerspiegelen echter het lastige dagelijkse leven van veel Vorstenaren sinds de invoering van deze maatregel. Van meet af aan heeft mijn fractie een aanpak verdedigd die de wijkbewoners respecteert, ongeacht hun visie.

1° Kunt u ons informeren over de stand van zaken van de procedure voor de Raad van State?

2° Zijn de resultaten van de burgerparticipatie bekend?

3° Wat denkt u te ondernemen om de vertrouwensband met de omwonenden te herstellen?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Cédric Pierre-De Permentier  
MR-fractie leider

**Réponse de Madame Van den Bosch:**

**Les résultats de la participation citoyenne ont été publiés hier sur le site de la commune et vous avez également été contacté à ce sujet par e-mail. Un mailing a été envoyé aux participants et à tous les intéressés.**

**Le plan de circulation alternatif pour le quartier est en cours d'élaboration par la société de conseil en mobilité. Nous avons dû nous adapter à une décision régionale sur laquelle la commune n'a aucune influence, à savoir l'annonce de travaux ayant un impact sur la mobilité dans le quartier au début de l'année prochaine.**

**La phase test a donc été reportée et, comme cela a été communiqué aux riverains, l'avenue Massenet est à nouveau ouverte à la circulation dans les deux sens.**

**L'égalité d'accès à l'information pour tous les habitants, qu'ils fassent partie ou non d'un comité de quartier, est importante pour moi et c'est pourquoi nous mettons tous les documents, ainsi que l'évolution de ce dossier et les questions fréquemment posées, à disposition sur le site web de la commune.**

**Antwoord van Mevrouw Van den Bosch :**

**De resultaten van de burgerparticipatie zijn sinds gisteren gepubliceerd op de website van de**

**gemeente en u werd daarover eveneens gecontacteerd per mail. Er werd een mailing verstuurd naar de deelnemers en ook naar alle geïnteresseerden.**

**Aan het alternatief circulatieplan voor de wijk wordt verder gewerkt door het mobiliteitsadviesbureau. We hebben ons moeten aanpassen aan een regionale beslissing waarop de gemeente geen invloed heeft, nl. de aankondiging van werken die een impact hebben op de mobiliteit in de wijk begin komend jaar.**

**De testfase moet daarom worden uitgesteld en daarom is, zoals eveneens gecommuniceerd aan de bewoners, de Massenetlaan opnieuw toegankelijk langs twee kanten voor het verkeer.**

**Een gelijke toegang tot informatie voor elke inwoner, of hij nu tot een wijkcomité behoort of niet, is belangrijk voor mij en daarom maken we ook alle documenten, evenals de evolutie van dit dossier en veelgestelde vragen beschikbaar via de website van de gemeente.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Alain Mugabo Mukunzi entre en séance / treedt in zitting.*

*Denis Stokkink entre en séance / treedt in zitting.*

---

**52 Question d'actualité concernant la réouverture de l'Avenue Massenet (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Ajouté en séance)**

Contre toute attente, nouveau rebondissement dans la saga de la gestion du trafic dans le quartier Union: vous avez récemment envoyé un courrier aux habitants du quartier leur expliquant qu'en raison de futurs prochains travaux de Vivaqua, tout le projet d'étude d'un nouveau plan de mobilité dans le quartier était reporté et qu'en attendant, l'Avenue Massenet était rouverte.

Je suis assez perplexe sur cette explication, puisque je suppose que Vivaqua a introduit sa demande de chantier pour l'avenue van Volxem il y a de nombreux mois dans Osiris, surtout qu'on parle d'un chantier de 3 ans!

Depuis quand étiez-vous donc au courant de ces travaux d'envergure ? Dureront-ils bien 3 ans? Sachant que ce sera du coup je suppose par étape, l'avenue ne sera pas fermée entièrement pendant 3 ans je suppose?

Avez-vous réalisé une étude montrant qu'un réaménagement du plan de mobilité dans le quartier était incompatible avec ce chantier? Et que la réouverture complète était nécessaire? Peut-on disposer de cette étude si elle existe et si ce n'est pas le cas, cette décision n'a-t-elle pas été trop prise dans la précipitation?

Ou alors y a t'il une raison non communiquée qui explique cette précipitation ? Est ce en lien avec les discussions au Conseil d'Etat, qui aurait peut être pointé des erreurs juridiques dans les ordonnances de police qui allait amener à l'annulation de la mesure?

Je vous remercie pour vos réponses,

Laurent Hacken

---

**Actualiteitsvraag betreffende de heropening van de Massenetlaan (op vraag van de heer Hacken,**

**gemeenteraadslid) (Toegevoegd tijdens de zitting)**

Een nieuwe wending in de saga van het beheer van het verkeer in de Union-wijk, tegen alle verwachtingen in: onlangs hebt u een brief naar de wijkbewoners gestuurd, waarin hen werd uitgelegd dat, vanwege toekomstige werkzaamheden van Vivaqua, het volledige onderzoeksproject van een nieuw mobiliteitsplan in de wijk is uitgesteld en dat de Massenetlaan in afwachting heropend is.

Ik ben nogal verbaasd over deze uitleg, want ik veronderstel dat Vivaqua zijn aanvraag van werken voor de Van Volxemlaan vele maanden geleden heeft ingediend via Osiris, zeker omdat de werkzaamheden 3 jaar zouden duren!

Dus sinds wanneer bent u op de hoogte van deze grote werkzaamheden? Gaan ze zeker 3 jaar duren? Wetende dat ze dus naar ik veronderstel stapsgewijs zullen verlopen, neem ik aan dat de laan geen 3 jaar volledig zal worden afgesloten?

Hebt u een studie uitgevoerd die aantoont dat een herwerking van het mobiliteitsplan in de wijk onverenigbaar is met deze werkzaamheden? En dat een volledige heropening noodzakelijk is? Kunnen we over deze studie beschikken, indien ze bestaat, en zo niet, is deze beslissing dan niet te overhaast genomen?

Of is er een reden die niet werd meegedeeld om de haast te verklaren? Houdt dit verband met de besprekingen bij de Raad van State, waarbij mogelijk werd gewezen op de juridische fouten in de politieverordeningen die zouden geleid hebben tot de vernietiging van de maatregel?

Ik dank u voor uw antwoorden,

Laurent Hacken

**Réponse de Madame Van den Bosch:**

**Petite correction : ni le projet ni l'étude n'ont été arrêtés. Comme j'ai déjà souligné dans mes précédentes interventions, le bureau de conseil en mobilité présentera un plan dans les prochains mois. Lors de l'élaboration du planning de ce projet, j'ai contacté l'hyper-coordonateur qui coordonne les différents travaux sur le territoire de notre commune. Initialement, les travaux devaient commencer en avril 2020. Cela ne s'est pas fait à cause de la crise sanitaire. À ce moment-là, l'hyper-coordonateur n'était pas en mesure de me fournir des informations supplémentaires sur le planning modifié des travaux. Lorsque nous avons été informés du nouveau planning de Vivaqua, nous avons demandé une réunion de coordination car la commune s'inquiète énormément des travaux simultanés sur plusieurs grands axes de notre commune : chaussée d'Alseberg, avenue Brugmann et avenue Van Volxem. Nous avons également demandé un aperçu des différentes déviations prévues. Une évaluation par l'hyper-coordonateur a démontré qu'il devrait être possible de réaliser ces travaux simultanément. A la demande expresse de la commune, nous avons systématiquement reçu des informations sur les différents travaux, dont la plus récente nous a encore été transmise cet après-midi. Il n'est donc pas facile de coordonner les projets communaux avec les projets régionaux. Les travaux s'étaleront en effet sur une période de 3 ans et seront effectués par phases. Les travaux commenceront dans le périmètre situé entre le rond-point Zaman et la rue des Châtaignes, mais nous voulons encore évaluer quand un test pourra être réalisé dans**

cette période de 3 ans.

**Antwoord van Mevrouw Van den Bosch :**

**Kleine rechtzetting: het project, noch de studie worden stopgezet. Zoals ik al onderlijnd heb in mijn vorige interventies, zal het mobiliteitsadviesbureau in de komende maanden een plan kunnen voorleggen. Op het moment waarop de planning voor dit project werd opgesteld, heb ik contact opgenomen met de hypercoördinator die de verschillende werken op het grondgebied van onze gemeente coördineert. De werken waren oorspronkelijk gepland om te beginnen in april 2020. Dat is niet gebeurd omwille van Covid. Op dat moment kon de hypercoördinator me geen bijkomende informatie verschaffen over een aangepaste planning van de werken. Wanneer we op de hoogte zijn gebracht van de nieuwe planning van Vivaqua, hebben we een coördinatievergadering gevraagd omdat de gemeente zich ernstig zorgen maakt over werken die tegelijkertijd plaatsvinden op verschillende grote assen in onze gemeente: de Alseberglaan, de Brugmanlaan en de Van Volxemlaan. Eveneens hebben we ook gevraagd om een overzicht te krijgen van de verschillende voorziene omleidingen. Een evaluatie van de hypercoördinator heeft uitgewezen dat het mogelijk moet zijn om deze werken tegelijkertijd te laten plaatsvinden. Stelselmatig hebben we, op uitdrukkelijke vraag van de gemeente, meer informatie gekregen over de verschillende werken, de meest recente informatie werd ons nog deze namiddag bezorgd. Dat maakt het niet makkelijk om gemeentelijke projecten te coördineren met gewestelijke plannen. De werken zullen inderdaad plaatsvinden over een periode van 3 jaar en zullen gefaseerd verlopen. De werken zullen beginnen in de perimeter tussen het Zaman-rondpunt en de Kastanjestraat, maar we willen verder evalueren wanneer een test kan plaatsvinden in deze periode van 3 jaar.**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Alain Mugabo Mukunzi quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Denis Stokkink quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

53 **Question orale relative au projet de réaménagement de la rue J.-B. Baeck (à la demande de Madame Michaux, conseillère communale) (Complémentaire)**

Madame l'Echevine des Travaux publics,

Lors de la réunion du 12 novembre dernier, les riverains ont exprimé plusieurs inquiétudes quant au projet de réaménagement de la rue J.-B. Baeck. En tant que riveraine, je souhaiterais me joindre à leurs craintes et vous interroger sur le projet que vous avez présenté.

Dans ce projet nous pouvons voir la proposition de placement de bacs mobiles pour plantes et d'arbres. Outre le choix esthétique contestable, pourquoi faire le choix de ces bacs plutôt que des parterres classiques ? Leur placement semble même plutôt superflu dans notre quartier bien vert.

Ma deuxième question porte sur le placement de parkings vélos sécurisé. Le projet tel qu'il est présenté va supprimer beaucoup de places de parking dans la rue avec un report du stationnement sur les rues voisines. S'il est maintenant communément admis qu'il faut valoriser d'autres modes de déplacement que la voiture, notre commune doit également soutenir ces alternatives en prévoyant des équipements collectifs, notamment des parkings à vélos sécurisés.



C'est dommage de renvoyer les riverains à des démarches administratives pour qu'ils fassent eux-mêmes la demande alors qu'il serait plus cohérent et responsable que ces équipements soient directement intégrés au projet. Dès lors, pourriez-vous adapter le projet afin de prévoir ces équipements ?

J'espère que vous répondrez le plus favorablement possible aux autres demandes qui ont été formulées dans le courrier que nous ont adressé les riverains du quartier afin que ce projet rencontre les aspirations de ces habitants pour une meilleure qualité de vie.

Je vous remercie pour votre réponse.

Valérie Michaux

---

**Mondelinge vraag betreffende het heraanlegproject van de J.-B. Baeckstraat (op vraag van mevrouw Michaux, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Mevrouw de schepen van Openbare Werken,

Tijdens de vergadering van 12 november hebben omwonenden enkele vragen aangekaart over de geplande heraanleg van de J.-B. Baeckstraat. Als bewoner wil ik me aansluiten bij hun ongerustheid en u enkele vragen stellen over het project dat u heeft gepresenteerd.

In het project wordt er voorgesteld om mobiele plantenbakken en bomen te plaatsen. Naast de twijfelachtige esthetische keuze vraag ik me af waarom we voor deze bakken zouden kiezen in plaats van voor klassieke perken? Deze aanplantingen lijken zelfs veeleer overbodig in onze vrij groene buurt.

Mijn tweede vraag betreft de plaatsing van beveiligde fietsstallingen. Zoals het wordt gepresenteerd, zal het project heel wat parkeerplaatsen in de straat doen verdwijnen, met een verschuiving van het parkeren naar de omliggende straten. Nu algemeen aanvaard wordt dat we andere verplaatsingswijzen dan de auto moeten bevorderen, moet onze gemeente deze alternatieven ook ondersteunen door het aanbieden van voorzieningen, zoals beveiligde fietsstallingen.

Het is jammer dat de omwonenden zelf de administratieve formaliteiten moeten vervullen om een aanvraag in te dienen, terwijl het coherenter en verantwoordelijker zou zijn om die voorzieningen rechtstreeks in het project op te nemen. Zou u dus het project kunnen aanpassen om deze voorzieningen erin op te nemen?

Ik hoop dat u zo positief mogelijk zult reageren op de andere vragen die in de brieven van de bewoners werden gedaan, zodat dit project tegemoetkomt aan hun streven naar een betere levenskwaliteit. Bedankt voor uw antwoord.

Valérie Michaux

**Réponse de Madame Père :**

**Lors de la réunion d'information du 12 novembre dernier, il a été exposé que l'élaboration d'un projet de rénovation de voirie de cette ampleur doit faire l'objet d'une demande de permis d'urbanisme délivré par la Région. Les riverains ont pu s'exprimer et leurs remarques sont**

analysées par les services. Le recours à des bacs à fleurs est un choix assumé : la végétation s'en trouve mieux respectée et ces bacs permettent de délimiter les différentes places de stationnement de manière sûre, sans destruction du mobilier urbain. Cela complète le maillage vert et permet de mieux sécuriser les espaces.

**Réponse de Madame Van den Bosch:**

La demande de places de stationnement sécurisées pour les vélos est énorme. Nous essayons de regrouper les demandes reçues via Cyclo.Parking dans un rayon de 200 à 300 mètres. Il y a suffisamment de demandes dans ce rayon et les services sont en train d'examiner si un box à vélos peut être intégré dans le projet global, sans devoir demander une subvention à la région, ce qui signifie également que nous ne serons pas obligés d'installer le box sur un emplacement de stationnement. Ainsi, nous essayons de maintenir un équilibre entre les différents besoins du quartier.

**Réponse de Monsieur Mugabo Mukunzi :**

Les inondations urbaines sont principalement dues à l'imperméabilisation des sols. Les eaux pluviales qui ne peuvent plus percoler naturellement dans les sols, viennent surcharger les égouts, qui refluent dans les habitations par les raccordements.

Plusieurs approches sont mises en œuvre pour réduire localement la saturation du réseau d'égout et de limiter les inondations dans les caves : bassin d'orage (novembre 2013), installation de noues ou de jardins de pluie.

Par ailleurs, je m'inscris en faux contre votre assertion. L'érosion de la biodiversité est largement documenté et fait l'objet d'un large consensus scientifique, devant conduire les autorités publiques à tout mettre en œuvre pour améliorer le maillage vert (plantation d'arbres, création d'espaces verts et établissement de liens entre eux).

**Antwoord van mevrouw Père:**

Tijdens de infosessie van 12 november werd uitgelegd dat voor een wegrenovatieproject van die omvang een stedenbouwkundige vergunning moet worden aangevraagd bij het Gewest. De omwonenden konden hun mening geven en hun opmerkingen worden door de diensten geanalyseerd. Het gebruik van bloembakken is een bewuste keuze: de vegetatie wordt beter gerespecteerd en de bakken maken het mogelijk de parkeerplaatsen op een veilige manier af te bakenen, zonder het stadsmeubilair te vernielen. Dit vervolledigt het groene netwerk en maakt de openbare ruimte veiliger.

**Antwoord van Mevrouw Van den Bosch :**

De vraag voor beveiligde fietsparkeerplaatsen is enorm groot. We proberen aanvragen die binnenkomen via Cyclo.Parking te groeperen in een straal van 200 tot 300 m. Binnen de straal zijn er genoeg aanvragen en de diensten bekijken op dit moment nog of een fietsbox kan geïntegreerd worden in het totaalproject, zonder dat we hiervoor een subsidie moeten aanvragen bij het gewest, waardoor we eveneens niet verplicht zijn om de fietsbox op een parkeerplaats te plaatsen. Daarmee trachten we zo goed mogelijk een evenwicht te bewaren tussen de verschillende noden in de wijk.

**Antwoord van de heer Mugabo Mukunzi:**

In de stad zijn overstromingen voornamelijk het gevolg van de ondoorlaatbaarheid van de bodem. Regenwater dat niet meer op natuurlijke wijze in de grond kan sijpelen, overbelast de rioleringen en

vloeit via de aansluitingen de woningen in.

Om de verzadiging van de riolering plaatselijk te verminderen en de overstromingen in kelders te beperken, worden verschillende maatregelen toegepast: een stormbekken (november 2013), greppels of regentuinen.

Verder ben ik het niet eens met uw bewering. De erosie van de biodiversiteit is uitvoerig gedocumenteerd en krijgt een ruime wetenschappelijke consensus, die de overheid ertoe zou moeten aanzetten alles in het werk te stellen om de groene mazen te verbeteren (aanplanting van bomen, creatie van groene ruimten en verbindingen ertussen).

2 annexes / 2 bijlagen

---

54 **Interpellation concernant le fléau des dépôts clandestins (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre ff,

Tous les jours, les citoyens forestois témoignent de leur ras-le-bol vis-à-vis des dépôts clandestins qu'ils découvrent au coin de leur rue. On ne peut que les comprendre : ce genre d'incivilité visible donne le sentiment de vivre dans un quartier sale, abandonné et insécurisé, et réduit à néant les nombreuses initiatives citoyennes et publiques qui visent à embellir nos espaces publics.

Bien sûr, ce phénomène ne touche pas uniquement Forest. Et rendons hommage aux agents du service Propreté de notre administration, qui ramassent inlassablement tous ces déchets, fréquemment plus d'1 tonne par jour selon les dires de notre Echevin, c'est énorme !

Je constate néanmoins que de plus en plus de communes bruxelloises ainsi que la Région ont décidé d'intensifier les moyens pour lutter contre ce fléau en développant une politique de répression plus poussée, conscientes que nettoyer jour après jour crée aussi un sentiment d'impunité chez les auteurs des faits. On l'entend souvent auprès des citoyens qui font la remarque à ceux qu'ils voient jeter leurs détritrus par terre : ils reçoivent comme réponse un « pas de soucis, demain soir ce sera ramassé ne vous inquiétez pas » qui a de quoi surprendre mais révèle en fait une certaine logique !

Bruxelles-Propreté (qui a d'ailleurs dressé 41 PV sur les artères régionales de notre commune !), Anderlecht, Evere, Saint-Josse, Ganshoren viennent de publier des résultats encourageants, même si tout n'y est pas encore résolu bien sûr.

Pour y parvenir, on peut remarquer une nouveauté commune à chacune de ces entités : elles ont toutes fait l'achat de caméras de surveillance mobiles qui peuvent être installées aux endroits critiques. Tout cela en respectant bien sûr toutes les balises de protection de la vie privée, ce qui est essentiel à mes yeux !

Forest a aussi acheté quelques caméras de ce type il y a quelques années...mais aux dernières nouvelles, elles dorment toujours dans nos entrepôts !

Pourquoi ? Il y a un peu plus d'1 an, l'Echevin nous expliquait qu'il y avait un problème technique de compatibilité entre les images de ces caméras et nos lecteurs d'image. Est-ce que ce problème technique n'est toujours pas résolu ?

Ou est-ce que la majorité actuelle refuse en fait d'utiliser ces caméras, par pure posture idéologique, certains membres du Collège ne se cachant pas de leur opposition à toute caméra dans l'espace publique ? Je n'oserais pas pointer la composition des majorités politiques dans les communes qui utilisent aujourd'hui cette technologie, vous aurez vous-même fait l'exercice, il semble que cette posture ne soit pas partagée par beaucoup de vos confrères !

Si au moins vous proposiez des solutions alternatives ? Avez-vous prévu de vous attaquer enfin davantage

à ce problème en osant des solutions nouvelles ? Ces solutions qui pourraient d'ailleurs aussi soutenir le travail de nos agents sur le terrain qui chaque jour doivent recommencer de nettoyer les mêmes lieux qui attirent systématiquement les dépôts.

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken  
Chef de groupe cdH

---

**Interpellatie betreffende de plaag van sluikstorten (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid)**  
*(Aanvullend)*

Mevrouw de waarnemende burgemeester,

Dagelijks horen we dat Vorstenaren genoeg hebben van de sluikstorten overal. We kunnen ze begrijpen: dit soort onbeschaafd gedrag geeft het gevoel in een vuile, verlaten en onveilige buurt te wonen en doet de vele burger- en overheidsinitiatieven met het oog op de verfraaiing van onze openbare ruimte teniet.

Natuurlijk treft dit verschijnsel niet enkel Vorst. Gelukkig is er het personeel van de dienst Netheid van onze gemeente, die onvermoeibaar al dit afval opruimen, vaak meer dan 1 ton per dag volgens onze schepen, wat enorm veel is!

Ik stel echter vast dat steeds meer Brusselse gemeenten en het Gewest hebben besloten om de middelen ter bestrijding van deze plaag op te drijven door een strenger bestraffingsbeleid te ontwikkelen, in het besef dat het schoonmaken dag na dag ook een gevoel van straffeloosheid creëert bij de daders van de feiten. We horen dit vaak van burgers die de opmerking maken aan wie ze afval op de grond zien gooien: ze krijgen als antwoord "maak je geen zorgen, tegen morgenavond is het weg, maak je geen zorgen", wat verrassend is, maar vrij logisch is.

Net Brussel (dat overigens 41 processen-verbaal heeft opgesteld op de gewestwegen in onze gemeente!), Anderlecht, Evere, Sint-Joost en Ganshoren hebben bemoedigende resultaten gepubliceerd, ook al is natuurlijk nog niet alles opgelost.

Om dit te bereiken, zien we eenzelfde nieuwigheid in elk van die entiteiten: ze hebben allemaal mobiele bewakingscamera's aangeschaft die op kritieke locaties kunnen worden geplaatst. Dit alles uiteraard met inachtneming van alle waarborgen voor de privacy, wat in mijn ogen essentieel is!

Vorst kocht een paar jaar geleden ook enkele camera's van dit type ... maar blijkbaar liggen die nog steeds in onze magazijnen!

Waarom? Een goed jaar geleden legde de schepen ons uit dat er een technisch probleem was met de compatibiliteit tussen de beelden van deze camera's en onze beeldlezers. Is dat probleem nog steeds niet opgelost?

Of is het zo dat de huidige meerderheid weigert om de camera's te gebruiken, uit ideologische overwegingen, waarbij sommige leden van het College hun verzet tegen welke camera dan ook in de openbare ruimte niet verbergen? Ik zou niet durven wijzen op de samenstelling van de politieke meerderheden in de gemeenten die deze technologie momenteel gebruiken: u zal de oefening zelf wel hebben gedaan; het lijkt erop dat deze visie door veel van uw collega's niet wordt gedeeld!

En als u tenminste alternatieve oplossingen zou voorstellen? Bent u van plan om dit probleem eindelijk aan te pakken door nieuwe oplossingen in de praktijk om te zetten? Deze oplossingen zouden ook het werk van onze agenten op het terrein kunnen ondersteunen, die elke dag dezelfde plaatsen moeten schoonmaken waar systematisch aan sluikstorten wordt gedaan.

Bedankt voor uw antwoorden.

**Madame Plovie demande d'éviter les clichés et rappelle que les caméras ne sont pas une panacée universelle et que ne pas favorable aux caméras de surveillance ne signifie pas forcément que l'on accepte le *statu quo* ou que l'on prône le laxisme.**

**Monsieur Tahri confirme que l'exploitation des caméras achetées sous la précédente mandature a en effet rencontré des difficultés techniques. Vu l'importance du fléau de ces dépôts clandestins, le projet a été réorienté et un marché public sera attribué sous peu prévoyant de sous-traiter les opérations de contrôle à une société spécialisée (6 caméras seront ciblées sur les points noirs identifiés sur le territoire communal).**

**Monsieur Loewenstein, cité, revient sur l'achat des caméras et assure que les clauses techniques étaient tout à fait sérieuses (système infrarouge, grande autonomie, connectivité avancée, etc.). Il estime qu'il fallait se retourner vers le CIRB si des défauts les rendant inexploitable ont été constatés.**

**Monsieur Hacken se dit content d'apprendre que l'on avance enfin dans ce dossier, à l'instar des communes voisines, et de lutter contre l'impunité dans ce domaine.**

**Mevrouw Plovie vraagt om clichés te vermijden en stipt aan dat camera's geen universeel wondermiddel zijn en dat geen voorstander zijn van bewakingscamera's niet noodzakelijk betekent dat men de status quo aanvaardt of dat men voor laksheid pleit.**

**De heer Tahri bevestigt dat de werking van de camera's die in de vorige bestuursperiode werden aangekocht, inderdaad met technische problemen kampte. Gezien de plaag van het sluikstorten werd het project geheroriënteerd en wordt er binnenkort een overheidsopdracht gegund die voorziet in de uitbesteding van de controle aan een gespecialiseerd bedrijf (6 camera's zullen worden gericht op de zwarte punten die op het gemeentelijk grondgebied zijn vastgesteld).**

**De heer Loewenstein komt terug op de aankoop van de camera's en verzekert dat de technische clausules ernstig waren (infrarood, grote autonomie, geavanceerde connectiviteit, ...). Hij vindt dat we ons tot het CIBG moesten wenden als er gebreken werden geconstateerd die ze onbruikbaar maken.**

**De heer Hacken is tevreden dat er eindelijk vooruitgang wordt geboekt in dit dossier, naar het voorbeeld van de buurgemeenten, en dat straffeloosheid wordt bestreden.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

## **Alseberg (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)**

Passant ce lundi 7 décembre, en début de matinée, au haut de l'avenue Besme, j'ai fait un triste constat : celui de voir des canettes, des bouteilles et autres déchets abandonnés sur les marches de l'escalier menant au nouveau complexe sportif.

Ce nouveau lieu, destiné à créer de la cohésion sociale, à donner un espace d'expression aux jeunes, n'est pas encore en fonctionnement que déjà il est dégradé . Et on sait hélas qu'un lieu qui est souillé entraîne moins de respect et donc d'autres dégradations , et engendre par ailleurs un sentiment d'insécurité.

Et en ce moment, le complexe n'est pas fréquenté et nous sommes en période de couvre-feu.

Il serait dommage que le quartier ne puisse pas profiter d'une nouvelle dynamique que ce complexe devrait amener .

Le mois dernier, notre conseiller , Xavier Jans interrogeait par mail M. Tahri, échevin de la propreté publique, concernant les mesures prises pour

éviter/réprimer le dépôt régulier d'immondices avenue Besme. M. Tahri lui répondait que depuis mai 2020, la Région avait désactivé la caméra de

surveillance et que la commune avait fait placer un panneau.

Dans ce domaine problématique du maintien de la propreté publique, on connaît la limite, vite atteinte, des mesures de prévention.

Faut-il craindre qu'un autre point noir apparaisse dans le maintien de la propreté publique dans cette rue et sur ce nouveau lieu?

Ma question :

Quelles mesures la commune mettra-t-elle en œuvre pour éviter que ce nouveau complexe soit dégradé par l'abandon d'immondices?

Je vous remercie de votre réponse.

Dominique Goldberg

Conseillère communale DÉFI

---

## **Mondelinge vraag: afval op de trappen van het nieuwe complex op de hoek van de Besmelaan en de Alsebergsesteenweg (op vraag van mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Toen ik maandagochtend 7 december aan het einde van de Besmelaan kwam, deed ik een trieste vaststelling: blikjes, flessen en ander afval dat achtergelaten werd op de treden van de trap naar het nieuwe sportcomplex.

Deze nieuwe plek, die bedoeld is om sociale cohesie te creëren, om jongeren een ruimte van expressie te geven, is nog niet in gebruik genomen en is al onderhevig aan degradatie. Helaas weten we dat een vervuilde plek minder respect teweegbrengt en dus tot verdere schade kan leiden en bovendien ook een gevoel van onveiligheid.

Momenteel wordt het complex bovendien niet gebruikt en zitten we met een avondklok.

Het zou jammer zijn als de buurt geen gebruik kan maken van de nieuwe dynamiek die dit complex zou moeten brengen.

Vorige maand mailde ons raadslid Xavier Jans naar de heer Tahri, schepen voor openbare netheid, over de maatregelen die zijn genomen om het regelmatig dumpen van afval op de Besmelaan te voorkomen of te bestraffen.

De heer Tahri antwoordde dat het Gewest sinds mei 2020 de bewakingscamera heeft gedeactiveerd en dat de gemeente een bord heeft geplaatst.

In dit problematische domein van handhaving van de openbare orde kennen we de grens van de preventieve maatregelen, die al snel is bereikt.

Moeten we vrezen dat er weer een zwart punt ontstaat in de openbare netheid in deze straat en op deze nieuwe plek?

Mijn vraag:

Welke maatregelen zal de gemeente nemen om te voorkomen dat dit nieuwe complex door sluikstorten blijft getroffen?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Dominique Goldberg  
Gemeenteraadslid DÉFI

**Réponse de Monsieur Spapens :**

**Les employés affectés au complexe restent attentifs à la propreté des abords directs du site, quand bien même l'infrastructure n'est pas encore opérationnelle. Il observe que la démultiplication des chantiers à cet endroit n'aide pas et ajoute pour le surplus il s'agit d'une voirie régionale.**

**Antwoord van de heer Spapens:**

**De werknemers van het complex blijven erop toezien dat de omgeving van de site net blijft, ook al is de infrastructuur nog niet operationeel. Hij merkt op dat de toename van het aantal werkzaamheden in de buurt niet helpt en voegt eraan toe dat het om een gewestweg gaat.**

*1 annexe / 1 bijlage*

---

**56 Interpellation concernant la récente annonce de statutarisation du personnel communal (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre ff,

Nous avons appris récemment la décision du Collège concernant la statutarisation de tout ou partie de notre personnel communal aujourd'hui employé sous contrat de travail.

Cette possibilité fait évidemment partie de notre statut administratif et doit donc être garantie en plein respect de ce statut. On sait que ces dernières années, il y a eu très peu, ou même plus aucune statutarisation au sein de notre administration.

Je voudrais vous entendre davantage sur cette décision et l'annonce qui a été faite au personnel communal il y a +- 2 semaines :

- Est-ce que cette possibilité de demander sa nomination définitive s'applique à toutes les personnes rentrant dans les conditions, sans exception ?
- Avez-vous calculé combien de personnes sont concernées ?
- Et surtout avez-vous calculé le coût que cette statutarisation impliquera pour notre commune ? En déduisant bien sûr les éventuels gains que nous pourrions obtenir au niveau du financement des pensions ? Est-ce que ce montant est déjà prévu dans nos budgets ?
- Par ailleurs, il me semble avoir lu qu'un allègement des procédures de sanction pour les agents statutaires avait été approuvé récemment par le Parlement bruxellois. Est-ce que cet allègement est directement d'application au sein de notre commune, ou faut-il modifier certains règlements pour

s'y conformer ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken  
Chef de groupe cdH

---

**Interpellatie betreffende de recente aankondiging van de statutarisering van het gemeentepersoneel (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Mevrouw de waarnemende burgemeester,

Wij hebben onlangs kennis genomen van de beslissing van het College betreffende de statutarisering van al ons personeel of een deel ervan, die nu op basis van een arbeidsovereenkomst werken.

Deze mogelijkheid maakt deel uit van ons administratief statuut en moet dus worden gegarandeerd met volledige inachtneming van dit statuut. We weten dat er de laatste jaren binnen onze administratie weinig of zelfs geen sprake meer was van statutarisering.

Ik zou graag meer willen horen over deze beslissing en de aankondiging die een tweetal weken geleden aan het gemeentepersoneel is gedaan:

- Geldt deze mogelijkheid om een definitieve benoeming aan te vragen voor alle personen die aan de voorwaarden voldoen, zonder uitzondering?
- Heeft u berekend hoeveel mensen in aanmerking komen?
- En bovenal, heeft u de kosten berekend die de statutarisering teweegbrengt voor onze gemeente? Met aftrek van de eventuele besparingen op het vlak van de financiering van de pensioenen? Is dat bedrag al opgenomen in de begroting?
- Bovendien heb ik gelezen dat het Brussels Parlement onlangs een verlichting van de sanctieprocedures voor statutair personeel heeft goedgekeurd. Geldt deze verlichting rechtstreeks binnen onze gemeente of moeten er bepaalde reglementen worden aangepast om eraan te voldoen?

Bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken  
Fractie leider cdH

**Monsieur Loewenstein s'interroge également par rapport à l'impact financier de la commune et la manière dont la commune va pouvoir supporter ce financement.**

**Sur la procédure elle-même, des examens sont normalement requis mais ne seraient pas prévus ici : est-ce bien conforme (dans le souci de la sécurité juridique) ?**

**Madame El Hamidine répond que la statutarisation consiste en la mise en œuvre du statut administratif communal. Elle confirme que le service du Personnel va prendre contact avec tous les**



agents qui sont dans les conditions requises d'ancienneté et de bilinguisme. L'accès à la nomination se fera sans exception ni discrétion. Elle rappelle que la nomination n'est pas immédiate, la période de stage comportant plusieurs évaluations. Au total près de 220 agents sont potentiellement concernés, mais il faut ajouter que la statutarisation n'est pas toujours avantageuse d'un strict point de vue pécuniaire. Au niveau budgétaire, il y a une petite différence dans le taux de cotisation patronale entre contractuels et statutaires. Par ailleurs, la Région alloue une prime unique de 4.000 € pour chaque agent contractuel statutarisé. Concernant le fonds de pension, on peut tabler sur la stabilité du taux de cotisation dans l'hypothèse où l'on atteindrait un taux d'agents statutaires de 50-60%. Pour le reste, on ne dispose d'aucune information relative à une éventuelle évolution législative en matière disciplinaire.

Madame Moens fournit quelques compléments quant à l'impact financier de la statutarisation. En fonction de la durée du stage, qui varie suivant les niveaux concernés, la perception de la prime unique régionale s'étalera sur 2021 et 2022. Elle confirme que si l'on reste sous le taux de 60% d'agents statutaires, la charge annuelle des cotisations pour le fonds de pension devrait rester stable (aux alentours de 6 millions). Elle estime au bout du compte que l'impact financier de l'opération de statutarisation restera limité.

Monsieur Loewenstein rappelle que si la statutarisation offre une plus grande sécurité d'emploi, il n'en demeure pas moins que tous les agents contractuels ne sont pas appelés à devenir statutaires (le taux moyen dans les communes bruxelloises avoisinant les 50-50). Il réitère sa question relative à l'organisation d'examens.

Madame Moens répond que le statut (inspiré de celui en vigueur à la Ville de Bruxelles) n'impose pas d'examen préalable à la mise en stage.

De heer Loewenstein vraagt zich ook af wat de financiële impact voor de gemeente zal zijn en hoe de gemeente deze financiering zal kunnen dragen.

Wat de procedure zelf betreft, zijn er normaal examens vereist, maar daarin is hier niet voorzien: is dit wel conform (rechtszekerheid)?

Mevrouw El Hamidine antwoordt dat de statutarisering bestaat in de toepassing is van het gemeentelijk administratief statuut. Zij bevestigt dat de personeelsdienst contact zal opnemen met alle personeelsleden die aan de anciënniteits- en tweetaligheidsvoorwaarden voldoen. Toegang tot de benoeming zou zonder uitzondering of beoordeling zijn. Zij stipt aan dat de benoeming niet onmiddellijk is, aangezien de stage verscheidene evaluaties omvat. In totaal gaat het om ongeveer 220 personeelsleden, waarbij moet worden toegevoegd dat de statutarisering strikt financieel niet altijd voordelig is. Uit budgettair oogpunt is er een klein verschil in de werkgeversbijdrage tussen contractuelen en statutairen. Voorts kent het Gewest een eenmalige premie van 4.000 euro toe voor elk contractueel personeelslid dat statutair wordt. Wat het pensioenfonds betreft, mogen wij verwachten dat het bijdragepercentage stabiel zal blijven als wij 50-60% statutairen bereiken. Voor het overige is er geen informatie over eventuele wetswijzigingen op het vlak van tucht.

Mevrouw Moens verstrekt aanvullende informatie over de financiële gevolgen van de statutarisering. Afhankelijk van de duur van de stage, die varieert volgens het niveau, zal de gewestelijke premie over 2021 en 2022 worden gespreid. Zij bevestigt dat als we onder de 60% statutairen blijven, de jaarlijkse bijdragen aan het pensioenfonds stabiel zouden blijven (+/- 6 miljoen). Uiteindelijk zal de financiële impact van de statutarisering beperkt blijven.

**De heer Loewenstein herinnert eraan dat de statutarisering weliswaar meer werkzekerheid biedt, maar dat niet alle contractuelen statutair kunnen worden (het gemiddelde in de Brusselse gemeenten ligt rond de 50-50). Hij herhaalt zijn vraag over de organisatie van examens.**

**Mevrouw Moens antwoordt dat het statuut (geïnspireerd op dat van de stad Brussel) geen examen voor de stage voorschrijft.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

57 **Question orale concernant les mesures de soutien aux commerçants suite à la crise sanitaire pour 2020 et les documents récemment envoyés (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre ff,

Je voudrais revenir sur les mesures de soutien que le Collège a prise en faveur des commerçants suite à la crise sanitaire que nous connaissons et qui les a fortement frappés, nous le savons tous.

Monsieur l'Échevin du Commerce nous avait déjà listé rapidement ces mesures lors d'une récente Commission à huit-clos, mesures qui consistent surtout en des exonérations des différentes taxes dont ils sont redevables normalement.

Pouvez-vous nous rappeler ces différentes mesures, ainsi que la période pour laquelle les exonérations sont prévues ? Est-ce que des mesures prises pour la première partie d'année ont été étendues suite au deuxième confinement ?

Les commerçants ont reçus très récemment le formulaire de recensement de leurs surfaces commerciales, est-ce destiné à l'élaboration de la taxe 2021 ou pour la taxe 2020 qui sera en partie exonérée ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken  
Chef de groupe cdH

---

**Mondelinge vraag betreffende de steunmaatregelen voor de handelaars als gevolg van de gezondheids crisis voor 2020 en de onlangs verstuurde documenten (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Mevrouw de waarnemende burgemeester,

Ik wil graag terugkomen op de steunmaatregelen die het College heeft genomen ten gunste van de handelaars naar aanleiding van de coronacrisis, die hen, zoals we allemaal weten, hard treft.

De schepen van Handel had ons tijdens een recente besloten commissievergadering al een bondig overzicht gegeven van de maatregelen, die voornamelijk bestaan in vrijstellingen van verscheidene belastingen die zij normaal moeten betalen.

Kunt u ons nogmaals de verschillende maatregelen toelichten en de periode waarvoor de vrijstellingen gelden? Zijn de maatregelen van tijdens de eerste lockdown naar aanleiding van de tweede golf verlengd?

De handelaars hebben zopas het formulier voor de inventarisering van hun commerciële oppervlakte ontvangen: is dit bedoeld voor de berekening van de belasting 2021 of voor de belasting 2020 waarvoor een gedeeltelijke vrijstelling geldt?

Bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken  
Fractie leider cdH

**Monsieur Spapens rappelle les mesures fiscales prises en 2020 en soutien aux commerçants, notamment plusieurs exonérations (taxe terrasse, taxe enseigne, taxe nightshop,...). Il assure pour le reste que le Collège est particulièrement attentif à la manière de communiquer envers les commerçants en matière de fiscalité locale.**

**De heer Spapens herinnert aan de fiscale maatregelen die in 2020 werden genomen om de handelaars te ondersteunen, met name verschillende vrijstellingen (belastingen op terrassen, uithangborden, nachtwinkels, ...). Hij verzekert de vergadering dat het College bijzondere aandacht besteedt aan de manier waarop het met de handelaars communiceert over de lokale belastingen.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

58 **Question orale concernant l'adoption du budget 2021 (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre ff,

Je constate à la lecture de l'ordre du jour du Conseil communal de ce 15 décembre que l'adoption d'un Budget pour l'année 2021 pour notre commune n'y est pas inscrit. Sauf convocation très improbable d'un Conseil communal complémentaire d'ici la fin de l'année, je suppose donc que le Collège n'avait pas pour objectif d'adopter un budget dans les temps, et que notre commune devra, comme cela devient son habitude, fonctionner avec des douzièmes provisoires pendant 1, 2, 3 mois.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Pourquoi est-ce qu'un budget 2021 n'a-t-il pas encore été approuvé par le Collège ? Est-ce en raison de difficultés administratives pour rassembler tous les chiffres ? Ou en raison de directives de la tutelle arrivées trop tardivement (même si certaines communes voisines ont déjà approuvé leur budget pour l'année prochaine) ? Ou en raison de discussions politiques compliquées ?
- Avez-vous une deadline déjà fixée pour approuver ce budget et si oui, quand est-ce qu'il sera examiné par notre Conseil ? Pendant combien de mois devons-nous dès lors fonctionner en douzièmes provisoires, tenant compte du délai d'approbation de la tutelle ?

Je vous remercie pour vos réponses.

---

**Mondelinge vraag betreffende de goedkeuring van de begroting 2021 (op vraag van de heer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Mevrouw de waarnemende burgemeester,

Bij de raadpleging van de agenda van de gemeenteraad van 15 december zie ik dat de goedkeuring van een begroting 2021 voor onze gemeente er niet op staat. Tenzij er voor het einde van het jaar nog een vergadering wordt belegd - wat onwaarschijnlijk is - ga ik ervan uit dat het College zich niet als doel gesteld heeft om tijdig een begroting op te stellen, en dat onze gemeente - zoals het inmiddels een gewoonte wordt - gedurende enkele maanden met voorlopige twaalfden zal moeten werken.

Mijn vragen zijn dan ook de volgende:

- Waarom heeft het College nog geen begroting voor 2021 goedgekeurd? Komt het door administratieve problemen bij het verzamelen van alle cijfers? Of is het te wijten aan richtlijnen van de toezichthoudende overheid die te laat kwamen (hoewel sommige buurgemeenten hun begroting voor volgend jaar al hebben goedgekeurd)? Of vanwege ingewikkelde politieke discussies?
- Heeft u al een deadline vastgelegd voor de goedkeuring van de begroting en, zo ja, wanneer zal deze door onze Raad worden besproken? Hoeveel maanden moeten we dan met voorlopige twaalfden werken, rekening houdend met de termijn voor de goedkeuring door het toezicht?

Bedankt voor uw antwoorden.

Laurent Hacken  
Fractie leider cdH

**Réponse de Monsieur Quartassi :**

**Cette année tout comme l'année précédente le budget sera proposé en février. Les raisons peuvent être appréciées ou pas il y a bien entendu les démarches administratives qui entrent en jeu mais pas seulement. En effet, les discussions politiques pour boucler le tout ne sont pas négligées, en regard notamment de la DPG.**

**La date sera fixée très prochainement et sera communiquée aux membres du Conseil.**

**Pour rappel, trois douzièmes provisoires ont été approuvés pour les mois de janvier, février, mars, permettant à l'administration de fonctionner.**

**Antwoord van de heer Quartassi:**

**Dit jaar zal de begroting, net als vorig jaar, in februari worden voorgelegd. Men kan akkoord gaan of niet met de redenen en er zijn natuurlijk de administratieve procedures die een rol spelen, maar dat niet alleen. Het politieke debat ter afronding van het geheel wordt immers niet verwaarloosd, met name wat de algemene beleidsverklaring betreft.**

**De datum wordt binnenkort vastgesteld en aan de raadsleden meegedeeld.**

**Ter herinnering: voor januari, februari en maart werden drie voorlopige twaalfden goedgekeurd, waardoor het bestuur kon functioneren.**

2 annexes / 2 bijlagen

---

59 **Interpellation: le bilan de la gestion de l'hôtel Fierlant (à la demande de Madame El Yousfi, conseillère communale) (Complémentaire)**

Lors du 1er confinement, la commune et le CPAS avaient pris la décision de réquisitionner l'hôtel Fierlant.

Nos associations ont été très actives pendant le premier confinement. Les actions solidaires par nos associations et nos citoyens ont été menées tous les jours et sans relâche jusqu'au déconfinement ! Il faut leur en rendre hommage et les en remercier.

Nos services communaux dont notre service de prévention, et particulièrement les éducateurs, ont compté parmi tous les autres acteurs, tant communaux qu'au CPAS, et ont également participé au lien à établir entre les occupants pour leur suivi et le CPAS qui encadrait la gestion de l'hôtel et veillait au bon fonctionnement de l'opération.

Madame la Bourgmestre ff et Mme l'Echevine de la Prévention, pourriez-vous nous présenter un bilan de la gestion de l'hôtel Fierlant ? Combien de personnes ont été installées ? Combien de jours occupés au total ? Les mêmes occupants y ont été hébergés du début à la fin ? Le nombre de places ont-elles été suffisantes par rapport à la demande sur notre territoire ?

A-t-on une idée du nombre de sans-abris dans notre commune ? Des relais sont-ils opérés vers les associations d'hébergement ?

Avec le couvre-feu à 22h toujours en cours et la période hivernale, il est nécessaire de réitérer l'opération. Et à cet effet, nous apprenons que le CPAS compte procéder à l'utilisation du même hôtel . Et on ne peut que s'en réjouir.

Mme la Bourgmestre ff, pourriez-vous nous en dire nous dire où on est-on dans cet important dossier ? Une attention particulière sera-t-elle portée sur les personnes sans domiciles, dont on sait qu'on y trouve également des personnes en situation irrégulière côté documents de séjour ? Comme cela a été fait lors de la première opération.

Comment se passera l'encadrement de cet hôtel cette fois-ci ? Et par qui ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses,

Nadia EL YOUSFI

---

**Interpellatie : balans van het beheer van hotel Fierlant (op vraag van mevrouw El Yousfi, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Bij de eerste lockdown beslisten de gemeente en het OCMW om het hotel Fierlant op te vorderen.

Onze verenigingen waren zeer actief tijdens de eerste lockdown. Dagelijks waren onze verenigingen en burgers onophoudelijk in de weer met allerlei solidariteitsacties. We moeten hen daarvoor erkentelijk zijn en bedanken!

Andere actoren, zowel gemeentelijke als van het OCMW, waren ook actief, in het bijzonder onze preventiedienst, en met name de straathoekwerkers. Ze hebben ook meegewerkt om een band te scheppen tussen de bewoners voor hun opvolging en het OCMW omkaderde het beheer van het hotel en waakte over de goede werking van de operatie.

Mevrouw de wvd. Burgemeester en mevrouw de schepen van Preventie, kunt u ons een balans geven van het beheer van het hotel Fierlant? Hoeveel mensen hebben er verbleven? Hoeveel dagen in totaal? Waren het dezelfde bewoners van het begin tot het einde? Was het aantal plaatsen voldoende in verhouding tot de vraag op ons grondgebied?

Hebben we een idee van het aantal daklozen in onze gemeente? Wordt er ook doorverwezen naar verenigingen die instaan voor opvang?

Met de avondklok om 22 uur die nog in voege is en de winterperiode moeten er weer initiatieven worden genomen. In dit verband vernemen we dat het OCMW van plan is hetzelfde hotel te gebruiken. En daar kunnen we alleen maar blij om zijn.

Mevrouw de wvd. Burgemeester, kunt u ons vertellen hoe ver we staan in dit belangrijke dossier? Zal er bijzondere aandacht worden besteed aan daklozen, onder wie zich ook mensen zonder geldige verblijfsdocumenten bevinden? Zoals dat het geval was bij de eerste operatie.

Hoe wordt het beheer van het hotel dit keer aangepakt? En door wie?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Nadia EL YOUSFI

#### **Réponse de Madame El Omari :**

**Par rapport au bilan de l'hôtel forestois réquisitionné lors du 1<sup>er</sup> confinement, il y a eu au total 65 personnes installées dans les 40 chambres. Ce projet s'est étendu du 25 mars au 26 août, soit 5 mois. Certaines personnes y ont été hébergées du début à la fin, d'autres en sont parties ou ont été placées dans d'autres endroits. Le service de Prévention et le CPAS ont prodigué des accompagnements individuels, permettant à certains d'être relogés dans des structures plus adaptées.**

**Le nombre de places disponibles pour l'hébergement de personnes sans-abri est malheureusement déficitaire sur l'ensemble du territoire régional et Forest ne fait pas exception. Nous réfléchissons à la mise en place d'un système d'accueil plus pérenne sur le territoire Forestois, afin d'augmenter les capacités d'accueil de nuit et de jour.**

**En ce qui concerne le nombre de personnes sans-abri à Forest, le service Prévention a participé en novembre au comptage organisé par Bruss'Help. Ce dénombrement a constaté la présence de 7 personnes, mais les informations des travailleurs sociaux de rue mènent à penser que le chiffre réel est bien plus important (± 20).**

**La moitié d'entre eux sont suivis et ont des contacts réguliers avec les travailleurs sociaux de rue, qui les ont accompagné dans leurs démarches auprès du CPAS, notamment pour l'ouverture de leur**

droit à l'aide médicale d'urgence. Ce travail continue tout au long de l'année sans lien avec la crise sanitaire, mais il est un fait que celle-ci vient aggraver la saturation des structures d'accueil, respect des normes Covid oblige. Je me réjouis donc d'autant plus de l'ouverture imminente de l'hôtel aux personnes sans-abri.

Madame El Yousfi souligne l'importance de la collaboration de tous les acteurs : commune, CPAS, associations.

**Antwoord van mevrouw El Omari:**

**Wat betreft het opgevorderde hotel, werden er in totaal 65 personen in de 40 kamers ondergebracht. Dit project liep van 25 maart tot 26 augustus, d.w.z. 5 maanden.**

**Sommigen verbleven er van begin tot eind, anderen vertrokken of werden op andere plaatsen ondergebracht. De Preventiedienst en het OCMW boden individuele ondersteuning, waardoor sommigen in geschiktere structuren konden worden gehuisvest.**

**Helaas is er in het hele Gewest een tekort aan beschikbare plaatsen voor de opvang van daklozen en Vorst vormt daarop geen uitzondering. Wij denken aan het opzetten van een meer permanent opvangsysteem in Vorst, om de nacht- en dagcapaciteit te vergroten.**

**Wat het aantal daklozen in Vorst betreft, heeft de Preventiedienst deelgenomen aan de telling die Bruss'Help in november organiseerde. Die telling kwam op 7 personen, maar volgens de informatie van de straathoekwerkers ligt het werkelijke aantal veel hoger ( $\pm 20$ ).**

**De helft van hen wordt opgevolgd en heeft regelmatig contact met de straathoekwerkers, die hen hebben begeleid bij hun contacten met het OCMW, met name voor de opening van hun recht op dringende medische hulp. Dat werk gaat het hele jaar door, ongeacht de gezondheidscrisis, maar het is een feit dat de crisis de verzadiging van de opvangstructuren heeft verergerd, omdat de Covid-normen moeten worden nageleefd. Daarom ben ik des te blijer dat het hotel binnenkort geopend wordt voor daklozen.**

**Mevrouw El Yousfi onderstreept het belang van de samenwerking van alle actoren: gemeente, OCMW en verenigingen.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

**60 Interpellation sur les sans-abris à Forest (à la demande de Monsieur Boukili, conseiller communal)  
(Complémentaire)**

Cher collègue,

J'interpelle aujourd'hui suite à la situation catastrophique que vivent des personnes sans domicile fixe, et qui sont logé dans des tentes sur notre territoire communale.

Ça fait quelques semaine que cette situation existe, une situation qui suscite l'émotion, l'indignation et la solidarité des Forestois. L'indignation parce qu'il est inadmissible que des personnes dorment dehors dans le froid.

Je rappelle que cette situation est la conséquence des politiques du logement des gouvernements régionaux successifs, qui ont rendu les logements de plus en plus inaccessible. En diminuant l'offre des logements sociaux, en ne prenant aucune mesure pour plafonner les loyers, ce qui a mené à une augmentation spectaculaire des prix des loyers.

La région a mis en place certaines solutions immédiates comme les hôtels mis à disposition et les centres d'accueil, mais cela reste largement insuffisant et nous incite à faire plus. Et surtout que ces solutions répondent sûrement à une urgence mais ne donnent pas une réponse à long terme au problème.

La gestion de cette situation repose principalement sur les citoyens et les travailleurs communaux.

Vu le poids que cela représente sur le service de prévention et les travailleurs communaux, y a-t-il des nouvelles embauches qui ont eu lieu ou qui sont prévues pour soulager le personnel de prévention?

Quelles sont les solutions envisagées pour répondre au drame que vivent ces personnes sous tente?

Est-ce qu'on prévoit des équipes d'accompagnement pour informer ces personnes et les soutenir dans les différentes démarches?

Est-ce qu'on prévoit un plan pour les centres d'accueil qui sont sensés être un organe de transit mais qui ne remplissent plus ce rôle vu que tous les points de chute sont saturés?

---

**Interpellatie over de daklozen in Vorst (op vraag van de heer Boukili, gemeenteraadslid)**  
*(Aanvullend)*

Beste collega,

Ik interpelleer vandaag naar aanleiding van de rampzalige situatie van daklozen die in tenten leven op ons gemeentelijk grondgebied.

Die situatie duurt nu al enkele weken en dat wekt emoties, verontwaardiging en solidariteit op onder de Vorstenaars. Verontwaardiging omdat het onaanvaardbaar is dat mensen buiten in de kou moeten slapen.

Ik wijs erop dat deze situatie het gevolg is van het huisvestingsbeleid van de opeenvolgende Brusselse regeringen, die woningen steeds minder toegankelijk hebben gemaakt. Door het aanbod van sociale woningen te verminderen, door geen maatregelen te nemen om de huurprijzen te beperken, wat heeft geleid tot een spectaculaire stijging van de huurprijzen.

Het Gewest heeft een aantal oplossingen ingevoerd, zoals de hotels die als opvangcentra beschikbaar werden gesteld, maar dat is nog steeds ruim onvoldoende en moedigt ons aan om meer te doen. Deze oplossingen beantwoorden wel aan een noodsituatie, maar bieden geen oplossing op lange termijn.

De aanpak van deze situatie berust vooral op burgers en gemeentepersoneel.

Zijn er, gezien de werklust die dit met zich meebrengt voor de preventiedienst en het gemeentepersoneel, nieuwe aanwervingen gedaan of gepland om het preventiepersoneel te ontlasten?

Welke oplossingen worden in aanmerking genomen om iets te doen aan de dramatische situatie van die mensen in tenten?



Is er begeleiding voorzien om deze mensen te informeren en te ondersteunen in de verschillende mogelijkheden?

Bestaat er een plan voor de opvangcentra die een transitorgaan zouden moeten zijn, maar die deze rol niet meer vervullen omdat alle opvangpunten verzadigd zijn?

**Réponse de Madame El Omari :**

**En plus des travailleurs sociaux de rue et pour soulager l'investissement au quotidien des travailleurs, il y a des animateurs de rue, des gardiens de la paix, des associations avec lesquelles des collaborations sont mises en place ;**

**Les travailleurs sociaux de rue sillonnent activement les rues de Forest, les parcs, les places afin d'aller à la rencontre des sans-abri. Un accompagnement individuel est proposé aux personnes pour les reloger vers des structures adaptées ou régulariser leur situation administrative.**

**Nous étudions d'autres formules que les centres déjà saturés pour faire face à cette problématique qui touche notre ville et notamment Forest. Nous reviendrons vers vous afin de partager des propositions et idées.**

**Réponse de Madame El Hamidine :**

**Nous convenons ensemble que ce sont autant de drames qui doivent trouver réponse et prévention. La commune et le CPAS interviennent en dernier recours face à des mécanismes d'exclusion, parfois aussi sur base administrative notamment du droit au séjour et à l'aide sociale qui relèvent du fédéral.**

**Dans le cas de campements dans les parcs, les halls d'immeubles ou d'agences commerciales, qui nous sont signalés par le service Prévention, par des citoyens, par la police, les services de la commune vont toujours à la rencontre des personnes pour pouvoir les orienter vers des structures d'hébergement, qui font face aussi à de nouvelles contraintes sanitaires et ont donc dû restreindre et redéployer leur capacité d'accueil.**

**La Région mobilise des moyens importants pour trouver des solutions de mise à l'abri, d'accompagnement social et de relogement des personnes vivant à la rue.**

**Elle soutient ainsi à concurrence de plus de 400.000 € le CPAS de Forest dans la réquisition d'un hôte, précisément à cette fin. L'hôtel intègre donc le dispositif régional et complète l'offre de solutions pour 35 chambres, pour accueillir et accompagner des personnes sur ce chemin vers des solutions pérennes. Le CPAS a créé 9 emplois pour mettre en œuvre ce programme qui vient d'être lancé et durera jusqu'en juin 2021, en partenariat avec Bruss'Help.**

**Le CPAS a aussi une action préventive en luttant contre la perte du logement, en faisant de la médiation avec les propriétaires dans les procédures d'expulsion. Je vous invite à poser vos questions aussi au Conseil de l'Action Sociale pour plus de précisions.**

**Monsieur Boukili s'interroge sur le taux estimé à 20 % de personnes sans-abris dénués de titre de séjour. Il s'enquiert de précisions quant au taux de remplissage actuel des chambres de l'hôtel Fierlant et aux critères retenus pour pouvoir y être accueilli.**

**Madame El Hamidine assure que c'est l'humain qui prime, avec ou sans papiers, peu importe.**

**Madame Angeli signale que le Foyer du Sud a décidé d'élargir le pourcentage d'attribution pour des projets « housing first » destinés spécifiquement aux sans-abris.**

**Monsieur Boukili souhaite qu'il y ait un débat plus large au sein du Conseil communal sur le sujet, notamment afin que soit diffusée l'information quant aux diverses initiatives qui sont menées, à la fois en urgence et de façon plus structurelle.**

**Antwoord van mevrouw El Omari:**

**Naast de straathoekwerkers, en om het dagelijks werk te verlichten, zijn er straatanimatoren, gemeenschapswachten en verenigingen waarmee samenwerkingsverbanden zijn opgezet.**

**De straathoekwerkers gaan actief de straten, de parken en de pleinen op, om de daklozen aan te spreken. Er wordt individuele begeleiding geboden aan mensen om hen onder te brengen in aangepaste structuren of om hun administratieve situatie te regulariseren.**

**Wij bestuderen andere formules dan de reeds verzadigde centra in de aanpak van dit probleem, dat onze stad en vooral Vorst treft. Wij zullen onze voorstellen en ideeën met jullie delen.**

**Antwoord van mevrouw El Hamidine:**

**We zijn het er allemaal over eens dat dit tragedies zijn die moeten worden aangepakt en voorkomen.**

**De gemeente en het OCMW komen in laatste instantie tussenbeide tegen de uitsluitingsmechanismen, soms ook op administratieve basis, met name inzake verblijfsrecht en sociale bijstand, die onder de federale bevoegdheid vallen.**

**Als er mensen aangetroffen worden in parken, lobby's van gebouwen of winkelgalerijen en het wordt ons gemeld door de Preventiedienst, burgers of de politie, gaan de gemeentediensten altijd naar die mensen toe om ze door te verwijzen naar opvangstructuren, die ook rekening moeten houden met nieuwe veiligheidsmaatregelen en dus hun opvangcapaciteit moeten beperken en herorganiseren.**

**Het Gewest mobiliseert aanzienlijke middelen om oplossingen te vinden voor opvang, sociale steun en herhuisvesting voor mensen die op straat leven.**

**Daarom steunen zij het OCMW van Vorst met meer dan 400.000 euro om precies daarvoor een hotel op te vorderen. Het hotel maakt dus deel uit van de gewestelijke maatregelen en biedt oplossingen voor 35 kamers, om mensen op te vangen en te begeleiden op weg naar duurzame oplossingen. Het OCMW heeft 9 banen gecreëerd voor de uitvoering van dit programma dat net van start is gegaan en tot juni 2021 zal lopen, in samenwerking met Bruss'Help.**

**Het OCMW heeft ook een preventieve actie in de strijd tegen het verlies van huisvesting, door te bemiddelen met de eigenaars in uitzettingsprocedures. Ik nodig u uit om uw vragen ook te stellen aan de OCMW-raad voor nadere details.**

**De heer Boukili heeft een vraag bij de naar schatting 20% daklozen zonder verblijfsvergunning. Hij wenst preciseringen over de huidige bezettingsgraad van de kamers in hotel Fierlant en de criteria die worden gehanteerd om ervoor in aanmerking te komen.**

**Mevrouw El Hamidine verzekert hem dat het menselijke element het belangrijkste is, met of zonder papieren.**

**Mevrouw Angeli meldt dat de Zuiderhaard beslist heeft het toewijzingspercentage voor "housing first"-projecten specifiek voor daklozen te verruimen.**

**De heer Boukili wenst dat binnen de gemeenteraad een breder debat over dit onderwerp, met name om informatie te verspreiden over de verschillende initiatieven die zowel in noodsituaties als structureel worden ontplooid.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

---

61 **Interpellation: Association des commerçants de l'Altitude cent et marché de l'Altitude cent (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)**

Il y a quelques jours, l'Association des commerçants de l'Altitude cent a fait part de sa naissance aux Forestois. Cette communication était couplée à l'annonce d'un nouveau marché sur la commune de Forest, Place de l'Altitude cent, comprenant des commerçants locaux parmi les exposants. Ceci est une bonne nouvelle et ce, d'autant plus étant donné la situation sanitaire qui perdure.

Au vu de ce qui précède, pouvez-vous m'éclairer sur les points suivants :

- Connaissez-vous le nombre de commerçants faisant partie de cette nouvelle association ;
- Pouvez-vous m'indiquer l'emplacement exact où se tiendra le marché ;
- La tenue de ce marché entraînera-t-elle des fermetures de voiries ?
- Comptez-vous entreprendre des démarches afin de donner de la publicité à cet événement ?

Je vous remercie.

---

**Interpellatie: handelaarsvereniging van Hoogte Honderd en markt van Hoogte Honderd (op vraag van mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)**

Enkele dagen geleden werd aan de Vorstenaren aangekondigd dat Hoogte Honderd een handelaarsvereniging heeft opgericht. Deze mededeling werd gekoppeld aan de aankondiging van een nieuwe markt in onze gemeente, op het Hoogte-Honderdplein, met lokale handelaars onder de marktkramers. Dat is goed nieuws, temeer daar de coronacrisis voortduurt.

Kunt u in deze context toelichting geven bij de volgende punten:

- Weet u hoeveel handelaars deel uitmaken van deze nieuwe vereniging?
- Kun je me de exacte locatie preciseren waar de markt zal plaatsvinden?
- Zullen er tijdens de markt wegen worden afgesloten?
- Wat gaat u doen om bekendheid te geven aan dit evenement?

Ik dank u.

**Monsieur Loewenstein remarque que ce marché était initialement prévu vers l'avenue du Domaine et se demande si cette intention initiale a été abandonnée.**

**Monsieur Spapens explique qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'un marché, mais d'une initiative ponctuelle organisée par la nouvelle association Altitude Commer100, qui regroupe pour l'instant cinq commerçants. Il ajoute qu'au vu du contexte la publicité autour de l'évènement a été limitée. Il ajoute que le Collège n'a pas abandonné l'idée de pérenniser un marché dans le haut de la commune.**

**De heer Loewenstein merkt op dat deze markt oorspronkelijk gepland was voor de Domeinlaan en vraagt zich af of van dit oorspronkelijke voornemen is afgezien.**

**De heer Spapens legt uit dat het strikt genomen niet om een markt gaat, maar om een eenmalig initiatief dat wordt georganiseerd door de nieuwe vereniging 'Altitude Commer100', die momenteel uit vijf handelaars bestaat. Hij voegt eraan toe dat, gezien de context, de publiciteit rond het evenement beperkt is. Hij voegt eraan toe dat het College niet afziet van het idee om een markt in hoog-Vorst te laten voortbestaan.**

*2 annexes / 2 bijlagen*

Levée de la séance à 02:48  
Opheffing van de zitting om 02:48

Par le Collège :  
La Secrétaire,  
Vanwege het College :  
De Secretaris,

La Présidente suppléante,  
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Fatima Abbach